

ALGÉRIE-ITALIE
"Convergence de vues" sur toutes les questions d'intérêt commun

P. 24

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE
Les dangers auxquels l'Algérie est confrontée domine les discours de campagne (presse régionale)

P. 3

NIGER
L'Algérie condamne les attaques terroristes

P. 14

DANS UNE INTERVIEW À L'HEBDOMADAIRE ALLEMAND DER SPIEGEL

Tebboune qualifie de "très graves" les propos de Macron sur l'Algérie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a qualifié, dans une interview accordée à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, de "très graves" les propos du Président français, Emmanuel Macron, sur l'Algérie. "Quand un chef d'Etat déclare que l'Algérie n'était pas une nation à part entière, cela devient très grave", a indiqué le Président Tebboune dans cette interview, soulignant qu'il "ne s'agit pas d'un problème personnel (avec Macron), mais d'un problème national".

P. 24

DKnews-APS



COMMERCE

3,4 milliards d'exportations hors hydrocarbures à fin septembre (Rezig)

P. 4

CARGOS ALGÉRIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

Tout est pris en charge pour l'appareillage (CNAN)

P. 6

MUSÉE DU BARDO (ALGER)

Exposition : «L'Ethnographie africaine»

P. 16

SANTÉ

**INTOLÉRANCE AU LACTOSE
9 choses à savoir absolument**

P.p 12-13

FOOTBALL

ELIMINATOIRES MONDIAL-2022

ALGÉRIE-BURKINA FASO

"Très content du retour de notre public" (Belmadi)

P. 21



ESPACE

Les astronautes de la 2^e mission habitée de SpaceX attendus sur Terre

P. 17

TAMANRASSET

Plus de 500 opérateurs désireux de participer à l'Assihar

P. 2

MÉTÉO

De fortes pluies orageuses sur plusieurs wilayas de l'Est et du Centre du pays (BMS)



De fortes pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affecteront plusieurs wilayas de l'Est et du Centre du pays à partir de dimanche à midi, selon un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie (ONM).

Les wilayas de Boumerdes, Tizi-Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Bouira, Sétif et Bordj Bou Arreridj sont placées en vigilance "orange" à partir de 12 heures jusqu'à lundi à 6 heures, précise la même source.

La quantité de pluie estimée durant la validité de ce BMS devrait varier entre 20 et 40 mm avec des rafales de vent sous orages, ajoute le bulletin.

L'ONM rappelle, en outre, que le BMS du samedi 6 novembre concernant les régions de l'Ouest et du Centre du pays reste en vigueur.

MÉTRO D'ALGER

Panne technique sur le tronçon reliant Khelifa Boukhalfa à la Place des Martyrs

Un service provisoire a été mis en place sur le tronçon reliant la station El-Harrache centre à celle du 1er Mai, et la station Haï El-Badr à Aïn Naâdja du métro d'Alger, afin d'assurer le déplacement des voyageurs, suite à une panne technique survenue dimanche matin sur le tronçon reliant Khelifa Boukhalfa à la Place des Martyrs, a indiqué l'entreprise Métro El-Djazaïr dans un communiqué.



"Suite à une panne technique survenue ce matin sur le tronçon reliant Khelifa Boukhalfa à la Place des Martyrs, un service provisoire est mis en place sur le tronçon reliant la station El-Harrache centre à 1er Mai, et la station Haï El-Badr à Aïn Naâdja, afin d'assurer le déplacement de nos voyageurs", lit-on dans le communiqué.

"Les équipes techniques mettent en oeuvre tous les efforts nécessaires pour une reprise optimale de l'exploitation dans les meilleures conditions", a assuré la même source.

HONAÏNE (TLEMCEEN)

Seize communes privées d'eau potable

Plusieurs communes de la wilaya de Tlemcen connaissent, dès dimanche, une perturbation en alimentation en eau potable due aux travaux de maintenance de la station de dessalement d'eau de mer de la commune de Honaïne, a-t-on appris de la direction locale des ressources en eau.

Ces travaux d'entretien périodique se poursuivront jusqu'à la journée de dimanche avant que le programme d'alimentation en eau potable ne reprenne normalement à la fin des travaux.

La source a ajouté que seize communes sont touchées par cette suspension dont Honaïne, Beni Khelad, Béni Ouarsous, Fellaloucene Sebba Chioukh, Remchi, Aïn Youssef, Zenata, El Fhoul, Ouled Riyah, Hennaya, Tlemcen, Chetouane, Ouled Mimoun, Sidi Abdellil et Bensekrane.

RELIZANE

Une production de plus de 130 quintaux de liège



La wilaya de Relizane a réalisé une production de 134,6 quintaux de liège au titre de la campagne de l'année 2021, récemment clôturée, a-t-on appris, samedi, auprès de la Conservation locale des forêts.

Le chargé de communication de la Conservation des forêts, Mohamed Ghermoul, a indiqué, à ce titre que cette production (134,6 qx) provient des forêts de la partie Est de la wilaya de Relizane, sur une superficie boisée de 80 hectares (ha), soit 86,6 qx des forêts de "Djebel Saadia" de Remka, et 48 qx de celle d'Aïn N'sour d'El Ouldja, toutes deux situées à l'Ouarsenis Ouest, une région réputée pour ses forêts de liège et de chêne de liège.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique nationale visant la valorisation de la forêt et la mise sur pied d'une véritable industrie forestière, une convention a été signée avec l'entreprise régionale de génie rural pour l'exploitation du bois et de liège dans les forêts de la wilaya de Relizane.

Pour rappel, la wilaya de Relizane dispose d'un patrimoine forestier de plus de 60.000 ha dont 55 % constitués d'arbres de pin d'Alep, selon la Conservation des forêts.

ENERGIE

Ouverture de la 10^{ème} édition du NAPEC 2021 à Oran

Le ministre de l'Energie et des mines, Mohamed Arkab, procédera lundi à Oran, à l'ouverture de la 10^{ème} édition du salon professionnel international des secteurs de l'énergie et des hydrocarbures à l'échelle méditerranéenne et africaine, NAPEC 2021, a indiqué samedi le ministère dans un communiqué.

L'événement réunira au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran près de 650 exposants, représentant 40 pays, selon la même source.

Le NAPEC (North Africa Petroleum Exhibition & Conference) "couvrira les tendances stratégiques et les approches techniques et évoquera les principaux défis et opportunités du secteur énergétique", a ajouté le communiqué.

Des conférences seront au menu et traiteront notamment les thèmes de "l'énergie en Afrique du Nord : ressources, défis et opportunités", "la position du gaz algérien sur le marché mondial et local", "opportunités et défis majeurs pour l'avenir du secteur intermédiaire et aval en Algérie", ainsi que le "développement régional et avenir de l'industrie du GNL et la commercialisation du gaz", a fait savoir le communiqué.

HYDROCARBURES

Approbation d'un avenant de contrat entre Sonatrach et First Calgary Petroleum

Un avenant de contrat entre la compagnie nationale Sonatrach et la société First Calgary Petroleum L.P a été approuvé en vertu d'un décret présidentiel publié au Journal officiel (JO) n 83.

Il s'agit de décret présidentiel n 21-415, signé par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, le 27 octobre dernier, portant approbation de l'avenant n 5 au contrat du 13 octobre 2001 pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation d'hydrocarbures sur le périmètre dénommé "Ledjmet" (bloc 405 b).

Cet avenant a été conclu entre Sonatrach et son partenaire First Calgary Petroleum à Alger le 30 juin dernier.

TAMANRASSET

Plus de 500 opérateurs désireux de participer à l'Assihar



Au moins 119 opérateurs économiques africains et 400 opérateurs nationaux ont émis le souhait de prendre part à la 35^{ème} édition de l'Assihar, prévue du 26 décembre au 8 janvier prochain à Tamanrasset, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Le wali de Tamanrasset, Mustapha Koriche, accompagné de diplomates des consulats du Mali et du Niger à Tamanrasset, a effectué une visite de terrain pour s'enquérir de l'avancement des préparatifs au niveau des trois sites devant abriter l'événement.

Le consul général du Niger, Mohamed Omar Cherif, a présenté l'Assihar comme un "rendez-vous très important", assurant la présence des opérateurs de son pays à cette manifestation économique.

Pour sa part, M.Keita Namourinama, conseiller au consulat du Mali, et tout en soulignant le "bon" choix des sites devant accueillir la manifestation de l'Assihar, a mis l'accent sur les relations "fraternelles" liant l'Algérie et le Mali et qui se reflètent dans le niveau de leur coopération "réussie".

TIZI-OUZOU

Une famille menacée d'asphyxie évacuée

Cinq (5) personnes en danger d'asphyxie ont été évacuées samedi à 2h du matin par les éléments de la protection civile à Oued-Fali, sortie Sud-ouest de Tizi-Ouzou, rapporte un communiqué de ce corps.

Il s'agit d'une famille composée d'un homme de 35 ans, 2 femmes de 31 et 53 ans, un bébé de 4 ans et un nourrisson de 45 jours, qui ont inhalé du monoxyde de carbone. Les victimes ont été évacuées à temps au CHU Nedir Mohamed où elles ont été prises en charge, ajouté la même source.

AÏN DEFLA

Un mort et un blessé dans un accident de la route



Une personne est décédée et une autre a été blessée samedi à Aïn Defla dans un accident de la route survenu sur un tronçon de l'autoroute Est-ouest traversant la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Protection civile.

L'accident s'est produit au lieu-dit Ouled Mahdi, relevant de la commune de Hoceïna (48 km à l'est du chef-lieu de wilaya), lorsqu'un véhicule touristique a dérapé avant de se renverser causant le décès du conducteur (44 ans) et des blessures à une personne assise à ses côtés (39 ans), a-t-on précisé.

La personne décédée a été évacuée à la morgue de l'hôpital de Khémis Miliana au moment où le blessé a, lui, été transféré à la polyclinique de Boumedfaâ, a-t-on fait savoir. La chaussée rendue glissante à la faveur des pluies torrentielles s'étant abattues sur la wilaya depuis vendredi serait à l'origine de l'accident, a indiqué la même source, avant de recommander d'avantage de vigilance aux conducteurs en cette période d'intempéries.

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

Les dangers auxquels l'Algérie est confrontée domine les discours de campagne (presse régionale)

Les journaux édités à l'Est du pays ont rapporté, dans leur livraison de dimanche, que la mise en garde contre les dangers auxquels l'Algérie est confrontée domine les discours des responsables de partis politiques durant les premiers jours de la campagne électorale pour les locales, prévues le 27 novembre courant.

Dans ce contexte, le quotidien "En-nasr" a titré en page 5, "La souveraineté nationale et l'élargissement des pouvoirs des élus, thèmes des discours de la campagne électorale", relevant que le discours électoral des partis politiques participant aux prochaines élections n'a cessé d'alerter sur les menaces qui pèsent sur l'Algérie en tant que pays pivot dans la région et sur l'importance de la cohésion du front social, de la défense de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale. Le même quotidien a ajouté que le discours des candidats aux prochaines locales n'a pas non plus négligé les dossiers liés au développement local et à l'élargissement des pouvoirs des élus. De son côté, le quotidien d'expression française "Le Quotidien de Constantine" a relayé les déplacements hier, samedi, de responsables de partis politiques dans



les wilayas de l'Est du pays, pour parler de la gouvernance locale, notamment le président du Front El Moustakbel, Abdelaziz Belaïd, qui a appelé depuis Mila au "chan-

gement des mentalités et des comportements pour avancer sur la bonne voie et parvenir à un changement qui ne peut se faire par décret ou par décision politique".

Il a également appelé ses candidats, s'ils sont élus, à "la créativité dans la gestion et à répondre aux préoccupations des différents segments de la société", souligne la

même publication qui a rapporté les déclarations du secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, affirmant depuis El Tarf que "la population est appelée à participer massivement au prochain rendez-vous électoral pour exprimer son soutien aux dirigeants du pays face aux dangers géopolitiques qui entourent le pays".

"L'Est Républicain", quotidien d'expression française édité à Annaba, a relevé le début "timide" de la campagne électorale pour les prochaines locales, quant à "Akher Saa", quotidien publié également à Annaba, a rapporté en page 2 que les candidats aux prochaines élections qui ont dénoncé la bureaucratie administrative au sujet des décisions liées au développement, ont plaidé dans leurs discours pour la révision du Code communal et de wilaya.

Les animateurs de la campagne électorale insistent sur l'élargissement des prérogatives des élus (presse oranaise)

Les quotidiens paraissant à Oran ont évoqué, dans leurs éditions du dimanche, le déroulement de la campagne électorale en vue du scrutin du 27 novembre prochain tout en mettant en exergue la nécessité d'élargir les prérogatives des élus afin de répondre aux préoccupations des citoyens. Dans ce cadre, le quotidien francophone « Cap Ouest » a fait état de l'appel du secrétaire général du RND, Tayeb Zitouni, lancé à partir de Tébessa, proposant l'élargissement des prérogatives dévolues par la loi aux présidents des APC afin qu'ils puissent prendre des décisions fermes en matière de développement local et à tous les niveaux. Pour le cas de la wilaya d'Oran, le même titre a signalé que la campagne électorale « demeure » timide », trois jours après son lancement, expliquant cette situation par la pandémie du coronavirus et par les mauvaises conditions climatiques ayant sévit ces derniers temps dans la région. Pour sa part, le quotidien arabophone « El Watani » s'est intéressé au meeting de la présidente de TAJ, Fatima Zohra

Zerouati, qui a participé, lors de son meeting à Chlef, à former les futurs élus pour leur permettre d'assurer une meilleure gestion des assemblées locales et un développement de leur région à même de répondre aux besoins de leurs citoyens. « El Watani » a également signalé que les animateurs de la campagne électorale ont insisté sur l'importance du rendez-vous du 27 novembre dans le parachèvement. Enfin, le quotidien du secteur public « El Djoumhouria » a souligné, pour sa part, que les animateurs des différents meetings électoraux tenus à travers le pays, ont insisté sur l'intérêt à accorder aux préoccupations quotidiennes du citoyen et à proposer des solutions aux problèmes des communes et notamment ceux des zones d'ombre. Le même journal a rapporté les différentes déclarations des animateurs des meetings de la troisième journée de la campagne indiquant que ceux-ci ont notamment appelé les citoyens à se ranger derrière les autorités du pays et ses institutions pour faire face aux complots fomentés contre l'Algérie et sa stabilité.

Les partis politiques appellent au "changement" et à la "rupture avec les anciennes pratiques" (presse nationale)

Les partis politiques ont appelé au "changement" et à la "rupture avec les anciennes pratiques, tout en accordant "davantage de prérogatives" aux futurs présidents d'APC, rapportent dimanche les quotidiens de la presse nationale qui consacrent peu d'espace à la campagne électorale des locales du 27 novembre prochain pour le renouvellement des Assemblées communales populaires (APC) et des Assemblées populaires de wilaya (APW). A ce titre, L'Expression a relevé que le Code de la commune est au cœur de la campagne électorale, insistant dans son commentaire sur "le renforcement des prérogatives des élus afin de leur permettre d'accomplir convenablement leur mission et se montrer à la hauteur des attentes des électeurs, lesquels aspirent à des changements et à une rupture avec les anciennes pratiques". Le même journal a interviewé M. Rachid Lerrari, professeur en droit constitutionnel, qui a estimé que "les citoyens doivent participer en force à ces élections, lesquelles s'imposent comme le couronnement du processus constitutionnel", les appelant aussi à participer "au moins pour faire élire les compétences et les personnes susceptibles de créer le changement". Le quotidien Le Soir d'Algérie a également titré sur la nécessité d'accorder "plus de prérogatives aux élus locaux", relevant les appels des candidats à l'adresse des électeurs "de ne pas boudier les urnes".

El Moudjahid a plutôt focalisé

sur les candidats qui "privilégient les rencontres de proximité", précisant que selon des candidats partisans et indépendants "le travail de proximité reste le meilleur moyen pour convaincre les électeurs". Sous le titre "Revoilà les candidates sans visage", le journal El Watan revient sur ces "pratiques caricaturales qui jettent le discrédit sur le scrutin", s'interrogeant ainsi "comment convaincre les électeurs à aller voter massivement le 27 novembre prochain". Toutefois, le quotidien Horizons demeure la seule publication qui consacre plus d'espace à ce rendez-vous électoral, accordant ainsi une large couverture aux candidats en campagne. Mieux encore, le journal a consacré une rubrique spéciale à ce rendez-vous, intitulée "Vivre sa commune", laquelle est un focus sur les APC, soit "un zoom pour éclairer sur l'état des lieux des communes riches ou pauvres". Pour l'édition de ce dimanche, Horizons a zoomé sur la commune de Hadjrat Enoss de Cherrhell (wilaya de Tipaza), avec des articles sur le développement de cette commune et une interview du président d'APC sortant. Toutefois, Horizons a relevé que la campagne peine à démarrer, estimant que "ce n'est pas encore l'emballement". Il a ainsi cité l'exemple de certains partis qui sont "à la recherche des électeurs". Sous le titre "Le changement commence par les collectivités locales", le quotidien arabophone Ech Chaab a assuré une large couverture des sorties médiatiques des

candidats qui ont animé plusieurs meetings populaires à l'occasion du premier week-end de campagne électorale. Le tabloïd a relevé que les chefs de partis ont notamment appelé à un "véritable changement". Selon le journal, le Front el Moustakbel, par la voix de son président, a estimé que "le changement commence par le citoyen", alors que le Mouvement El Bina a focalisé sur "la redynamisation du Fonds de développement du Sud", au même titre que le parti du Front de libération nationale qui a plaidé en faveur de "l'investissement agricole dans le Sud du pays". Pour Tajamoue Amel el Jazair, la priorité consiste en "la formation des élus pour une meilleure gestion", au moment où le Rassemblement national démocratique met l'accent sur "plus de prérogatives aux P/APC". Le quotidien El Massa s'est attaché également sur "l'importance d'élargir les pouvoirs des élus afin qu'ils puissent répondre aux préoccupations des citoyens", insistant sur "la lutte contre les pratiques néfastes de la bureaucratie". Le même journal a mis l'accent sur "le contrôle des organes exécutifs en vue de meilleurs résultats en matière de développement local". Le quotidien Al-Khabar a constaté que la campagne électorale peine à démarrer et à atteindre sa vitesse de croisière, mettant l'accent par ailleurs sur la sortie du Front des forces socialistes qui a appelé à "sauvegarder la souveraineté et l'unité nationales".

Paroles de présidents de partis au 3^e jour de la campagne

Voici les déclarations marquantes des présidents de partis en lice pour les locales du 27 novembre, au 3^e jour de la campagne électorale :

- La présidente du parti Tajamoua Amel Al Djazair (TAJ), Fatima-Zohra Zerouati, à Chlef : "Il est important de former les élus pour une meilleure gestion des Assemblées locales et du développement, afin de répondre aux aspirations des citoyens".

- Le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, à Laghouat : "Il est

nécessaire de redynamiser le fonds de développement du Sud pour qu'il contribue à aplanir les inégalités de développement entre le nord et le sud du pays".

- Le président du Front El-Moustakbel, Abdelaziz Belaïd, à Mila : "La société est responsable de la crise multidimensionnelle que traverse l'Algérie, exigeant des efforts considérables et une vision claire pour en atténuer les effets qui seront perceptibles dans un futur proche".

- Le secrétaire général du parti du Front

de libération nationale (FLN), Abou-Fadhl Bâadjji, à Ouargla : "Il est important de revoir les procédures afférentes à l'investissement agricole dans le sud du pays, y compris à Ouargla, et d'accorder des mesures incitatives à même d'encourager les jeunes à exercer cette activité et contribuer ainsi aux efforts visant à garantir la sécurité alimentaire".

- Le président par intérim du Mouvement El-Islah, Fayçal Bousseadaria, à Bordj Bou Arreridj : "Il est nécessaire de confier la ges-

tion des affaires publiques aux jeunes diplômés de l'université, car ils possèdent une formation leur permettant de participer efficacement au développement local".

- Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, à El Tarf : "Le peuple algérien est appelé à faire preuve d'un élan populaire en participant massivement au rendez-vous électoral prochain afin de soutenir les dirigeants du pays face aux menaces qui guettent l'Algérie".

AGRICULTURE

La pomme de terre vendue entre 60 et 90 DA/Kg sur les marchés de gros (ministère)

Les prix de la pomme de terre ont "considérablement" reculé pour s'établir entre 60 et 90 dinars le kilogramme (DA/Kg) sur les marchés de gros à travers le territoire national, a indiqué un communiqué du ministère de l'Agriculture et du développement rural. "72 heures après l'approvisionnement des marchés en pomme de terre, décidé par le ministère dans le cadre du Système de régulation des produits agricoles de large consommation (SYRPALAC), les prix ont baissé vendredi de plus de 40 DA/Kg sur les différents marchés de gros du territoire national", a précisé la même source.

Ainsi, la pomme de terre d'El-Oued, de Mostaganem et de Mascara est désormais cédée entre 60 et 90 DA/Kg sur les marchés de gros de l'est, du centre et de l'ouest du pays, a ajouté le communiqué. Le tubercule est vendu entre 70 et 90 DA/Kg sur le marché de gros de Chalhough Laïd (Mila), entre 60 et 85 DA/Kg à Khemis El-Khechna (Boumerdes) et entre 50 et 60 DA/Kg à Tighennif (Mascara), a poursuivi la même source. Au marché communal de Bach Djerrah (Alger), la pomme de terre était cédée vendredi à 90 DA/Kg contre 130 DA/Kg jeudi.

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a lancé, mercredi, la vente de la pomme de terre déstockée, au titre du dispositif SYRPALAC, directement aux consommateurs à 50 DA le kilogramme à travers 120 points de vente à l'échelle nationale, dont 45 à Alger.

COMMERCE

3,4 milliards d'exportations hors hydrocarbures à fin septembre (Rezig)

La valeur globale des exportations algériennes a dépassé 27 milliards de dollars à fin septembre 2021, dont 3,4 milliards de dollars hors hydrocarbures, a indiqué samedi le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig.

Ces exportations ont permis de ramener le déficit de la balance commerciale à 1,3 milliards de dollars contre 7,5 milliards en 2020, a précisé M. Rezig devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre du débat du projet de loi de finances (PLF) 2022, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Les exportations ont augmenté dans diverses activités, a-t-il dit, soulignant que les exportations de produits alimentaires avaient progressé de 46%. Le ministre a rappelé l'objectif tracé par le gouvernement et qui est de réaliser 4 à 4,5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures et hors services d'ici la fin de l'année en cours. Pour ce faire, le secteur du commerce et de la promotion des exportations encourage les exportateurs inscrits au registre de commerce (4.000 opérateurs) à reprendre les activités d'exportation, a-t-il affirmé, notant que 1.000 opérateurs seulement exportaient actuellement.

M. Rezig a fait savoir, par ailleurs, que son secteur bénéficiait, au titre du projet de loi de finances 2022, d'un budget global de 21,69 milliards de dinars, dont 20,87 milliards de dinars de budget de fonctionnement, soit 96% des besoins globaux du secteur.

Il a fait état d'une progression du budget de fonctionnement de l'ordre de 282 millions de dinars



et de la participation de l'Etat à hauteur d'un (1) milliard de dinars dans le cadre de la promotion des exportations hors hydrocarbures.

M. Rezig a précisé que cette augmentation est également due à la hausse des fonds de formation, 30 millions DA étant alloués cette année pour cette fin, outre les subventions des produits de large consommation, notamment l'huile alimentaire, pour laquelle l'Etat a affecté cette année un montant de 3,5 millions DA.

L'Etat a également maintenu le même seuil de subventions au profit des régions du Sud, notamment à travers l'affectation d'un montant d'un (1) milliard DA pour compenser les frais de transport des marchandises vers le Sud, afin d'assurer l'approvisionnement régulier en matières premières et de préserver le pouvoir d'achat

des citoyens au niveau national, a pour suivi le ministre. M. Rezig a fait état de l'affectation d'un montant de 35 millions DA pour le programme d'appui à la relance de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE), indiquant que les affectations financières consacrées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont connu une légère diminution par rapport à 2021.

Par ailleurs, et dans le cadre du projet du budget d'équipement pour l'exercice 2022, précise M. Rezig, le ministère du Commerce a demandé une enveloppe financière de 8,1 milliards DA pour des licences de programmes, y compris le nouveau programme et le programme en cours, tandis que le ministère des Finances a accepté d'accorder un montant de 819,5 millions DA, soit 10% du

montant requis. A ce titre, le ministre a indiqué qu'aucun nouveau programme d'équipement n'a été enregistré au cours de l'exercice 2022, en raison de la conjoncture financière du pays.

M. Rezig a ajouté que le ministère des Finances a accordé à son secteur, dans le cadre de la réévaluation des projets au profit de l'administration centrale, des services extérieurs du secteur et du Centre algérien du contrôle de qualité et d'emballages (CACQE), un montant de 583,5 millions DA pour des opérations liées à la numérisation du secteur et à la promotion des exportations et à l'équipement du système d'information dans le cadre de cette numérisation, ainsi que l'acquisition de matériel scientifiques pour les laboratoires d'analyses en cours de réalisation.

RESSOURCES EN EAU

Hasni : le secteur compte porter les capacités de stockage des barrages à 9 milliards de mètres cubes à court terme

Le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, a annoncé samedi à Alger que son secteur comptait porter les capacités de stockage des barrages à 9 milliards de mètres cubes à court terme.

Cet objectif sera atteint après le parachèvement des travaux de réalisation de cinq nouveaux barrages qui porteront le nombre total de barrages à 85, a précisé M. Hasni devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre du débat du projet de loi de finances (PLF) 2022.

Il s'agit du barrage de Bouzina (Batna) d'une capacité de 18 millions de mètres cubes, du barrage de Boukhroufa (El-Tarf) d'une ca-

pacité de 125 millions de mètres cubes, du barrage de Djedra (Souk Ahras) d'une capacité de 35 millions de mètres cubes, du barrage de Souk N'elata (Tizi Ouzou) d'une capacité de 90 millions de mètres cubes et du barrage de Sidi Khelifa (Tizi Ouzou) d'une capacité de 35 millions de mètres cubes, a fait savoir le ministre.

Les services des ressources en eau ont, en parallèle, lancé plusieurs opérations de dévasement de barrages pour augmenter leurs capacités de stockage, a-t-il ajouté. M. Hasni a également fait état d'une étude portant sur 34 sites potentiels pouvant abriter des barrages d'une capacité prévue de 2,6 milliards de mètres cubes et de l'identification de 300 sites pour la réalisation de petits barrages

pour atteindre une capacité de stockage totale de 12 milliards de mètres cubes à l'horizon 2030. Concernant les eaux souterraines, le premier responsable du secteur a rappelé que l'Algérie compte 281.000 forages produisant 6,6 milliards de mètres cubes par an.

Il a ajouté dans le même contexte qu'il sera procédé à la valorisation des systèmes des eaux souterraines, et ce, à travers quatre grands transferts qui permettront de transférer 500 millions de m3 annuellement, à savoir, le projet de transfert des eaux de Oued Namous dans la wilaya de Béchar vers la ville de Knadsa et la plaine d'Abadla, le projet de transfert depuis Ghardaïa vers Biskra, Batna, Boussaâda et de M'sila, le projet de transfert depuis Ghardaïa vers

Djelfa, Tiaret et M'sila et le projet de transfert depuis la région d'Adrar vers la wilaya de Tidouf (destiné à satisfaire les besoins de l'exploitation minière à Ghar Djebilat et les besoins de la population de la wilaya en eau potable).

Le ministre a également relevé la nécessité de développer le choix de la réutilisation des eaux usées assainies, ajoutant que l'Algérie disposait, en la matière, de 200 systèmes d'épuration des eaux usées et procédait à l'épuration de 500 millions de m3 annuellement. Il est procédé à la réutilisation de 50 millions de m3 seulement de ces eaux dans l'agriculture, soit un taux de 10%, affirme le ministre qui a dévoilé l'adoption d'un programme, en coordination avec le secteur de l'agriculture en

vue de parvenir à 32.000 hectares à l'horizon 2024, qui seront irriguées à partir des eaux usées épurées (dont les études ont été réalisées).

M. Hasni a ajouté dans ce même contexte qu'un objectif à l'horizon 2030 a été déterminé et consiste en la réutilisation de plus de 2 milliards de m3 annuellement dans l'agriculture, en vue d'irriguer une surface de 400.000 hectares, dont 160.000 hectares dans les Hauts-plateaux, et ce, en ciblant périmètres agricoles petits et moyens. Pour faire face, de manière efficace, au stress hydrique, le ministre a rappelé la stratégie adoptée par le secteur, en réduisant le recours aux ressources hydriques conventionnelles au profit des eaux de mer dessalées.

CARGOS ALGÉRIENS BLOQUÉS À L'ÉTRANGER

Tout est pris en charge pour l'appareillage (CNAN)

Les trois cargos algériens bloqués aux ports de certains pays de la rive nord de la Méditerranée sont pris en charge pour appareiller le "plus tôt possible", a affirmé dimanche à Alger le directeur général de la Compagnie nationale algérienne de navigation (CNAN-MED), Nourredine Koudil, évoquant une "exagération" dans le traitement des faits.

"Tout est pris en charge pour que ces navires bloqués puissent appareiller le plus tôt possible. C'est sérieux", a rassuré M. Koudil à la Radio Algérienne. Le cargo "Timgad" est bloqué dans le port belge de Ghent, "Saoura" au port de Brest (France) et un troisième

en Espagne, a précisé le Dg de la CNAN-MED, soulignant que le cargo "Tamanrasset" se trouve au port français de Marseille pour des raisons "purement techniques".

Selon des médias étrangers, citant une inspection des autorités portuaires françaises, le blocage des navires algériens est dû à un "non-respect du droit maritime" suite à "des salaires impayés et des défaillances techniques". A ce propos, M. Koudil dira: "Il y a de l'exagération. Il faut savoir que les contrôles des navires dans le port est une activité courante. Il s'agit d'une activité routinière de toutes les compagnies du

monde. Donc, il est tout à fait normal que nos navires soient contrôlés aussi et d'une manière minutieuse. On trouve de temps en temps quelques défaillances, mais sans grande importance".

Il a tout de même reconnu "un retard de paiement des employés" en citant notamment le cas de la CNAN Nord, en soulignant toutefois que "cette histoire est aussi très exagérée dans le sens où toutes les compagnies à l'échelle internationale traversent, à cause de la pandémie du Covid-19, des crises d'ordre financier, font face à quelques soucis de finance, et ont du mal à payer leurs employés".



M'SILA

Réception de 10 km de dédoublement de la route de Hammam Dalaa

Un segment de dix (10) kilomètres du projet de dédoublement de la route de Hammam Dalaa (wilaya de M'sila) sur un linéaire de 38 km vient d'être réceptionné et ouvert à la circulation, ont annoncé dimanche les services de la wilaya.

Le projet de dédoublement de la RN 60, dans son segment reliant la wilaya de M'sila à la ville de Slatna dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a été relancé au début de l'année en cours après un arrêt de plus de deux ans, ont précisé les services de la wilaya. Ce projet "structurant" pour la capitale du Hodna comprend notamment la réalisation de l'évitement de la ville de Hammam Dalaa, a-t-on noté. Il a été confié à trois entreprises pour un délai de réalisation allant de 12 à 18 mois, a-t-on précisé de même source. La réalisation d'un ouvrage d'art au-dessus d'Oued Laghnam relevant de



la commune de Hammam Dalaa est pris en charge par une entreprise publique "performante", a-t-on également sou-

ligné. Le dédoublement de la RN 60, qui connaît un trafic routier dense avec plus de 18.000 véhicules par jour,

constitue, selon la même source, une priorité du point de vue de la sécurité routière dans la wilaya de M'sila, considérée comme un véritable carrefour vers les wilayas de Bordj Bou Arreridj et Bouira en passant par la localité de Sidi Aïssa. Une enveloppe financière de près de cinq (5) milliards de dinars a été allouée pour ce projet, dont la réalisation vise également à réduire le nombre d'accidents sur ce tronçon, à améliorer la qualité de service pour les usagers de la route et offrir un plan de charge pour les entreprises agréées par le secteur des travaux publics, a-t-on relevé.

ORAN

Ouverture de la semaine culturelle sous le slogan "Regards croisés sur le passé et le futur"

Le coup d'envoi de la semaine culturelle a été donné samedi au niveau du site archéologique "Palais du Bey" au quartier populaire "Sidi El Houari" d'Oran sous le slogan "Regards croisés sur le passé et le futur" dans une ambiance culturelle et éducative particulière.

Cette manifestation, co-organisée avec l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, met en exergue le riche patrimoine historique et archéologique de la ville d'Oran, un véritable trésor appelé à faire la promotion du tourisme culturel, mais aussi de la "destination Algérie" et à valoriser son patrimoine matériel et immatériel dont elle peut s'enorgueillir, a indiqué à l'APS la présidente de l'association locale "L'hirondelle pour la redécouverte et le tourisme culturel", Hafida Bensalah, en marge de la cérémonie inaugurale de cette semaine culturelle. L'association, qui fait de la préservation de cet héritage culturel de la ville d'Oran son leitmotiv, compte organiser des week-ends et des semaines culturelles au niveau des différents sites archéologiques, à l'instar des "Arènes d'Oran" à haï Moheiddine (ex Eckmühl) et au sous-sol de la bibliothèque communal "Bakhti Benaouda" (ex Cathédrale), sise au centre-ville, a fait savoir Hafida Bensalah.

La semaine culturelle, coïncidant avec la journée nationale des artisans, vise à

mettre la lumière des lieux de mémoire à travers l'organisation d'activités culturelles. "Une occasion de plus pour attirer des visiteurs et leur faire connaître un autre rendez-vous important auquel s'apprête à abriter prochainement la ville d'Oran, celui des Jeux méditerranéens prévus en été 2022, a souligné Niar Sanae, directrice de l'antenne d'Oran relevant de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés.

Outre ces activités culturelles, d'autres rencontres scientifiques sont programmées. Dans ce cadre, l'Office entend organiser, en partenariat avec le département de génie civil de l'Université des sciences et de la technologie Mohamed Boudiaf (USTO-MB) d'Oran, le 14 novembre en cours au niveau du site archéologique "Bordj El Ahmar", un séminaire sur "le développement durable des villes historiques" qui traitera des changements climatiques, de leurs impacts sur les villes et des mécanismes de sauvegarde de ce patrimoine, a ajouté cette responsable.

La cérémonie d'ouverture de la semaine culturelle a été marquée par des lectures poétiques du genre Melhoun déclamées par les poètes Ahmed Aroun et Mohamed Andaloussi, la tenue d'une exposition de la "Blousa wahrania" (Robe oranaise), un habit authentique faisant partie du patrimoine matériel oranais et source de fierté des Oranaises, signé par

le styliste Bachir Chaïla, de même qu'une autre exposition sur l'habitat traditionnel oranais de Fadila Sahri.

La troupe "Théâtre Oran" a donné une représentation théâtrale intitulée "Azmat Aamal fi zaman corona" (crise d'emploi au temps du Corona), une pièce réalisée par Boura Lahouari qui a été à la hauteur des attentes du public. La nouvelle œuvre de cette troupe entre dans le cadre du théâtre de rue.

Les enfants ont eu droit à des ateliers pédagogiques de dessin et de coloriage qui font partie du programme de cette manifestation, sous la coordination de Amel Benameur, de même que d'autres spectacles artistiques animés par le conteur Abdelhamid Conakry et les clowns Zino et Aïssa.

Cette semaine culturelle, qui se poursuit jusqu'à jeudi prochain, prévoit des expositions de vente de produits d'artisanat traditionnel avec la participation de 15 artisans dans la vannerie, la poterie, la fabrication du savon traditionnel, les gateaux traditionnels, entre autres, ainsi qu'un vernissage avec la participation d'une pléiade de peintres, des séances de clubs de lecture pour égarer les enfants et leur faire aimer le livre, des visites guidées au niveau de sites et monuments historiques dont "Kasr El Bey" (Palais du Bey) et des conférences sur le patrimoine de la ville d'Oran.

TISSEMSILT

La générale de "Ridjal min tin oua ridjal min nar"

La générale de la pièce de théâtre "Ridjal min tin oua ridjal min nar" (hommes d'argile et homme de feu), produite par l'association de wilaya "Sada El Fonoun", a été présentée, samedi, à la Maison de la culture "Mouloud Kacem Naït Belkacem" de Tissemsilt.

Écrite par Wahid Metahri et mise en scène par Rabah Hella, la thématique de la pièce tourne autour de la dualité entre le bien et le mal, deux natures représentées par un groupe de personnes qui incarnent les hommes en argile et les hommes de feu. Malgré toutes leurs manœuvres, les hommes de feu ne parviennent pas à exploiter et à contrôler les hommes d'argile. Ces derniers se dressent contre l'injustice et la tyrannie pour que le bien triomphe à la fin

contre le mal.

Sept comédiens membres de l'association précitée ont été distribués pour camper différents rôles dans cette pièce. Rachid Harrouche, président de "Sada El fonounne" a souligné que cette production a été produite et mise en scène avec le soutien du Fonds national pour la promotion et le développement des arts, relevant du ministère de la Culture et des Arts.

La pièce sera prochainement présentée dans les wilayas de Tipasa et El Bayadh, a ajouté le responsable, précisant que l'association produira prochainement d'autres pièces pour adultes et enfants, dans le cadre de son programme annuel visant à promouvoir le 4ème art dans la wilaya et à encourager de jeunes talents.

TIZI-OUZOU

Réception d'un premier quota de 200 quintaux de pomme de terre

Un premier quota de 200 quintaux (Qx) de pommes de terre a été réceptionné par la wilaya de Tizi-Ouzou dans une démarche visant à faire baisser les prix de ce tubercule, a-t-on appris samedi, du directeur local des services agricoles (DSA) Djamel Sersoub.

Ce premier quota, a-t-il indiqué, a été acheminé à partir de la wilaya de Bouira, relevant que les opérateurs de la wilaya de Tizi-Ouzou n'avaient pas stocké de pomme de terre durant la saison agricole précédente. "Le Complexe frigorifique de Draâ Ben Khedda, spécialisé dans le stockage de l'ail et qui stocke parfois de la pomme de terre, n'a pas emmagasiné ce dernier produit, les deux autres opérateurs sont plutôt spécialisés dans la pomme de terre de semence", a-t-il expliqué.

Ce premier arrivage a été vendu directement au citoyen au prix de



50 DA le kilogramme, au moment où sur le marché et dans les magasins de fruits et légumes, le tubercule, d'ailleurs largement boudé par la population locale qui s'est tournée vers les légumes secs et les légumes frais de saison pour composer ses menus, s'affiche entre 100 et 130 DA le kilo.

Un autre arrivage est prévu de-

NÂAMA

160 hectares comme première expérience de culture du Colza

Une superficie de 160 hectares sera réservée à la culture du colza à Nâama, à titre expérimental, dans le cadre de la saison agricole 2021-2022, a-t-on appris samedi du directeur d'annexe de l'Institut technologique des grandes cultures (ITGC) de Saïda, Réda Zenai.

En marge d'une rencontre technique organisée par l'ITGC sur "la régulation du processus technique et l'accompagnement des agriculteurs pour intégrer le programme du développement de la culture du colza", abritée par la commune de Asla, à l'occasion du lancement de la première expérience de ce genre de cultures à Nâama, M. Zenai a affirmé que la région dispose de tous les moyens pour réaliser les objectifs tracés par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural visant le développement des cultures stratégiques.

Des agriculteurs de la commune d'Asla ont adhéré au projet de plantation du colza au titre de la saison agricole 2021-2022 comme première expérience à Nâama qui prévoit ainsi de réserver une superficie de cinq (5) hectares dans la ferme "Maammar Talbi" alors que la plantation d'autres superficies est prévue au titre d'un programme touchant plusieurs communes de la wilaya pour atteindre 160 ha, a, pour sa part, fait savoir le secrétaire général de la Chambre agricole locale, Omar Dhaoui.

Le développement de la culture du colza permet l'extraction des huiles végétales et la reconversion du reste en aliments de bétail, a-t-il souligné, faisant savoir que la chambre agricole locale, en coordination avec la Direction des services agricoles (DSA), a mis en place un programme de vulgarisation et de formation au profit des agriculteurs des différentes communes de la wilaya pour vulgariser les avantages d'investissement dans ce type de cultures stratégiques, notamment les caractéristiques naturelles dont la nature du sol, les ressources d'irrigation et le climat de la région.

La DSA a mis en place le processus technique de cette filière agricole nouvelle en fournissant dans les délais impartis, les semences, les engrais et les moyens nécessaires, en collaboration avec la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya, pour accompagner les investisseurs inscrits au titre du projet de création du noyau de cette filière dans la wilaya. La saison de culture du colza, au titre de laquelle sont réservées des terres en jachère, commence la mi-novembre et s'étale jusqu'au début du mois de décembre, alors que la récolte du Colza se fera après cinq voire six mois.

main dimanche, toujours à partir de la wilaya de Bouira, a fait savoir M. Sersoub qui a rappelé que ces opérations sont menées dans le cadre d'un plan national lancé par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, inscrit au titre du système de régulation des produits agricoles de large consommation (SYR PALAC).

COMMERCE

Mise en place d'un programme pour participer à plus de 50 expositions internationales durant les deux années à venir (Reziz)

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Reziz a affirmé, samedi à Alger, qu'il a été procédé au titre de deux années 2022-2023 à la mise en place d'un programme "riche", en vue de participer à plus de 50 expositions internationales, ajoutant que "la part du lion sera pour les marchés africains".

M. Reziz a indiqué, dans son allocution d'ouverture de la 1^{re} édition d'Algeria Investment Conference (Conférence d'Algérie sur l'investissement), que le programme des participations, mis en place par ses services ministériels, s'inscrit dans le cadre de "la consolidation de la place stratégique de l'Algérie, en vue de l'ériger en la porte de l'Afrique pour le partenariat et le développement socio-économique avec les différents partenaires et les ensembles régionaux et internationaux".

Dans ce contexte, le ministre a mis en exergue la participation prévue des opérateurs algériens dans les différentes expositions et manifestations qui seront organisées en Algérie et en Afrique, en vue de promouvoir les produits nationaux, dont la Foire de la production algérienne (FPA) au mois de décembre et la manifestation "Assihar" à Tamanrasset, ainsi que deux foires au Sénégal et en Afrique du Sud.

M. Reziz a également indiqué que dans le cadre du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, il a été procédé à la création du fichier des productions nationales qui renferme plus de 10.200 opérateurs et 388.000 produits nationaux.

Ainsi, le ministre a précisé que cette base de données "sera mise à la disposition de tous les opérateurs", ajoutant qu'à travers cette base, "les importations seront rationalisées et les opérateurs pourront acquérir les productions localement au lieu de les importer".

Selon M. Reziz, cette base de donnée vise à fournir "un regard clair et minutieux des capacités productives nationales", au profit des acteurs algériens chargés de la diplomatie économique.

ROND À BÉTON L'Algérie premier fournisseur des Etats Unis en septembre

L'Algérie a occupé la 1^{re} ère place sur la liste des pays fournisseurs des Etats Unis en rond à béton, pour le mois de septembre 2021, selon des données officielles américaines rapportées par l'Union arabe du Fer et de l'Acier (UAFA) sur son site officiel.

Les chiffres préliminaires émanant du Département du commerce des Etats-Unis font ressortir que le total des importations des Etats Unis en rond à béton, s'est élevé à 143.950 tonnes en septembre passé, dont 42.662 tonnes en provenance d'Algérie.

Les mêmes données indiquent que les importations des USA en rond à béton algérien, se sont élevées à 13.846 tonnes en août.

En plus de l'Algérie, figurent parmi les autres pays exportateurs de rond à béton vers les USA pour le mois de septembre, la Turquie (40.471 tonnes), le Mexique (36.707 tonnes), la République dominicaine (11.772 tonnes) et le Costa Rica (5.119 tonnes).

Le total des importations des Etats Unis en rond à béton a augmenté de 69,7 %, comparativement en août et de 268,3 %, comparative aux niveaux atteints en septembre 2020.

En terme de valeur, le total des importations américaines en rond à béton sont estimés à 115,6 millions USD pour le mois de septembre, contre 69,2 millions USD en août et 18,9 millions USD en septembre 2020.

ALGÉRIE - ESPAGNE

Gaz: les volumes contractuels exportés vers l'Espagne entièrement assurés par le MEDGAZ

Le gazoduc MEDGAZ, entré en activité en 2011, assure actuellement l'ensemble du volume des exportations algériennes de gaz naturel (GN) vers l'Espagne, fixé dans le cadre des contrats à long terme.

Avec l'entrée en service du 4^{ème} turbo compresseur d'ici à la fin de l'année, la capacité de Medgaz sera sécurisée pour assurer 10,7 mds m3/an.

La capacité de cet ouvrage pourra même être augmentée à 16 mds m3 en cas de besoin moyennant la réalisation d'autres investissements supplémentaires.

Les études relatives à une telle augmentation (16 mds m3) ont été déjà réalisées, mais la décision finale d'investissement d'un tel ouvrage ne peut être prise qu'en cas de conclusion de contrats à long terme de gaz naturel entre Sonatrach et les clients européens pour des volumes plus ou moins équivalents à la capacité de l'extension du Medgaz et sur une durée suffisante pour la récupération des investissements dans l'amont et dans le transport par gazoduc.

Sonatrach et Naturgy avaient renforcé leur position sur le Medgaz en acquérant, en 2020, les parts de Cepsa.

Sonatrach est devenue de ce fait actionnaire à 51% dans la société Medgaz, alors que 49% des actions sont détenues par le partenaire espagnol.

Cette canalisation sous-marine, liant directement Béni Saf à Almeria, a transporté, à ce jour, 6,4 mds m3 de GN algérien vers l'Espagne.

Il semble donc évident, selon des observateurs, que Sonatrach et son partenaire Naturgy privilégient le Medgaz pour l'acheminement du gaz naturel vers l'Espagne afin de rentabiliser leur investissement dans



cet ouvrage stratégique. L'orientation vers le Medgaz pour assurer la totalité des livraisons de GN vers l'Espagne et le Portugal intervient suite à l'arrivée à échéance, le 31 octobre dernier, des trois contrats d'achat et de vente de gaz naturel (Espagne, Portugal, Maroc) via le Gazoduc Maghreb Europe (GME), dont celui qui concerne l'ONEE (Office national de l'électricité de l'eau) marocain, datant de 2011.

Ces trois contrats totalisent un volume de 6,7 mds m3 alors que la capacité du GME est de 11,5 milliards m3 /an. Mis en service en 1996, le GME a acheminé, depuis sa mise en exploitation, 238 mds m3 (en 25 ans) dont 6 mds m3 (en 10 ans) à Maroc.

Une continuité de l'exploitation du GME, au-delà de l'échéance du 31 octobre 2021, dépendait de l'existence de contrats gaziers sur cette ligne entre Sonatrach et ses clients.

Mais, lesdits clients n'ont pas renouvelé leurs contrats, sur ce gazoduc, explique l'expert énergétique Mahmah Bouziane.

C'est ainsi que Sonatrach a convenu avec ses clients,

dans le cadre du projet d'expansion de la capacité du Medgaz, de transférer une partie de leurs volumes qui devaient transiter sur le GME vers le Medga, soutient-il dans une déclaration à l'APS.

A titre de rappel, Sonatrach avait déjà pris la décision de réaliser une extension de GPDF, le tronçon du GME reliant Hassi R'Mel à El Aricha (wilaya Naama), qui est une propriété de Sonatrach et exploité par ses propres moyens, sur une longueur de 521 km et un diamètre de 48 pouces.

L'extension consiste à relier le Terminal Arrivée du tronçon GPDF au Terminal Départ du gazoduc Medgaz (Béni Saf) par une canalisation de 48 pouces d'une longueur de 197 km.

Un projet qui vise également à sécuriser l'approvisionnement en gaz naturel du marché national, en particulier la région ouest du pays.

GME: l'Algérie ne payait pas de droits de passage au Maroc

Pour ce qui est du tronçon de GME qui traverse le

territoire marocain, d'une longueur de 540 km et un diamètre de 48 pouces, en plus de la partie sous-marine de 47 km, l'expert Mahmah Bouziane a tenu à expliquer que ce tronçon est la propriété de la société Maghreb Pipeline Limited (EMPL), détenue par Naturgy (Espagne) à 77,2% et Galp Energie (Portugal) à 22,8%.

Il ajoutera que la réalisation et l'exploitation de ce tronçon ont été confiées à la société Metragaz, détenue par Naturgy à 76,68%, Galp Energia à 22,64% et l'Office national des hydrocarbures et des mines marocain (ONHYM) à 0,68%.

Ainsi, l'Algérie n'était impliquée ni dans la propriété ni dans l'exploitation du tronçon GME transitant par le Maroc, a-t-il souligné en expliquant que les contrats entre Sonatrach et ses clients pour la vente de GN vers l'Espagne, le Portugal et vers le Maroc, exigeaient de Sonatrach d'acheminer le gaz jusqu'à El Aricha.

Au-delà de ce point frontalier, l'Algérie n'était pas concernée par la gestion du 2^{ème} tronçon du GME.

De ce fait, l'Algérie ne payait aucun droit de passage de son gaz via le GME, ni en espèce ni en nature, du moment qu'il s'agissait d'une infrastructure dont la concession ne la concernait pas, a-t-il clarifié.

Par contre, ce sont les parties espagnole (Naturgy) et portugaise (Galp Energie) qui payaient ces droits au Maroc, étant la partie bénéficiaire de la concession à travers la société EMPL.

INVESTISSEMENT

Intérêt à faciliter la mobilité des capitaux et encourager la colocalisation (experts)

La facilitation de la mobilité des capitaux dans l'écosystème d'investissement algérien et la promotion du concept de colocalisation devraient permettre de hisser davantage l'investissement dans le pays, ont estimé samedi à Alger plusieurs experts économiques.

Intervenant lors d'un panel sur les "opportunités économiques de l'Algérie", organisé dans le cadre de la rencontre Algeria Invest Conference (AIC), l'expert en économie, Mohamed Cherif Belmihoub, a affirmé, dans ce sens, que "la mobilité du capital doit être assurée", soulignant que "limiter le capital dans son mouvement n'est pas bon pour le développement économique".

L'ancien ministre délégué chargé de la prospective a, à cet effet, appelé à assurer la mobilité des capitaux en Algérie, ajoutant que "le potentiel d'investissement est colossal dans le pays où aucune filière n'est saturée".

Parmi les secteurs créateurs de richesse, il a cité celui des mines, ainsi que le tourisme saharien, appelant également à la mise en œuvre de

réformes administratives et une modernisation du secteur financier "pour qu'un secteur productif puisse émerger rapidement". Pour sa part, le président du Conseil national de concertation et de développement de la PME (CNCDPME), Adel Bensaci, a souligné plusieurs aspects du potentiel d'investissement en Algérie.

A ce propos, il estimait que l'Algérie a un rôle à jouer dans "la colocalisation", à savoir, l'externalisation par des pays industrialisés de fragments de leur chaîne de valeur dans les pays voisins.

La colocalisation permet d'aller au-delà d'une sous-traitance simple, a expliqué le président du CNCDPME, rappelant que de grands groupes internationaux se sont positionnés en Algérie dans le cadre de la colocalisation.

Il a cité, dans ce sens, l'exemple de la production et de l'export de turbines à gaz à partir de la wilaya de Batna, plaçant pour la duplication de cette expérience dans d'autres secteurs d'activité.

"A mon avis, l'Algérie doit jouer plus qu'un rôle de porte d'entrée vers l'Afrique. En effet, elle dispose d'un

réforme administrative et une modernisation du secteur financier "pour qu'un secteur productif puisse émerger rapidement". Pour sa part, le président du Conseil national de concertation et de développement de la PME (CNCDPME), Adel Bensaci, a souligné plusieurs aspects du potentiel d'investissement en Algérie.

A ce propos, il estimait que l'Algérie a un rôle à jouer dans "la colocalisation", à savoir, l'externalisation par des pays industrialisés de fragments de leur chaîne de valeur dans les pays voisins.

La colocalisation permet d'aller au-delà d'une sous-traitance simple, a expliqué le président du CNCDPME, rappelant que de grands groupes internationaux se sont positionnés en Algérie dans le cadre de la colocalisation.

Il a cité, dans ce sens, l'exemple de la production et de l'export de turbines à gaz à partir de la wilaya de Batna, plaçant pour la duplication de cette expérience dans d'autres secteurs d'activité.

"A mon avis, l'Algérie doit jouer plus qu'un rôle de porte d'entrée vers l'Afrique. En effet, elle dispose d'un

réforme administrative et une modernisation du secteur financier "pour qu'un secteur productif puisse émerger rapidement". Pour sa part, le président du Conseil national de concertation et de développement de la PME (CNCDPME), Adel Bensaci, a souligné plusieurs aspects du potentiel d'investissement en Algérie.

A ce propos, il estimait que l'Algérie a un rôle à jouer dans "la colocalisation", à savoir, l'externalisation par des pays industrialisés de fragments de leur chaîne de valeur dans les pays voisins.

APPS

PÉTROLE

L'Opep rend hommage à l'Algérie pour son rôle dans la signature de la Déclaration de coopération

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) a rendu hommage, dans son dernier bulletin mensuel publié samedi, à l'Algérie pour son rôle dans l'aboutissement à la signature de la Déclaration de coopération avec les pays non Opep qui a permis de rééquilibrer le marché pétrolier.

"Les décisions historiques de la 170e Conférence de l'Opep, tenue à Alger, a donné l'impulsion aux principaux résultats de la 171e réunion de la Conférence de l'Opep, tenue quelques semaines plus tard (30 novembre 2016) à Vienne", a écrit le secrétariat de l'organisation dans l'éditorial de son bulletin mensuel pour la période septembre -octobre 2021, intitulé "Alger et son influence sur les perspectives pétrolières".

"La série d'événements qui ont eu lieu il y a cinq ans, commençant avec l'Accord d'Alger et conduisant à la signature de la Déclaration de la coopération, représentent des moments charnières dans l'histoire de l'Opep", a déclaré le secrétaire général de l'Opep, Mohammad Sanusi Barkindo, cité dans l'éditorial.

Il a, à ce propos, souligné qu'"une grande partie de la stabilisation du marché pétrolier qui s'est produite au cours des 18 der-



niers mois peut être attribuée aux actions historiques entreprises par les pays signataires de cette déclaration, bien que les dirigeants de l'époque ne pouvaient pas prévoir un défi aussi monumental de celui de la pandémie de Covid-19".

"Nous ne serions pas où nous en sommes aujourd'hui sans les déci-

sions clés prises à Alger en septembre 2016 qui a permis d'ouvrir la voie à ce niveau historique de coopération entre l'Opep et les producteurs de pétrole non-Opep des pays", a-t-il affirmé.

Rappelant les décisions des pays signataires de la Déclaration de coopération, jeudi dernier, l'éditorial a mis l'accent sur la

nécessité d'une "diligence continue".

"Sans de tels efforts pour guider le marché pétrolier pendant la pandémie, il est difficile de voir comment l'industrie pétrolière pourrait regagner le terrain perdu et suivre la croissance attendue de 28% de la demande d'énergie primaire", est-il noté dans l'édito de l'Opep.

INDUSTRIE AÉROSPATIALE

737 MAX : un accord avec des administrateurs prévoit le versement de 237,5 millions de dollars à Boeing

Un accord rendu public vendredi entre d'anciens et actuels membres du conseil d'administration de Boeing et des actionnaires les accusant, après les deux accidents du 737 MAX, d'avoir failli à leurs obligations, prévoit le versement à l'entreprise d'une indemnité de 237,5 millions de dollars.

Devant encore être validé par un juge, l'accord a été dévoilé par les services du contrôleur de l'Etat de New York et de l'association des retraités des pompiers et policiers du Colorado, qui avaient saisi, en juin 2020, la Cour de la Chancellerie du Delaware (Court of Chancery).

Les actionnaires reprochaient aux membres du conseil, dont plusieurs anciens dirigeants de l'entreprise, de ne pas s'être assurés de l'existence et du bon fonctionnement d'instruments de contrôle et d'information relatifs à la sécurité du 737 MAX.

L'accord prévoit le versement de 237,5 millions de dollars de la part des assureurs des membres, anciens et actuels, du conseil d'administration visés par la plainte à Boeing.

Le Wall Street Journal, qui avait le premier fait part d'un accord jeudi soir, a fait écho à la somme de 225 millions. Le texte inclut aussi la création d'un poste de médiateur à qui certains employés puissent directement faire remonter leurs remarques sur les conditions de travail ainsi que la nomination d'un administrateur possédant une expérience "en aviation/aéronautique, ingénierie et/ou supervision de la sécurité des produits".

Lancé en 2011 et mis en service pour la première fois en 2017, le 737 MAX a été impliqué dans deux crashes aériens, l'un de la compagnie Lion Air en octobre 2018 et l'autre d'Ethiopian Airlines en mars 2019, qui ont fait 346 morts au total.

Des enquêtes ont révélé que ces accidents étaient liés au système anti-décrochage (MCAS).

Les actionnaires ont mis en évidence le fait qu'aucun des comités du conseil d'administration ne portait spécifiquement sur la sécurité.

L'accord n'inclut pas de reconnaissance de négligence de la part des personnes visées par la procédure. "Nous avons poursuivi le conseil d'administration de Boeing parce qu'il a manqué à sa responsabilité de surveiller la sécurité et de protéger l'entreprise, ses actionnaires et ses clients contre les pratiques commerciales dangereuses", a commenté dans un communiqué le contrôleur de l'Etat de New York, Thomas P. DiNapoli.

"Nous espérons qu'à l'avenir les réformes convenues dans ce accord aideront à protéger Boeing et les passagers d'autres tragédies et commenceront à restaurer la réputation de l'entreprise", a-t-il ajouté.

COMMERCE

Le RCEP entre en vigueur le 1er janvier 2022 (ASEAN)

Le secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a annoncé récemment que le Partenariat économique régional global (RCEP), le plus grand accord commercial au monde à ce jour, entrerait en vigueur le 1er janvier 2022.

Le Secrétariat a indiqué recevoir pour le moment les instruments de ratification de six pays de l'ASEAN à savoir Brunei, le Cambodge, le Laos, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam ainsi que de quatre Etats non membres de l'ASEAN, à savoir l'Australie, la Chine, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

"La rapidité dont ont fait preuve les Etats signataires dans le processus de ratification reflète fidèlement notre profond attachement à un système commercial multilatéral juste et ouvert, profitant à tous les peuples de la région et du monde", a déclaré le Secrétaire général de l'ASEAN, Dato Lim Jock Hoi.

La mise en œuvre de cet accord insufflera un grand élan aux efforts de reprise économique post-COVID-19, a souligné M. Jock Hoi.

L'accord portant création du RCEP a été signé en novembre 2021 par les dix pays membres de l'ASEAN et par cinq pays partenaires.

Selon les termes de l'accord, la mise en œuvre du RCEP débutera 60 jours après sa ratification par au moins six pays de l'ASEAN et trois pays non membres de l'ASEAN.

ESPAGNE

La reprise économique post-Covid est "plus rapide et plus juste" (Pedro Sanchez)

Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a affirmé que la reprise économique après la crise générée par la pandémie de coronavirus est "plus rapide, plus juste" et "plus propre" que celle qui a suivi la crise de 2008.

Si la crise financière de 2008 a fait perdre à l'Espagne huit points de produit intérieur brut (PIB) et 3,8 millions d'emplois entre cette année-là et 2013, en 2020, à cause de la pandémie, la chute du PIB espagnol sera de dix points, avec 1,4 million d'emplois détruits, a indiqué M. Sanchez lors de sa participation à la journée d'ouverture du 17ème Congrès du PSOE-Aragon.

Selon les dernières données sur les affiliés à la sécurité sociale et l'enquête sur la population active, il y a



désormais "plus de 20 millions de personnes employées, soit le niveau le plus élevé depuis 2008", a-t-il expli-

qué. En 2021, a-t-il poursuivi, il y a plus de 750 000 chômeurs de moins et un pourcentage de chômage des jeunes "plus bas qu'avant d'arriver au gouvernement en 2018", une reprise qui se fait "avec propreté et exemplarité" dans la gestion des ressources publiques.

M. Sanchez a affirmé que la pandémie "a montré qu'il n'y a qu'une seule façon d'avancer ou de reculer et la façon d'avancer est celle de la social-démocratie, qui s'engage pour la croissance, mais aussi pour une distribution équitable" des richesses.

Les citoyens ont compris que la social-démocratie représente "une réponse équitable et plus efficace d'un point de vue économique que le néolibéralisme", a estimé le président du gouvernement espagnol.

ETATS UNIS

Le Congrès américain adopte le vaste plan Biden sur les infrastructures

Le Congrès américain a définitivement adopté vendredi soir le vaste plan d'investissements dans les infrastructures voulu par Joe Biden qui doit désormais signer le texte pour permettre son entrée en vigueur.

L'adoption de ce plan de 1.200 milliards de dollars par la Chambre des représentants, après le Sénat en août, constitue une victoire en demi-teinte pour le président américain qui n'est pas parvenu à obtenir un vote vendredi sur son autre

gigantesque plan d'investissements dans les domaines social et écologique.

Il fallait 218 voix aux démocrates pour faire adopter ce plan destiné à moderniser les routes, les ponts et l'internet à haut débit et considéré comme l'un des plus ambitieux de l'histoire moderne américaine.

Ils en ont obtenu 228 contre 206, grâce à l'apport de voix républicaines, et l'approbation de la loi a été saluée par une salve d'applaudissements. Joe Biden,

qui a un besoin urgent de relancer sa présidence, espérait vendredi matin faire avancer deux textes majeurs à la Chambre des représentants: ce plan d'investissements et un vaste programme de refonte du système de protection sociale et de lutte contre le réchauffement climatique d'un montant de 1.750 milliards de dollars. Mais les dirigeants démocrates ont dû renoncer à un vote d'approbation de ce dernier texte, l'aile centriste du parti réclamant des préci-

sions de chiffreage. Les franges modérées et progressistes du parti se sont finalement entendues sur un vote de procédure visant à enclencher le processus parlementaire.

Joe Biden, confronté à une baisse de popularité à un an des élections parlementaires de mi-mandat, a précisé que son vaste programme social devrait être voté par la Chambre dans la semaine du 15 novembre au plus tard, avant que le Sénat ne s'en saisisse.

LUTTE ANTI-DROGUE Une bande criminelle arrêtée à la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger)

Les éléments de la Gendarmerie nationale à Alger ont mis hors d'état de nuire, dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, une bande qui activait au niveau de la nouvelle ville de Sidi Abdallah (Alger), indique samedi un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale.

"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes dont le démantèlement des bandes de quartiers qui s'adonnent au trafic de drogues dans les différents quartiers de la capitale, les éléments de la Gendarmerie nationale (Alger) ont interpellé les membres d'une bande qui activait dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah", précise le communiqué.

L'opération a été rendue possible suite à des informations faisant état d'un groupe d'individus s'adonnant au trafic de drogues et de stupéfiants dans la nouvelle ville de Sidi Abdallah où ils sèment également la terreur à l'aide d'armes blanches, suite à quoi une formation adaptée, a été mobilisée, constituée d'éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale, appuyée par des unités spécialisées.

"La célérité des décentes (ne dépassant pas 15 minutes) a permis de surprendre les éléments de la bande, donnant lieu à l'arrestation de 37 individus dont 10 déferés devant les juridictions compétentes qui ont ordonné la mise en détention de 6 individus et le placement de 4 autres sous contrôle judiciaire pour trafic de drogue et appartenance à des bandes de quartier", selon la même source.

Des dossiers judiciaires ont été établis à l'encontre des autres mis en cause pour consommation personnelle de produits stupéfiants, a précisé la même source qui a évoqué la saisie d'une quantité importante de drogues et d'armes blanches.

La Gendarmerie nationale a appelé l'ensemble des citoyens à signaler immédiatement tout acte criminel ou tout préjudice à l'intérêt public, et rappelle les moyens technologiques mis à la disposition du citoyen, notamment la ligne verte de la GN (1055) et le site de pré-plainte (PPGN.MDN.DZ), ou en contactant l'unité de gendarmerie nationale la plus proche.

EL BAYADH Démantèlement d'un réseau de faussaires de billets de banque

Les services de police de la wilaya d'El Bayadh ont démantelé un réseau criminel de six individus, spécialisés dans la falsification de la monnaie nationale, et saisi 800.000 DA en faux billets, a-t-on appris samedi auprès de cette instance de sécurité.

Le responsable de la cellule de communication et des relations publiques a indiqué, à l'APS, que l'opération a été effectuée par les éléments de la première sûreté urbaine sur la base d'informations selon lesquelles des individus s'approprièrent à écouler de faux billets en monnaie nationale.

Les investigations ont permis l'identification du mis en cause principal, qui a été arrêté dans un quartier de la ville avec en sa possession deux faux billets de banque de 2.000 DA.

En coordination avec le parquet, une perquisition au domicile du mis en cause a permis la découverte d'une somme de 800.000 DA en fausse monnaie nationale, du matériel informatique, une photocopieuse et une imprimante en couleur, entre autres.

Après enquête, il a été procédé à l'arrestation de cinq autres individus en lien avec cette affaire, dont une femme.

Il a été découvert en la possession de l'un des mis en cause, une unité centrale d'un ordinateur portable et une machine destinée au comptage des billets.

Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des mis en cause, âgés entre 26 et 60 ans, qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes pour les chefs d'inculpation de constitution de bande de malfaiteurs, falsification de la monnaie nationale et non dénonciation. Deux individus ont été écroués, alors que les autres membres du groupe incriminé ont été mis sous contrôle judiciaire, selon la même source.

INTEMPÉRIES La Protection civile appelle les citoyens à davantage de prudence et de vigilance

La Direction générale de la Protection civile a appelé, samedi dans un communiqué, les citoyens à davantage de prudence et de vigilance suite au bulletin météorologique spécial (BMS) prévoyant de fortes chutes de pluies sur les régions côtières et intérieures du pays pouvant atteindre ou dépasser localement 120 mm.

"Suite au bulletin météorologique spécial (BMS) de catégorie Orange émis par l'Office national de la météorologie prévoyant de fortes chutes de pluies sur les régions côtières et intérieures du pays où les quantités attendues de pluie sont estimées entre 60 et 80 mm et pouvant dépasser 120 mm, la Direction générale de la protection civile (DGPC) appelle les citoyens à davantage de prudence et de vigilance et à suivre les consignes de sécurité", a précisé la même source.

La DGPC a appelé les citoyens à suivre les bulletins météorologiques sur les médias et les réseaux sociaux, à s'éloigner des oueds et des poteaux électriques et à éviter les crues et les zones inondées aussi bien pour les piétons que pour les véhicules.

Les citoyens sont appelés également à dégager les cours d'eau à travers le nettoiement des avaloirs qui se



trouvent devant leurs domiciles ou lieu de travail sans pour autant prendre le risque de curage des canaux d'assainissement, a recommandé la même source qui a appelé les citoyens à se mettre à l'abri dans des lieux sûrs, à éviter de sortir de chez eux ou de conduire leurs véhicules sauf en cas de nécessité tout en respectant les règles de conduite sécurisée dans de telles conditions. Dans le

même contexte, les services de la Protection civile ont exhorté les conducteurs de véhicules à respecter les règles de conduite en veillant à observer la distance de sécurité et à réduire la vitesse en vue d'éviter les accidents de circulation.

Les mêmes services ont également exhorté tout un chacun à ne pas s'aventurer à traverser les routes inondées par les eaux, à ne sortir que

pour les cas de nécessité absolue, notamment pour les enfants, les personnes âgées et les personnes atteintes de pathologies chroniques, à éviter l'affolement, à agir avec calme face à toute situation d'urgence et à éviter de tomber dans le danger du tueur silencieux (éviter d'être incommodé par le monoxyde de carbone), et ce, en laissant des bouches d'aération et à surveiller les enfants à l'intérieur des maisons, en vue d'éviter les accidents domestiques.

Dans le même contexte, la DGPC a attiré l'attention à la nécessité de faciliter les interventions de ses services, en leur cédant le passage et éviter de se rassembler sur les lieux du danger.

La Direction générale de la Protection civile a mis à la disposition des citoyens les deux numéros 1021 ou le 14, pour appeler les secours en cas d'incident, et ce en précisant la nature de l'incident et l'adresse exacte.

SCIENCES ET TECHNOLOGIES L'Académie algérienne des sciences et technologies tient son Assemblée générale ordinaire à Alger

L'Académie algérienne des sciences et technologies (AAST) a tenu, samedi à Alger, son assemblée générale ordinaire (AGO), à laquelle ont pris part tous ses membres fondateurs de l'intérieur et de l'extérieur du pays.

Lors de cette session, il a été question de "présenter et examiner le rapport annuel des activités de l'académie depuis sa dernière réunion et d'aborder les modalités de renouvellement des membres du bureau de l'académie, en sus de l'examen du plan d'action et du programme d'activités des branches spécialisées de l'AAST pour l'année à venir".

Ont été présentés à cette occasion deux exposés sur les prévisions budgétaires de l'académie pour le prochain exercice, ainsi que sur les conditions d'acceptation et d'élection des nou-

veaux membres de la même instance.

A ce titre, la présidente de l'AAST, Allab Yaker Malika a affirmé que les membres de cette académie constituée s'attèlent à "la définition de son cadre organisationnel" et à "la présentation et l'examen d'un plan d'action et d'un programme d'activités pour les branches spécialisées de l'académie en 2022".

L'académie vise, à travers les activités de ses 14 branches, à contribuer au "développement du pays dans tous les domaines possibles et à l'amélioration du niveau socio-économique du pays".

Mme Allab a souligné que cette session vise à "mettre en place le cadre juridique de l'Académie algérienne des sciences et technologies" qui devrait être soumis prochainement au conseil des ministres avant de le présenter au

Parlement. Le membre de l'AAST à Toulouse (France), Noureddine Bousseksou, a estimé que cette réunion permet de discuter des activités stratégiques de cette instance qui a pour vocation de conseiller et d'aider les politiques en matière de technologies". L'Académie algérienne des sciences et technologies tient sa session ordinaire deux jours durant, conformément au décret présidentiel 15-85 du 10 mars 2015 portant création de l'académie.

Elle a été créée en 2015 et ses membres ont été approuvés en juillet de la même année.

Il s'agit de la plus haute autorité scientifique du pays qui contribue au développement des sciences et de ses applications et qui conseille les pouvoirs publics en la matière.

CONSTANTINE Mise en terre de 1800 arbustes dans la forêt Draâ Naga

Une opération de plantation de 1800 plants d'eucalyptus, de sapin et de caroubier dans la forêt Draâ Naga dans la commune d'El Khroub (Constantine) a été lancée à l'initiative de l'association "Fennec numidien", en coordination avec les services de la conservation des forêts, a-t-on appris samedi auprès de cette association.

L'initiative qui s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 67e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération vise à régénérer une zone affectée par les incendies et à sensibiliser sur l'importance de raviver les régions endommagées par le feu", a précisé

à l'APS le président de l'association, Amar Bekka, soulignant que cette activité était au programme de la 3ème édition de la manifestation "camping et reboisement" qu'organise l'association.

M. Bekka a ajouté, à ce propos, que plus de 700 jeunes, venus de 42 wilayas et membres dans des clubs de randonnée, de tourisme et de protection de l'environnement, ont pris part à cette opération ciblant quatre hectares, en coordination avec les directions locales de la jeunesse et des sports (DJS), le tourisme et l'artisanat, l'environnement et l'entreprise régionale du

génie rural (ERGR).

Saluant les efforts de tous ceux qui ont contribué à la réussite de cette action, M.

Bekka a relevé que l'association Fennec numidien œuvre à "éveiller les consciences sur les enjeux liés à l'environnement" en proposant entre autres, des randonnées et des sorties dans les forêts de la wilaya, notamment pour "parler et profiter d'un patrimoine forestier riche et sublime".

L'intervenant a indiqué qu'une dizaine de clubs de randonnées de Constantine conjuguent leurs efforts pour sensibiliser sur la protection des forêts.

De son côté, Yahia

Khairallah Beziez, membre du club Chemin des touristes a assuré que cette opportunité a permis aux jeunes de 42 wilayas, passionnés de nature et de randonnées, de se rencontrer et d'échanger sur les manières les plus efficaces pour contribuer à sensibiliser la population sur les forêts, leur importance et leur protection.

Accompagnés par un guide touristique, les participants à cette 3ème édition de la manifestation "camping et reboisement" ont été invités à une randonnée sur les hauteurs de la réserve de Djebel El Ouahch.

SIERRA LEONE

108 morts et 92 blessés dans l'explosion d'un camion-citerne

Au moins 108 personnes ont été tuées et 92 autres blessées dans l'explosion d'un camion-citerne vendredi soir, a indiqué samedi l'Agence nationale de gestion des catastrophes (NDMA) de la Sierra Leone.

Selon un communiqué de la NDMA, un camion-citerne chargé et un camion transportant des blocs de granit sont entrés en collision sur une autoroute alors que le camion-citerne était sur le point d'entrer dans une station-service voisine pour décharger son chargement de carburant.

Des images et des témoignages oculaires ont révélé que, pendant la collision, les deux conducteurs sont sortis de leurs véhicules et ont averti les résidents de la communauté de rester en dehors des lieux tout en essayant de remédier à une fuite émanant du choc, explique le communiqué.

Au même temps, certains



habitants de la communauté se sont précipités sur les lieux et ont profité de la fuite pour tenter de récupérer du carburant et le stocker dans des

structures de fortune à proximité quand une explosion majeure a eu lieu, entraînant un incendie catastrophique. Selon le communiqué, les

blessés ont été admis dans différents hôpitaux de la ville et souffrent de brûlures à divers degrés. Entre-temps, des fournitures médicales suffisantes ont été fournies aux victimes.

Le président sierra-léonais Julius Maada Bio a exprimé samedi ses condoléances suite à l'explosion du camion-citerne, assurant que le gouvernement "fera tout pour soutenir les familles touchées". Par ailleurs, le chef de l'Etat a annulé son déplacement à la session extraordinaire de l'Autorité des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, qui doit se tenir dimanche au Ghana.

NIGERIA

Le bilan de l'effondrement de l'immeuble à Lagos augmente à 42 morts

Le bilan confirmé de l'effondrement d'un immeuble de 21 étages en construction dans la ville de Lagos, le centre économique du Nigeria, est passé à 42 morts après que les équipes de recherche et de sauvetage ont découvert d'autres victimes dans les décombres, a déclaré samedi un responsable de l'Etat.

Babajide Sanwo-Olu, gouverneur de l'Etat de Lagos, a indiqué aux journalistes que le nombre de personnes sauvées de l'immeuble effondré dans la zone d'Ikoyi est désormais de 15.

M. Sanwo-Olu n'a pas révélé le nombre de personnes encore piégées sous les

décombres, mais a affirmé que 49 familles avaient signalé des personnes disparues au gouvernement après l'effondrement du bâtiment qui a eu lieu lundi.

"Nous avons entièrement répertorié les survivants de l'incident.

Et cela donne un total de 15 personnes secourues.

Au total, 42 corps ont été récupérés", a-t-il dit. L'identification des corps par leurs proches a commencé, et des analyses ADN ont été entreprises pour ceux qui étaient difficiles à identifier, a précisé le gouverneur. Pendant ce temps, l'opé-

ration de recherche et de sauvetage est toujours en cours sur le site.

Les effondrements de bâtiments sont fréquents au Nigeria, car selon des médias, certains propriétaires et promoteurs immobiliers ne respectent pas strictement les lois et réglementations en matière de planification et de construction.

Dans la plupart des cas, de lourdes charges sont placées sur le bâtiment et des matériaux non conformes aux normes sont souvent utilisés pour la construction toujours selon ces mêmes médias.

MEXIQUE

Un accident de la route fait au moins 19 morts

Un gigantesque accident sur une autoroute du centre du Mexique a fait au moins 19 morts et 3 blessés samedi, selon les autorités. L'accident s'est produit à un poste de péage à hauteur de la ville de Chalco, sur l'autoroute qui relie Mexico à Puebla, à 110 km au sud de la capitale. Un camion sans

freins a percuté une file de six véhicules, dont plusieurs ont pris feu. Parmi les personnes décédées figure le chauffeur du camion, a indiqué dans un communiqué Capufe, l'organisme public qui gère le système autoroutier fédéral mexicain.

ACCIDENT DE MINE AU KAZAKHSTAN

Six morts et deux blessés

Six mineurs sont morts dimanche et deux autres étaient "dans un état critique" après un coup de grisou dans une mine d'ArcelorMittal au Kazakhstan, ont annoncé la société et le ministère des Situations d'urgence. L'explosion s'est

produite dimanche matin dans la mine de charbon Abaiskaya, opérée par ArcelorMittal Temirtau, l'unité kazakhe du géant de l'acier, dans la région industrielle de Karaganda, à environ 200 km au sud-est de la capitale Nur-Sultan.

Soixante mineurs se trouvaient dans la mine au moment de l'accident, et 56 ont réussi à sortir. Les accidents de mine sont assez fréquents dans les pays de l'ex-URSS en raison notamment de la vétusté des installations.

IMMIGRATION

L'Italie autorise un navire humanitaire avec 800 migrants à accoster (ONG)

L'Italie a autorisé samedi un navire humanitaire transportant quelque 800 migrants secourus en mer, dont des centaines de mineurs et cinq femmes enceintes, à accoster à Trapani, en Sicile, a annoncé à la presse l'ONG allemande Sea Eye.

Cette autorisation de débarquer survient quelques heures seulement après qu'une organisation humanitaire a livré sur le bateau des fournitures de secours en urgence, notamment de la nourriture et des couvertures.

Le navire Sea Eye 4 avait déjà porté secours à près de

400 personnes en détresse en mer mercredi, lorsqu'il a porté assistance à 400 autres sur une embarcation en bois qui menaçait de sombrer, jeudi.

Il y a plus de 200 mineurs dont "plusieurs enfants de moins de 10 ans", et 5 femmes enceintes à bord du Sea Eye 4, a indiqué l'ONG dans un communiqué, précisant que 200 personnes avaient été soignées jusqu'à présent à bord.

"Notre équipe travaille aux limites de ce qui est humainement possible", avait souligné le président de Sea Eye, Gordon Isler, avant l'annonce de l'autorisation de débarquer.

L'Ocean Viking, un navire géré cette fois par SOS Méditerranée, est lui aussi à la recherche d'un port pour accoster avec les 314 personnes qu'il a secourues, ce qui porte à plus de 1.100 le nombre de migrants devant débarquer en Italie.

L'Italie est l'un des principaux points d'entrée en Europe pour les migrants en provenance d'Afrique du Nord, essentiellement de Tunisie et de Libye d'où les départs sont en forte hausse par rapport aux années précédentes. Près de 55.000 migrant ont débarqué en Italie depuis

le début de l'année, contre un peu moins de 30.000 en 2020, selon des données du ministère de l'Intérieur. Conformément à la politique de "fermeture des ports" de l'ancien ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, les pays autres européens doivent avoir accepté d'accueillir un certain nombre de migrants secourus avant que les navires ne soient autorisés à accoster.

Pour Gordon Isler, "les négociations sur la répartition des personnes secourues", doivent être menées après que les migrants aient débarqué sur terre.

INDE

Des mesures urgentes pour réduire la pollution à New Delhi

Le gouvernement local de New Delhi a pris des mesures immédiates pour maîtriser le niveau de pollution atmosphérique alarmante enregistré au niveau de la capitale depuis plus d'une semaine. Samedi, quelque 92 chantiers de construction ont été suspendus pour violation des normes d'environnement dans la mégapole indienne. Des centaines de camion-citernes ont également commencé à pulvériser de l'eau sur les routes à l'aide de réservoirs d'eau anti-smog pour réduire la pollution de l'air en tant que mesure d'urgence, selon le ministre de l'Environnement de Delhi, Gopal Rai. La qualité de l'air à New Delhi stagne toujours dans la catégorie "dangereuse", après la fête de Diwali, célébrée avec des millions de lampes à huile et de tirs de pétards qui ont illuminé le ciel de la capitale. Dans les zones les plus polluées, le niveau moyen de particules nocives PM 2,5 a dépassé samedi 500 points, selon l'indice de qualité de l'air (IQA), soit plus de 15 fois supérieur à la limite quotidienne de sécurité fixée par l'Organisation mondiale de la santé.

Bien que les autorités de New Delhi aient interdit la vente et l'utilisation de pétards, à l'exception des pétards verts et des spectacles laser, cependant le recours à cette tradition par les habitants de la capitale ne cesse d'augmenter.

Selon des médias indiens, plusieurs personnes dans la capitale se sont plaintes de maux de gorge et de lésions oculaires après qu'une épaisse couche de smog ait recouvert le ciel de New Delhi. D'autres facteurs contribuent à la détérioration de la qualité de l'air à New Delhi notamment le brûlage massif des résidus de cultures dans les Etats du nord, l'urbanisation croissante, l'activité industrielle et les émissions du trafic routier. Dans la capitale indienne de 20 millions d'habitants, désignée en 2020 par l'Organisation mondiale de la santé comme la ville la plus polluée du monde, les pics de pollution associés à la flambée de Covid-19 augmentent, selon des experts, le risque de maladies respiratoires chroniques.

En Inde, la pollution de l'air cause annuellement la mort de près de 1,5 million de personnes.

CONGO-BRAZZAVILLE

Les Congolais plantent des arbres pour lutter contre les changements climatiques

Comme tous les 6 novembre de chaque année, la population de la République du Congo est invitée à planter des arbres de différentes essences, dans le cadre de la journée nationale de l'arbre initiée depuis 1986. Pour cette 35^e édition, la journée a pour thème "Planter les arbres pour séquestrer le carbone et lutter contre les changements climatiques". L'opération de plantation d'arbres se déroule dans la réserve foncière de Ngo située dans la localité de Ngo, dans le département des Plateaux (centre du pays) où 100 hectares sont plantés. Dans une déclaration du gouvernement prononcée la veille de la journée nationale de l'arbre, la ministre en charge des Forêts, Rosalie Matondo, a indiqué que l'opération visait à renforcer l'engagement du pays en faveur de l'environnement, à lutter contre les érosions et les glissements de terrains, notamment dans les deux principales villes du pays (Brazzaville et Pointe-Noire). Appelant à une participation massive de la population, la ministre a rappelé le rôle que joue les forêts. Dans sa politique de préservation des écosystèmes forestiers, le Congo-Brazzaville exécute un programme national d'afforestation lancé en 2011. Ce programme a permis, à ce jour, de réaliser un million d'hectares identifiés à travers le pays pour les projets de reboisement, 700.000 hectares prospectés, 76.350 hectares sécurisés, cinq baux emphytéotiques signés avec les investisseurs pour une superficie de 435.292 hectares. 2.500 hectares ont été installés, aussi bien dans les domaines privés de l'Etat que des partenaires industriels. D'après les autorités congolaises, ce programme a permis l'impulsion de l'économie verte couplée à la sauvegarde de la biodiversité et la lutte contre les changements climatiques au profit des communautés rurales, à travers la mobilisation des capitaux extérieurs.

COVID-19

Le ministre de la Santé plaide pour l'application du pass sanitaire

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a plaidé, jeudi à Alger, pour l'application du pass sanitaire pour inciter les citoyens à se faire vacciner.

S'exprimant en marge d'une journée d'évaluation de la situation pandémique, le ministre de la Santé a dit "plaider" pour l'application du pass sanitaire en vue d'encourager les citoyens à la vaccination, soulignant que "l'instauration du pass sanitaire ne relève pas des prérogatives du ministère". Le ministère de la Santé prend les mesures préventives et réunit les conditions nécessaires à cet effet tout en assurant le vaccin, a soutenu le responsable, ajoutant que "l'application du pass sanitaire ne relève pas du ressort de son département". La journée d'évaluation qui a vu la participation des acteurs du domaine dont des associations scientifiques, des syndicats et des experts, a été couronnée par des recommandations lues par le directeur de la santé de proximité au ministère, Dr. Fawzi Benachenhou. Les participants ont insisté dans ces recommandations sur "l'importance" d'instaurer le passe sanitaire pour généraliser la vaccination à toutes les franges de la société, soulignant que "la vaccination est le seul moyen de se protéger de la pandémie". M. Benachenhou a appelé, par la même, à consacrer des structures sanitaires pour la prise en charge des personnes contaminées par la Covid-19 en prévision de l'apparition d'une quatrième vague, plus néfastes que les précédentes. Cela permettra la continuité des activités dans les autres services. Les conférenciers ont mis l'accent sur l'impératif d'entreprendre une action proactive et prospective en cas d'aggravation de la situation pandémique, de renforcer l'hospitalisation à domicile pour les cas délicats et de mener une réflexion pour la création de nouveaux services de réanimation, outre l'amélioration du transport sanitaire. Les experts ont souligné également "la révision" de la stratégie actuelle de communication et de prévention à travers la sensibilisation des citoyens pour adhérer à la campagne de vaccination. Ils ont appelé aussi à l'association des experts, à l'avenir, dans les différentes instructions relatives à la pandémie et la consolidation de la coordination entre les secteurs public et privé, garantissant une prise en charge psychologique des corps du secteur et des malades après leur guérison.

Gel d'une opération d'importation de quantités considérables de vaccin (ministre)

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé le gel d'une opération d'importation de "quantités considérables" de vaccin anti-covid19 en raison de la disponibilité, actuellement, de plus de 13 millions de doses de vaccins non encore utilisés.

Une opération d'importation de "quantités considérables" de vaccin anti-covid19 a été gelée en raison de la disponibilité, actuellement, de plus de 13 millions de doses non encore utilisées vu l'abstention des citoyens, a fait savoir M. Benbouzid en marge de la journée d'étude et d'évaluation de la situation pandémique liée au Covid-19, tenue jeudi à Alger.

Le ministre a réitéré son appel aux citoyens non vaccinés pour le faire et se protéger et protéger la société contre une éventuelle 4e vague prévue par les spécialistes, à l'instar de certains pays qui ont enregistré, récemment, une 5e vague du variant "Delta".

Pour sa part, la Directrice générale de la pharmacie et des équipements de santé au ministère de la Santé, Pr Ouahiba Hadjoudj, a fait état de quantités considérables importées à ce jour, soulignant qu'une opération d'importation d'une quantité considérable de vaccin a été gelée en attendant la consommation des 13 millions de doses avant leur date de péremption.

Par ailleurs, les cadres du ministère ont présenté un rapport sur la situation pandémique entre les différentes vagues dans tous ses aspects notamment le manque d'oxygène enregistré au niveau des établissements hospitaliers durant la 3e vague ce qui a nécessité le recours à l'importation de concentrateurs et de bouteilles d'oxygène, selon le DG des services de santé au ministère, Pr. Ilyes Rahal. Cette situation épidémiologique qui a déstabilisé les systèmes de santé dans tous les pays du monde, dont l'Algérie, a incité l'Institut Pasteur, qui disposait d'un seul laboratoire de référence pour réaliser les tests PCR, à ouvrir plusieurs laboratoires dans des établissements hospitaliers à travers le pays, et à autoriser le secteur privé d'effectuer ces tests, portant ainsi le nombre de laboratoires chargés de cette opération à 130 laboratoires.

Les débats qui ont eu lieu lors de cette rencontre ont porté sur les insuffisances enregistrées au cours de la pandémie, dont le mauvais suivi des personnes contaminées, notamment après leur guérison du virus, l'usage excessif d'antibiotiques, et la non prise en compte des différents tests réalisés par le secteur privé dans la situation épidémiologique présentée quotidiennement par le ministère.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

77 nouveaux cas, 64 guérisons et 4 décès

Soixante dix sept (77) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 64 guérisons et 4 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé dimanche le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 207.156, celui des décès à 5.945, alors que le nombre de patients guéris est passé à 142.186 cas.

Par ailleurs, 15 patients sont actuellement en soins intensifs, a précisé la même source.

En outre, 28 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 18 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 2 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

LUTTE CONTRE LE COVID-19

Importation à ce jour de près de 29 millions de doses de vaccin (ministre)

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a fait état dimanche à Alger de l'importation de près de 29 millions de doses de vaccin anti-Covid-19 depuis l'apparition de la pandémie.

Présentant la stratégie nationale de lutte contre la pandémie de Covid-19 et de relance de l'économie nationale, à l'occasion de l'organisation de la première édition d'Algerian Invest Conference, le ministre de la Santé a souligné que "l'Etat a mobilisé tous les moyens nécessaires afin de rendre le vaccin accessible à tous.

Néanmoins, déplore-t-il, les citoyens ont afflué vers les centres de vaccination après l'atteinte du pic épidémique mais un relâchement a été constaté avec le recul du nombre de cas".

M. Benbouzid a rappelé qu'un stock de différents vaccins importés est disponible au niveau de 800 établissements de santé mobilisés pour cette opération, en sus de 13 millions de doses de vaccin au niveau des services de certains hôpitaux, réitérant son appel aux citoyens non encore vacci-



nés pour le faire ce qui permettra de freiner la propagation du virus.

Le ministre a regretté l'absence de citoyens à la vaccination qui a atteint plus de 247.000 vaccinés par jour lors des pics épidémiques au cours des derniers mois, avant que ce nombre ne recule à moins de 20.000 par jour ces derniers jours.

Pour ce qui est des moyens mobilisés, notamment durant la troisième vague qui a connu une forte demande en matière d'oxygène, Pr Benbouzid a souligné qu'"en riposte à cette

situation d'urgence, l'Etat a eu recours à l'acquisition de 4500 concentrateurs d'oxygène et d'un nombre important de générateurs, avec le renforcement de la production nationale au niveau des quatre entreprises nationales.

Le ministère a adapté certaines lois à la situation épidémiologique du Covid-19 afin de faciliter l'acquisition de certains médicaments, équipements et dispositifs médicaux par la mise en place d'un couloir vert pour l'exonération de certains produits des taxes douanières. Concernant les

tests PCR, M. Benbouzid a fait savoir que 130 laboratoires (publics et privés) effectuent aujourd'hui ce type de tests à travers le territoire national alors que seul l'Institut Pasteur d'Algérie les réalisait auparavant.

Quant au nombre de lits hospitaliers, le ministre a affirmé que le secteur "en a ouvert à chaque fois que cela a été nécessaire en fonction du nombre de cas", rappelant que "11.263 malades ont été hospitalisés lors de la première vague, 8.110 lors de la deuxième vague et 17.000 lors de la troisième vague et parmi lesquels beaucoup nécessitaient de l'oxygène".

Pour faire face à la saturation des hôpitaux et à la forte demande d'hospitalisation dans la capitale en raison de sa forte densité de population, le ministère a mobilisé les hôpitaux des wilaya limitrophes (Boumerdes, Blida et Tipasa), a noté M. Benbouzid.

Et d'assurer que "le secteur est prêt à faire face" en cas de quatrième vague, comme le prévoient des experts en s'appuyant sur la situation dans d'autres pays.

DISPOSITIFS MÉDICAUX

Pour une adaptation des lois aux développements survenus dans le secteur de la santé (experts)

Des experts en pharmacie ont appelé samedi à Alger à la mise en conformité et l'adaptation des lois sur les dispositifs médicaux aux développements survenus dans les deux secteurs sanitaire et pharmaceutique, et ce "pour protéger le patient et répondre à ses besoins".

A ce titre, l'experte et consultante en dispositifs médicaux au ministère de l'Industrie pharmaceutique, Fouzia Haroui a souligné, lors d'une rencontre de formation, la nécessité d'assurer la conformité et l'adaptation des lois relatives aux dispositifs médicaux aux développements survenus dans les deux secteurs sanitaire et pharmaceutique, notamment au regard de la situation épidémiologique marquée par la propagation de la pandémie de Covid-19, et ce pour améliorer le système national de santé et répondre aux besoins du patient".

L'objectif de cette rencontre, ajoute-t-elle, étant de mettre en vigueur les lois relatives aux dispositifs médicaux prévus dans la loi sanitaire 2018 et celles promul-

guées par les pouvoirs publics coïncidant avec l'apparition du Coronavirus (Covid-19), et ce dans le but de répondre aux besoins des citoyens en matière de ces dispositifs. Elle a par ailleurs précisé que tous les établissements présents à cette rencontre "bénéficieront de l'orientation afin de s'enquérir des moyens relatifs à l'accompagnement d'utilisation de ces dispositifs, conformément aux lois en vigueur, en vue de bénéficier de l'homologation, l'enregistrement et la conformité".

Et d'ajouter que les pouvoirs publics "ont précédemment approuvé l'importation de ces dispositifs médicaux.

Néanmoins, le marché des produits pharmaceutiques a connu ces dernières années une évolution à la faveur de l'apparition de plusieurs producteurs locaux des bandelettes de test de glycémie, de certains dispositifs relatifs aux analyses rapides, des bavettes et des gants, en riposte à la crise sanitaire marquée par la propagation du Coronavirus, ainsi que d'autres dispositifs utilisés dans plusieurs

spécialités médicales, ce qui nécessite, souligne-t-elle, un accompagnement de l'adaptation et la mise en conformité des lois".

Pour sa part, la directrice de la pharmacie et des dispositifs médicaux au ministère de la Santé, Dr Soumia Benhamida a évoqué les dispositifs médicaux, localement produits et ceux importés, rappelant que les pouvoirs publics avaient mis en place, en riposte à la propagation de Covid-19, un couloir vert pour faciliter l'importation de ces dispositifs, afin de répondre aux exigences de la situation épidémiologique.

Cette opération a été accompagnée par la promulgation des textes législatifs nécessaires, avec l'unification des mesures juridiques en matière d'enregistrement et au niveau des Douanes, a affirmé la responsable, ajoutant l'obtention de la conformité par le producteur local "ne fait pas partie des prérogatives du ministère, mais qu'il incombe aux fournisseurs internationaux de le faire".

SYSTÈME DE SANTÉ

"Le mode de fonctionnement et de gestion de notre système de santé doit être impérativement revu" (Ministre)

Le mode de fonctionnement et de gestion de notre système de santé "doit être impérativement revu pour le rendre performant et plus efficace", a affirmé mercredi à Médéa, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid. "La révision du mode de fonctionnement et de gestion du système national de santé est devenue

indispensable, eu égard aux problèmes et dysfonctionnements qui l'empêchent de se hisser au niveau de performance escomptée", a déclaré le ministre, en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Médéa où il a procédé à l'inauguration de plusieurs structures sanitaires.

Benbouzid a affirmé qu'"il est temps de discuter et

d'étudier tous les problèmes que rencontre le secteur de la santé", ajoutant que les "assises de la santé", prévues au mois de décembre, est le cadre idéal pour "mettre sur la table des discussions toutes les questions qui attendent une solution".

Ces assises seront une occasion pour les professionnels de la santé, les paramé-

dicaux et les auxiliaires de santé d'aborder "dans une totale franchise et transparence" les questions qu'ils jugent importantes à examiner et "auront toute la latitude pour proposer des solutions et les améliorations à entreprendre dans l'optique de cette révision", a fait savoir le ministre.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

BILAN DANS LE MONDE

Au moins 5.042.330 morts

La Covid-19 a fait au moins 5.042.330 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre 2019 en Chine, selon un bilan annoncé dimanche par des sources officielles.

Plus de 249.431.180 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois. L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé. Une part importante des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de samedi, 6.306 nouveaux décès et 411.296 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui



ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont la Russie avec 1.179 nouveaux morts, l'Inde (506) et l'Ukraine (449). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 754.279 décès pour

46.461.779 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 609.388 morts et 21.874.324 cas, l'Inde avec 460.791 morts (34.355.536 cas), le Mexique avec 289.674

morts (3.825.404 cas), et la Russie avec 246.814 morts (8.795.095 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 608 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Bulgarie (359), la Bosnie (357), la Macédoine du Nord (346), le Monténégro (342) et la Hongrie (323).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisent 1.525.388 décès pour 46.084.819 cas, l'Europe 1.424.434 décès (76.202.176 cas), l'Asie 876.875 décès (56.130.911 cas), les Etats-Unis et le Canada 783.411 décès (48.189.463 cas), l'Afrique 219.336 décès (8.531.449 cas), le Moyen-Orient 209.980 décès (14.024.411 cas), et l'Océanie 2.906 décès (267.951 cas).

ROYAUME-UNI

30.693 nouveaux cas de COVID-19

Le Royaume-Uni a enregistré 30.693 nouveaux cas de COVID-19, portant le nombre total de cas confirmés dans le pays à 9.272.066, selon les chiffres officiels publiés samedi.

Le pays a également signalé 155 décès supplémentaires liés au virus, portant le nombre total de décès à 141.743.

Ces chiffres n'incluent que les per-

sonnes décédées dans les 28 jours suivant leur premier test positif.

Par ailleurs, il y a actuellement 9.160 patients hospitalisés atteints de COVID-19. Ces dernières données ont été publiées alors que le gouvernement britannique prévoit d'accélérer le déploiement des injections de rappel, ou troisième dose de vaccin contre le coronavirus. Le gouvernement a annoncé

samedi que ces injections seraient disponibles à la réservation pour ceux qui en ont besoin un mois plus tôt que prévu au Royaume-Uni.

Selon les derniers chiffres, plus de 87% des personnes âgées de 12 ans et plus ont reçu leur première dose de vaccin et plus de 79% ont reçu les deux doses au Royaume-Uni, tandis que plus de 16% ont reçu une injection de rappel.

TURQUIE

27.474 nouveaux cas de COVID-19, plus de 8,2 millions au total

La Turquie a confirmé samedi 27.474 nouveaux cas de COVID-19, portant son nombre d'infections à 8.206.375, a indiqué son ministère de la Santé.

Dans le même temps, le nombre de décès dus au virus en Turquie a augmenté de 203 pour atteindre 71.927, tandis que 30.584 personnes supplémentaires se sont rétablies au cours des dernières 24 heures. Enfin, a déclaré le ministère, un total de 358.326 tests ont été effectués au cours de la dernière jour-

née. La Turquie a commencé la vaccination de masse contre la COVID-19 le 14 janvier après que les autorités ont approuvé l'utilisation d'urgence du vaccin chinois Sinovac.

A ce jour, plus de 55,61 millions de personnes ont reçu une première dose de vaccin, tandis que plus de 49,15 millions ont reçu une deuxième dose.

La Turquie a jusqu'à présent administré plus de 117,31 millions de doses, y compris les troisièmes injections de rappel.

TUNISIE

Deux décès supplémentaires et 100 nouvelles contaminations

La Tunisie a enregistré deux décès supplémentaires et 100 nouvelles contaminations par le coronavirus sur 3274 analyses effectuées ces dernières 24 heures, soit un taux de positivité de 3,05%, a indiqué dimanche le ministère de la Santé. Dans son bulletin quotidien sur la situation épidémiologique en Tunisie,

le ministère a fait savoir que le nombre de décès enregistrés depuis l'apparition du virus en Tunisie en mars 2020, s'est élevé à 25 mille 272 morts.

Le nombre de guérisons s'est élevé, à la même date, à 47 personnes pour atteindre un nombre total de guérisons de 686 mille 760 personnes, ajoute la

même source. Le nombre de personnes hospitalisées dans des établissements de santé des secteurs public et privé a atteint, 206 malades, dont 7 nouveaux patients, tandis que 56 personnes ont été admises dans les services de soins intensifs et 17 sont placées sous respirateurs artificiels.

SINGAPOUR

3.035 nouveaux cas de COVID-19

Singapour a signalé samedi 3.035 nouveaux cas de COVID-19, portant le nombre total dans le pays à 215.780.

Selon un communiqué du ministère de la Santé, parmi les nouveaux cas, 2.928 se trouvaient dans la communauté, 102 dans des dortoirs de travailleurs migrants et 5 étaient des cas importés.

Un total de 1.666 personnes atteintes de COVID-19 sont actuellement hospitalisées, dont 299 nécessitant un apport en oxygène dans des services généraux, 65 cas instables et sous surveillance étroite

dans des services de soins intensifs et 74 cas gravement malades et intubés dans des services de soins intensifs, précise le communiqué, ajoutant que le taux d'utilisation global des services de soins intensifs est actuellement de 72,8%.

Par ailleurs, 3.871 personnes sont sorties des hôpitaux samedi, dont 550 sont âgées de 60 ans et plus.

Enfin, 12 nouveaux patients sont morts de complications dues à une infection à la COVID-19, portant le nombre total de décès à 480, selon le communiqué.

COSTA RICA

La vaccination des enfants obligatoire

Le Costa Rica a rendu obligatoire la vaccination des enfants âgés de 5 à 11 ans contre le coronavirus (Covid-19) et compte commander 1,5 million de doses de vaccin Pfizer, indiquent samedi les autorités. Le Costa Rica est le premier pays du monde à rendre obligatoire la vaccination contre le nouveau coronavirus des enfants âgés de 5 à 11 ans. La décision a été annoncée par son ministère de la Santé. Jusqu'à présent, tous les Costaricains devaient être vaccinés contre la variole, la poliomyélite et le

virus du papillome humain (VPH). Désormais, la vaccination contre le SARS-CoV-2 fait partie du programme obligatoire. Selon les données du ministère, 73% des adolescents costaricains âgés de 12 à 19 ans ont reçu au moins une injection du vaccin anti-Covid.

Pour la vaccination des enfants de 5 à 11 ans qui débutera en mars 2022, les autorités du pays commanderont près de 1,5 million de doses de vaccin Pfizer.

APS

INDE

Un incendie tue 11 malades du Covid-19 dans un hôpital à l'ouest du pays

Un incendie a tué samedi au moins onze patients malades du coronavirus dans un hôpital de l'ouest de l'Inde, ont appris des médias citant une source officielle.

Il y avait environ une vingtaine de patients dans l'unité de soins intensifs de cet hôpital du district de Ahmadnagar, dans l'Etat de Maharashtra quand le feu s'est déclenché.

La plupart des victimes étaient âgées de plus de 60 ans.

La salle, qui a été entièrement brûlée, avait été construite récemment pour les malades du Covid.

Le chef du gouvernement de l'Etat, Udhav Thackeray, a ordonné une enquête sur cet incendie et les conditions de sécurité dans cet hôpital situé à 250 km de la capitale régionale, Bombay.

La situation du système de santé public indien, sous-financé, a atteint un point critique avec la forte vague de Covid-19 d'avril-mai, et plusieurs hôpitaux ont dû faire face à des incendies.

Au moins 16 patients atteints du Covid-19 et deux infirmières ont ainsi été tués en mai dans un hôpital de l'Etat du Gujarat.

Une enquête de la police a révélé la présence d'un court-circuit dans l'unité de soins intensifs.

En avril, 13 malades du Covid-19 sont morts dans l'incendie d'un hôpital de la banlieue de Bombay.

VACCINATION

La justice américaine suspend l'obligation de vaccin voulue par Biden dans des entreprises

Une cour d'appel fédérale américaine a suspendu samedi l'obligation vaccinale instaurée par Joe Biden pour les employés des entreprises de plus de 100 personnes, le temps d'examiner de potentiels "sérieux problèmes constitutionnels".

La mesure du président américain oblige des dizaines de millions de salariés à être vaccinés contre le Covid-19 d'ici le 4 janvier, sous peine de devoir se soumettre à des tests très réguliers.

Annoncée mi-septembre, elle a été adoptée cette semaine par l'exécutif, et a été immédiatement contestée en urgence devant la justice notamment par l'Etat du Texas, contrôlé par les républicains opposés à toute obligation vaccinale pour lutter contre la pandémie.

Il s'agit donc d'un revers de taille pour Joe Biden, qui venait tout juste d'encaisser sa première victoire législative d'envergure avec l'adoption vendredi au Congrès de son plan d'investissements dans les infrastructures.

Dans sa décision, la cour d'appel fédérale compétente pour le Texas a estimé que les plaignants avaient "donné des arguments laissant croire qu'il y a de sérieux problèmes constitutionnels et procéduraux" avec le texte gouvernemental.

Ce dernier est donc "suspendu" dans l'attente d'un examen par la juridiction sur le fond.

"Nous allons pouvoir contester en justice l'abus de pouvoir inconstitutionnel de Biden", a réagi sur Twitter le gouverneur conservateur du Texas Greg Abbott.

INTOLÉRANCE AU LACTOSE

9 CHOSSES À SAVOIR ABSOLUMENT

A mesure que l'on vieillit, l'enzyme qui permet de bien digérer le lactose décroît, au point que certains personnes deviennent intolérants. Ce qu'il faut savoir sur ce glucide particulier et les solutions pour mieux le digérer, avec Raphaël Gruman, diététicien nutritionniste et Nicolas Mathieu, gastro-entérologue au CHU de Grenoble.

Le lactose est un glucide simple composé de deux molécules : une de glucose et une de galactose. C'est un sucre, mais il a un faible pouvoir sucrant. On le trouve dans le lait des mammifères (vache, chèvre, brebis...), ainsi que dans celui des femmes allaitantes. Pour être absorbé et digéré, il doit être coupé en deux (glucose/galactose) par la lactase, une enzyme sécrétée par les cellules de l'intestin grêle. Les nourrissons et les jeunes mammifères qui se nourrissent exclusivement de lait les premiers mois produisent beaucoup de lactase. Mais la sécrétion de cette enzyme par l'organisme humain a tendance à diminuer avec le temps. On ne la produit plus en quantité suffisante pour bien digérer le lactose.

Si le lactose n'est pas coupé par cette enzyme, il ne peut pas être absorbé au niveau de l'intestin grêle. Il va donc continuer son chemin dans le tube digestif et arriver dans le côlon où les bactéries intestinales vont le fermenter, ce qui va créer une production de gaz et un appel d'eau. "Il est rare qu'une personne ne produise plus du tout de lactase. Mais quand les capacités de sécrétion de lactase sont dépassées par rapport à la quantité de lactose absorbé, il y a une malabsorption", explique le diététicien Raphaël Gruman.

COMMENT SAVOIR SI C'EST UNE INTOLÉRANCE AU LACTOSE ?

Si le lactose passe le petit intestin sans être - ou pas complètement - absorbé, il atteint ensuite le côlon, où il va fermenter à cause de la flore intestinale spécifique de cette section de l'intestin. En résultent des gonflements, douleurs, diarrhées acides, ou vomissements pour les cas les plus graves. L'apparition de ces symptômes après une ingestion de lait amène généralement à suspecter une intolérance au lactose. Celle-ci peut toutefois être confondue avec une allergie aux protéines de lait. Mais plusieurs tests permettent de confirmer une intolérance.

"Je prescris parfois un test d'intolérance par prise de sang (non remboursé) à mes patients, les résultats sont assez fiables", indique le diététicien. Le médecin de son côté peut prescrire un test respiratoire qui se réalise à l'hôpital : on mesure le taux d'hydrogène expiré avant et après absorption de lactose, le lactose non digéré se transformant en gaz (d'hydrogène) sous l'action des bactéries intestinales. Les signes digestifs étant communs à d'autres pathologies (maladie cœliaque, syndrome de l'intestin irritable, maladie de Crohn...), il est important de poser le bon diagnostic.



EST-CE QUE CA SE SOIGNE ?
Une fois le diagnostic posé, le professionnel de santé prescrit un régime strict pendant un mois. "Tous les aliments pouvant contenir du lactose, y compris les fromages, les plats préparés et les pâtisseries industrielles sont pros crits, pour supprimer les symptômes, précise Nicolas Mathieu, gastro-entérologue au CHU de Grenoble. Après un mois, on va tenter de réintroduire des aliments où il y a des traces de lactose : fromages secs, biscuits, etc. Et on continue la réintroduction pour trouver le seuil de tolérance, afin que le patient puisse avoir l'alimentation la plus variée possible.", Nicolas Mathieu ne préconise pas pour autant un régime sans lactose hors cas d'intolérance. Cela risquerait de causer des décalécifications, des ostéoporoses, et donc des fractures. "De plus, on ne connaît pas encore les conséquences qu'un régime sans lactose peut provoquer sur le microbiote intestinal, développe le docteur Mathieu. Or, si on modifie la richesse ou la variété de cette flore, il semble que l'on favorise certaines maladies comme le diabète. Une telle modification peut induire chez certains patients des interactions

trop violentes avec les protéines de l'intestin, et conduire à une maladie inflammatoire chronique de l'intestin (MICI)."

QUELLE DIFFÉRENCE AVEC UNE ALLERGIE ?

Une allergie est déclenchée par une protéine, et non un glucide comme le lactose. C'est une réaction anormale du système immunitaire, avec production d'anticorps (IgE) et libération d'histamine et d'autres substances responsables de la réaction allergique (démangeaison, gonflement...). Une allergie peut avoir des conséquences graves (asthme, œdème, choc anaphylactique) alors que l'intolérance au lactose, bien qu'elle entraîne des symptômes désagréables, est sans gravité. Une allergie nécessite l'exclusion totale des aliments contenant l'allergène (la protéine problématique), alors que dans le cas de l'intolérance au lactose, de petites quantités sont souvent tolérées. Chacun devant déterminer son propre seuil de tolérance.

1/9 - Où trouve-t-on le lactose ?

Dans le lait et tous ses dérivés : yaourt, fromage blanc, petit-suisse, faisselle, crème fraîche, fromage

fraîs... Et bien sûr dans les recettes avec du lait : flans, riz au lait, crêpes, quiches, sauces, glaces... Mais aussi dans beaucoup de produits transformés où l'on ne s'attend pas à le voir : saucisson, pâté, surimi, biscuits, chips, confiseries... Le lactose étant utilisé pour améliorer leur goût et leur texture. A noter qu'on le trouve également comme excipient dans 20 % des médicaments.

2/9 - Qui est concerné par l'intolérance au lactose ?

En France, 6 à 10 % de la population présenterait des signes d'intolérance après avoir pris l'équivalent d'un bol de lait. "Il y a deux facteurs importants : la prédisposition génétique et l'âge. Les populations qui, traditionnellement, ne consomment pas de produits laitiers sécrètent moins de lactase. Ainsi, les Asiatiques sont bien plus touchés que les Européens par l'intolérance au lactose. Ensuite, plus on avance en âge, plus la sécrétion de lactase peut diminuer", explique l'expert.

3/9 - Quels sont les signes d'une intolérance ?

Les symptômes sont surtout des troubles digestifs : ballonnements, gaz, douleurs abdominales, diarrhées... qui surviennent dans les 2 heures qui suivent l'ingestion de produits contenant du lactose. "Plus rarement, il y a des troubles cutanés : boutons, rougeur, démangeaisons... Le lactose pourrait provoquer une porosité intestinale à l'origine d'une réaction immunitaire", avance Raphaël Gruman.

4/9 - Comment savoir si l'on est intolérant ?

Si l'on souffre de troubles digestifs après un repas avec des aliments contenant du lactose, on peut suspecter une intolérance. La chose la plus simple à faire pour s'en assurer est d'éliminer tous les aliments contenant du lactose pendant une à deux semaines (ce qui nécessite de bien lire les étiquettes) et de voir si les symptômes disparaissent.

5/9 - Est-ce que l'intolérance peut passer ?

Non quand la sécrétion de lactase est déficitaire, on ne peut pas l'augmenter. Par contre, il existe des formes transitoires d'intolérance au lactose liée à certaines maladies (gastro-entérite, infection...) ou à la prise d'antibiotiques. Dans ce cas, les cellules de la paroi intestinale sont fragilisées et ne produisent plus assez de lactase. Il est alors conseillé d'arrêter les produits laitiers le temps que la paroi intestinale

se reconstruise et que la production de lactase revienne à la normale.

6/9 - Existe-t-il des traitements pour guérir l'intolérance au lactose ?

Il n'existe pas de traitement pour guérir l'intolérance au lactose. Par contre, il existe des compléments alimentaires qui permettent de digérer des repas avec du lactose. Il s'agit en fait de lactase à prendre une fois par jour ou ponctuellement avant un repas. "De temps en temps, quand on est invité et que l'on veut faire honneur à tous les plats, ces compléments peuvent être intéressants", note le diététicien.

7/9 - Que penser des laits sans lactose ?

C'est des laits dans lesquels on a ajouté de la lactase qui va scinder le lactose en deux molécules (glucose/galactose) pour une meilleure digestion. Ils ont des valeurs nutritionnelles identiques à celles du lait classique (mêmes teneurs en protéines, calcium...), mais leur goût est légèrement plus sucré (du fait de la libération de la molécule de glucose). Ils sont intéressants pour les personnes intolérantes. Mais ils ne sont pas conseillés pour les autres, car il vaut mieux continuer de consommer un peu de lactose pour entretenir sa sécrétion naturelle de lactase.

8/9 - Le lait de chèvre ou de brebis, c'est mieux ?

Ils contiennent autant de lactose que le lait de vache et ne conviennent donc pas aux personnes intolérantes. Toutefois "leurs protéines sont moins grosses que celles du lait de vache, ce qui les rend plus digestes", précise Raphaël Gruman. Par ailleurs, le lait de chèvre et le lait de brebis proviennent souvent d'exploitations plus petites, où les traitements antibiotiques sont moins systématiques et la nourriture est plus locale (sans OGM).

9/9 - Peut-on remplacer le lait par des boissons végétales ?

Elles sont dépourvues de lactose et sont une alternative intéressante pour les intolérants dans le muesli du matin, une pâte à crêpe, une sauce béchamel... Toutefois, il faut savoir que leurs apports nutritionnels ne sont pas équivalents à ceux du lait : ils sont pauvres en protéines (excepté le jus de soja) et en calcium (sauf s'ils ont été enrichis). "Je ne les conseille pas pour les enfants et les adolescents, à moins de conserver à côté au moins deux produits laitiers par jour : un yaourt et une tranche d'emmental par exemple", indique le diététicien.

6 IDÉES REÇUES SUR LE LACTOSE

Le lactose est parfois mal supporté par l'organisme. Mais savez-vous pourquoi et quelle alimentation adopter lorsqu'on le tolère mal ? Faites le point sur le sujet et faites le tri parmi les idées reçues sur l'intolérance au lactose.

L'intolérance au lactose est due à une protéine présente dans le lait

Faux
Le lactose est un sucre (et non une protéine), que l'on retrouve dans le lait et ses dérivés. Les personnes intolérantes au lactose ne produisent pas assez (ou pas du tout) de lactase, une enzyme digestive indispensable à la bonne assimilation du lactose dans l'intestin grêle. Le lactose passe ainsi directement dans l'intestin sans avoir été assimilé. Sa présence provoque alors différents troubles gastro-intestinaux.

Etre intolérant au lactose, c'est être allergique au lait

Faux
Cela peut sembler similaire et pourtant ce n'est pas le cas : l'intolérance au lactose ne doit pas être confondue avec l'allergie au lait. Dans le cas de la première, le corps ne produit pas (ou peu) de lactase, une enzyme indispensable à la bonne assimilation du lactose. L'allergie au lait quand à elle est due à la présence d'un élément allergène (très souvent une protéine de lait). Elle provoque une réaction immunitaire et demeure plus grave qu'une simple intolérance au lactose.

Il est possible de diagnostiquer soi-même une intolérance au lactose

Vrai
Vous pouvez tout à fait vous faire vous-même une idée approximative de votre degré de tolérance au lactose. Pour cela, il suffit de boire à jeun 2 grands verres de lait et d'observer si les symptômes caractéristiques de l'intolérance apparaissent. Il est également possible de supprimer de son alimentation tous les produits contenant du lactose et d'observer ainsi si certains troubles alors présents disparaissent. Bien sûr, seul un médecin pourra poser un diagnostic médical définitif, en réalisant des tests spécifiques.

Les lactosés au lactose sont interdits formellement de produits laitiers

Faux
Pour la majorité des personnes chez qui l'intolérance est partielle, il est possible de continuer à consommer certains produits laitiers. C'est par exemple le cas des yaourts maison, des laits sans lactose et des fromages à pâte dure. Pour ceux chez qui l'intolérance est sévère, il existe des laits, des fromages et des yaourts dé lactosés. Il est également possible de substituer la majorité des produits laitiers par des équivalents à base de soja ou de lait végétaux.

Le lactose n'est présent que dans les produits laitiers

Faux
Le lactose peut-être présent dans d'autres aliments que les produits laitiers... Aussi surprenant que cela puisse paraître, on trouve en effet du lactose dans la charcuterie, mais aussi dans les jus de fruits. Les bonbons ou encore les céréales. Certains médicaments contiennent également du lactose. Il faut donc surveiller de près son alimentation en général. Une vraie difficulté puisque le lactose n'est pas toujours mentionné sur les étiquettes.

L'intolérance au lactose provoque des ballonnements

Vrai
Les ballonnements font partie des symptômes couramment observés chez les intolérants au lactose. Parmi eux on observe aussi des diarrées ou des problèmes de constipation, des crampes, des douleurs abdominales et des vomissements (le plus souvent chez les enfants).

Ces symptômes apparaissent généralement entre 20 minutes et quelques heures après avoir ingéré un aliment contenant du lactose. Selon le degré d'intolérance et la quantité de lactose absorbée par l'organisme, ils peuvent durer jusqu'à plusieurs jours.

QU'EST-CE QUE JE PEUX MANGER ?

L'intolérance au lactose n'induit pas nécessairement une exclusion totale de tous les produits laitiers. Voici la liste de tout ce que vous pouvez (ou devriez) avoir dans votre cuisine.

L'intolérance au lactose, c'est-à-dire au sucre du lait, est l'une des intolérances les plus fréquentes. Elle est due à un déficit en lactase, l'enzyme qui permet de "découper" la molécule de lactose et de la digérer. Mal absorbé par l'intestin, le lactose parvient au côlon, où il fermente avec production de gaz et appel d'eau. Des douleurs peuvent alors survenir, de même que des diarrhées.

Selon l'Assurance maladie, "30 à 50 % des Français auraient une digestion incomplète du lactose". Mais seuls 5 % seraient très intolérants au lactose. Comment savoir si je suis intolérant au lactose ? En cas de doute, un test respiratoire à l'hydrogène permet de poser le diagnostic de manière sûre. Il mesure la quantité d'hydrogène expiré après ingestion de lactose, laquelle est proportionnelle à la fraction non digérée. Si le chiffre est supérieur à la normale, il y a une intolérance au lactose.

Quels sont les solutions ?

Les symptômes disparaissent avec l'arrêt de la consommation des produits contenant du lactose, c'est-à-dire le lait (de vache, mais aussi de brebis ou de chèvre), la crème, le fromage blanc, les crèmes dessert. En revanche, les fromages à pâte dure (comté, emmentaler...) ou le fromage de brebis ne contiennent que des traces de lactose et ne posent donc pas de problème. Les pâtes molles type camembert ou le beurre ont un teneur très faible en lactose, et les yaourts comportent des bactéries qui prédigèrent le lactose.

"Sauf à être très intolérant, on peut ingérer jusqu'à 12 g de lactose par jour par tranches de 3 g", estime le Dr Chabane. Et notez que si les boissons et ne posent donc pas de problème. Les pâtes molles type camembert ou le beurre ont un teneur très faible en lactose, et les yaourts comportent des bactéries qui prédigèrent le lactose. "Sauf à être très intolérant, on peut ingérer jusqu'à 12 g de lactose par jour par tranches de 3 g", estime le Dr Chabane. Et notez que si les boissons et crèmes végétales sont une bonne alternative aux produits laitiers, il existe aussi des laits à teneur réduite en lactose, intéressants pour leur richesse en calcium. Enfin, il est possible de prendre des comprimés de lactase pour mieux digérer les produits laitiers. Si rien de tout cela n'améliore vos symptômes, "c'est peut-être qu'il y a aussi une intolérance aux protéines de lait (caséines et autres)", indique le Dr Habib Chabane, allergologue et auteur de Les allergies alimentaires (éd. Vigot). Il faudra dans ce cas supprimer tous les produits laitiers, même ceux faibles en lactose.

Lisez attentivement les listes d'ingrédients. Certes, les principaux pourvoyeurs de lactose sont les produits laitiers et leurs dérivés. Mais il est aussi utilisé dans un certain nombre de fabrications industrielles comme des produits de boulangerie et pâtisserie les charcuteries, les céréales de petit-déjeuner, les sauces, les plats préparés, les confiseries, le chocolat (même noir), et la majorité des aliments en poudre tels que la purée, etc. Si vous êtes intolérant au lactose, ouvrez l'œil et cherchez sur les listes d'ingrédients de ces aliments les mentions de lait, crème, beurre mais aussi sérum lactique, lactosérum ou caséinates.

Mais ne videz pas pour autant vos placards et votre frigo. Le gastro-entérologue Nicolas Mathieu et la diététicienne-nutritionniste Brigitte Coudray vous disent, dans ce diaporama, ce que vous pouvez vous permettre de manger sans craindre de ne pas le digérer.

1/10 - Oui au beurre

Le beurre est une matière grasse. Il est donc composé en majorité de lipides, qui laissent peu de place aux glucides, donc au lactose (environ 0,6 g pour 100 g de beurre).

2/10 - Oui mais... à la crème fraîche

Elle est moins riche en lactose que le lait mais en contient tout de même 2,5 g pour 100 g de crème. Toutefois, comme elle est souvent incorporée à des recettes, elle ne se fait pas forcément à découvrir.



3/10 - Oui aux yaourts

Le yaourt et le lait fermenté contiennent 3 à 4 % de lactose, mais également des ferments lactiques qui vont jouer le rôle de la lactase au niveau intestinal. Ils sont donc souvent bien tolérés.

4/10 - Oui aux fromages affinés

En ce qui concerne les fromages, ceux dits "frais" contiennent du lactose en quantité importante (2 à 4 %). Mais lors de la fabrication des autres variétés, l'élimination du petit-lait va évacuer une partie du lactose, puis le travail des bactéries va dégrader le restant pour produire de l'acide lactique. Ainsi, plus un fromage est affiné, moins il comporte de lactose.

5/10 - Quels fromages choisir ?

Face à l'impossibilité d'apprendre par cœur la liste des fromages faibles en lactose, dirigez-vous vers les pâtes les plus dures. Dans le parmesan, le beaufort, le comté ou le cheddar, le lactose n'est présent qu'à l'état de traces.

6/10 - 100 ml de lait par jour

En pratique, la plupart des gens qu'on dit intolérants au lactose peuvent tolérer 5 g de lactose, ou 100 ml de lait pur, explique le gastro-entérologue Nicolas Mathieu. Et 90 à 95 % de la population française peuvent digérer sans difficulté 12 g de lactose quotidiens.

7/10 - Jamais à jeun

Le mieux est d'éviter de boire du lait et de jurer d'ingérer de petites quantités à la fois, et de répartir

sa consommation tout au long de la journée. De plus, on a remarqué que le lait est bien mieux digéré s'il est mêlé à une préparation (purée, bûche, soupe, riz au lait, etc.). Car le lactose arrive alors plus progressivement dans l'organisme, ajoute la diététicienne nutritionniste Brigitte Coudray.

8/10 - Quelle boisson à la place du lait ?

La boisson de soja, riche en protéines, a un goût neutre et peut se substituer au lait animal dans n'importe quelle recette. La boisson d'amande est très digeste, et sa saveur douce est appréciée en pâtisserie. La boisson d'avoine procure à la fois fibres et glucides, ce qui en fait une option énergisante idéale pour le petit-déjeuner. Quant à la boisson de riz, son goût sucré est très apprécié, mais elle a en contrepartie un indice glycémique élevé.

9/10 - Quelles sont les autres sources de calcium ?

Certains eaux minérales, par exemple. Les légumes verts tels que les choux de toutes sortes, les épinards ou les bettes sont également riches en calcium ; de même que le tofu, les haricots blancs ou encore les amandes.

10/10 - On n'oublie pas les fruits et légumes

Consommés durant le même repas que des produits laitiers, ils permettent à l'intolérant de mieux digérer ses derniers. Les fruits et légumes ralentissent la vidange du tube digestif grâce à leurs fibres, explique le docteur Nicolas Mathieu. Ils augmentent donc le temps de contact entre le lactose et la lactase restante au niveau du petit intestine.

MALI Vingt-sept soldats maliens tués dans le pays durant le mois d'octobre (DIRPA)

Vingt-sept éléments des Forces armées maliennes (FAMA), un soldat onusien et une vingtaine de terroristes ont été tués dans des attaques diverses au Mali en octobre dernier, a annoncé la Direction de l'Information et des Relations publiques des Armées (DIRPA) samedi dans sa note mensuelle sur la situation sécuritaire du pays. Elle y a remercié les forces partenaires du Mali qui n'ont "ménagé aucun effort pour accompagner" les FAMA dans la lutte contre le terrorisme. Face à la menace terroriste, a indiqué la DIRPA, "les FAMA ont désormais changé de posture pour aller vers l'ennemi". Et, a-t-elle ajouté, "les plus hautes autorités du pays ont mis en œuvre des moyens" pour renforcer leurs conditions de vie et de travail. N'empêche que, selon la DIRPA, "la crise au Mali est complexe car les terroristes se fondent dans la population civile pour attaquer les positions de l'armée". Il faut rappeler que le 6 octobre dernier, une attaque complexe a ciblé un convoi de l'armée malienne sur l'axe Koro-Bandiagara (centre du pays) faisant 16 morts et 9 blessés dans les rangs des FAMA qui ont riposté en tuant 15 terroristes et en saisissant 20 motos. Le 30 octobre dernier, 7 soldats maliens ont été également tués et 3 blessés dans deux attaques terroristes dans l'ouest et au centre du pays. Depuis 2012, le Mali est confronté à une profonde crise multiforme aux niveaux sécuritaire, politique et économique.

NIGER L'Algérie condamne les attaques terroristes

L'Algérie a condamné vigoureusement les attaques terroristes perpétrées mardi et jeudi contre des civils et des militaires au Niger et qui ont fait des dizaines de morts et de blessés, indique samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

"L'Algérie condamne, dans les termes les plus forts, les attaques terroristes perpétrées, les 2 et 4 novembre 2021, contre des civils et des militaires, respectivement dans la commune de Banibangou, dans la zone des trois frontières située dans la région de Tillabéri et dans la commune de l'Anzourou, dans l'Ouest du Niger, près de la frontière malienne qui ont causé des dizaines de morts et blessés", lit-on dans le communiqué du ministère.

"En ces pénibles circonstances, l'Algérie présente ses sincères condoléances aux familles des victimes et réitère sa pleine solidarité avec le Gouvernement et le peuple nigérien frère. Elle exprime son ferme attachement à la préservation de la stabilité du Niger et l'assurance de son plein appui dans la



lutte commune contre le terrorisme", ajoute la même source. Le ministère souligne que "l'Algérie est convaincue que le Gouvernement et le peuple nigériens sauront surmonter cette épreuve

difficile et poursuivre l'œuvre prometteuse de développement dans laquelle ils se sont investis". "Ces attaques criminelles répétées, qui prennent les caractéristiques avérées de crimes contre l'humanité,

préoccupent profondément l'Algérie qui appelle à une réaction ferme et efficace de la part de l'Union Africaine, ainsi que de la Communauté internationale dans son ensemble", écrit le ministère.

"C'est donc fortement consciente de ces dangers et de l'impérieuse nécessité d'y faire face solidairement que l'Algérie souligne l'urgence d'une mobilisation accrue contre ce fléau, notamment en renforçant et en adaptant aux nouvelles menaces dont le terrorisme est porteur, les nombreux instruments ainsi que l'architecture de paix et de sécurité que nos pays respectifs, les Communautés Economiques Régionales, les Mécanismes Régionaux et notre Organisation continentale ont mis en place", conclut le communiqué.

LIBYE La ministre des Affaires étrangères suspendue de ses fonctions (Conseil présidentiel)

La ministre des Affaires étrangères libyenne Najla Al-Mangoush a été suspendue de ses fonctions samedi et soumise à une interdiction de voyager, a annoncé une porte-parole du Conseil présidentiel à plusieurs médias.

La présidence a ouvert une enquête "pour des violations administratives", a déclaré samedi la porte-parole, Najla Weheba, à la chaîne Libya Panorama. Selon le média en ligne El-Marsad, elle aurait pris des décisions de politique extérieure sans avoir consulté

le Conseil présidentiel (CP). Selon un décret signé par le Conseil présidentiel repris par les médias, "une commission d'enquête a été mise en place présidée par Abdallah Allafi, vice-président du CP". Elle doit remettre son rapport d'ici 14 jours au plus tard.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Cinq morts dans des heurts entre policiers et habitants à l'est

Au moins cinq personnes ont été tuées samedi dans des échauffourées entre des policiers et des habitants d'une cité de l'est de la République démocratique du Congo qui ont brûlé un poste de police et un voleur présumé qui s'y trouvait, selon un responsable local. Des policiers ont soustrait au lynchage un homme pris en flagrant délit de vol d'une moto. Débordés, ils ont tiré en l'air pour s'échapper. Malheureusement, quatre personnes ont été tuées par des balles perdues à Kirumba, a déclaré Donat Mandongo administrateur militaire du territoire de Lubero, dans la province orientale du Nord-Kivu cité par l'AFP. "Sept personnes sont aussi blessées. Le voleur lui est mort calciné dans le bureau de la police qui a

été incendié par les habitants en colère", a-t-il ajouté. "La situation sécuritaire reste tendue car les manifestants continuent de brûler les résidences des officiers de la police ici à Kirumba". Depuis jeudi, les habitants de cette cité commerciale qui approvisionne Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, et Butembo, l'important carrefour commercial de cette province, manifestent contre l'incapacité des autorités locales à mettre fin à une récente vague de kidnappings dans la région. Vendredi, des édifices publics de Kirumba avaient été incendiés lors d'une manifestation et une personne avait été tuée par la police. Kirumba est une cité du territoire de Lubero où opèrent aussi plusieurs groupes armés. Elle est si-

tuée à 175 km au nord de Goma. Les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri sont placées depuis le 6 mai

en état de siège pour lutter contre les groupes armés qui terrorisent les populations civiles. Le prési-

dent Félix Tshisekedi y a remplacé des autorités civiles par des officiers de l'armée et de la police.

Un musée et ses masques célèbres incendiés dans l'ouest du pays

Les 25.000 pièces ou œuvres d'art, dont les célèbres masques Pende, du "Musée de Gungu" dans l'ouest de la République démocratique du Congo, ont été entièrement consumées dans un incendie d'origine inconnue, ont rapporté des médias, samedi de sources locales. "L'incendie a eu lieu la nuit de jeudi à vendredi. J'avais entendu un grand coup de canon vers 1h00 (23H00 GMT) (...). Le musée comptait plus de 25.000 pièces ou œuvres d'art d'une valeur de 15 millions de dollars. Il n'était pas possible de sauver ne serait-ce qu'une pièce", a déclaré Aristote Kibala, fondateur et directeur de ce musée, situé dans la province du Kwilu. Les raisons

exactes de cet "acte ignoble" n'étant pas encore connues, le directeur du musée a déclaré "avoir toujours été combattu par plusieurs politiciens du pays". Selon le président de la société civile de Gungu, Joachim Kusamba, les œuvres d'art qui étaient dans ce musée, notamment les célèbres masques de la tribu Pende, datent des années "1890, 1900, ou encore de 1925". Le bâtiment construit en 2008 grâce à un financement de la Coopération Technique Belge (CTB) à hauteur de 37.000 dollars, est "complètement parti en fumée", a regretté M.Kibala. En juillet 2022, le musée devait être la principale attraction du Festival international de Gungu, selon M. Kibala.

TROUBLES AU SOUDAN

La police disperse des manifestants à Khartoum

Les forces de sécurité soudanaises ont dispersé dimanche des manifestants, au premier jour d'une nouvelle campagne de "désobéissance civile" contre l'armée, rapportent des médias. Des dizaines d'enseignants avaient convergé dans la matinée vers le ministère de l'Éducation "pour une protestation silencieuse", a expliqué l'un d'eux à l'Afp. "La police est ar-

rivée et a tiré des grenades lacrymogènes sur nous", a ajouté Mohammed al-Amine, professeur de géographie. La veille, l'ensemble des syndicats et organisations de la société civile ont appelé les Soudanais à "une nuit des barricades" pour faire de la capitale une ville morte dimanche, premier jour de la semaine au Soudan, et lundi. Les partisans d'un pouvoir

civil réclament le rétablissement du gouvernement déposé -- dont plusieurs ministres sont toujours détenus -- et la fin du partage des autorités de transition avec l'armée pour laisser les seuls civils organiser les premières élections libres du pays depuis 30 ans. Depuis le 25 octobre, selon des médecins, 14 manifestants ont été tués et 300 autres blessés.



Début du mouvement de "désobéissance civile"

Les représentants de la société civile au Soudan ont entamé dimanche deux jours de "désobéissance civile" pour exiger le retour à l'avant 25 octobre", jour où le général Abdel Fattah al-Burhane a dissous l'ensemble des institutions du pays et arrêté la quasi-totalité des civils avec lesquels il partageait le pouvoir, rapportent des médias. Tôt dimanche, des jeunes empilaient briques et pavés pour bloquer les routes de la capitale, ont constaté des correspondants de presse sur place, tandis que des magasins étaient fermés. "Il y a moins de mouvement dans les rues, mais le blocage

n'est pas total", rapporte un témoin à Omdourman, ville-jumelle de Khartoum. En parallèle, les négociations se poursuivent entre militaires, dirigeants civils et médiateurs locaux ou internationaux pour trouver une solution à la crise. Jusqu'ici elles n'ont toutefois mené ni à la formation d'un nouveau gouvernement, ou au retour de celui démis brutalement par le général Burhane (le Premier ministre Abdallah Hamdok), ni même à l'adoption d'une position claire sur la reprise ou non de la transition démocratique lancée à la chute du président Omar al-Bachir en

2019. Pour les syndicats et autres associations à la pointe de la "révolution" anti-Bachir, la ligne est claire: "Pas de dialogue, pas de négociation, pas de partenariat", clament-ils dans des communiqués diffusés par SMS, internet étant bloqué depuis 14 jours. En 2019, hauts-grades et civils pro-démocratie avaient décidé de gêner ensemble la transition mais pour de nombreuses voix aujourd'hui ce partenariat est impensable après le putsch. Le Premier ministre Abdallah Hamdok, en résidence surveillée, et ses rares ministres en liberté continuent de plaider le retour à l'avant

25 octobre. Des négociateurs de la Ligue Arabe, du Soudan du Sud, de l'ONU multiplient les rencontres avec les deux camps, mais leur tâche est compliquée: le représentant de l'ONU au Soudan, Volker Perthes, s'est indigné jeudi de voir que des politiciens civils venus le rencontrer à son QG avaient été arrêtés par l'armée... à son pas de porte! Le coup de force et les événements ayant tué 14 manifestants selon des médecins ont déjà valu au Soudan sa suspension de l'Union africaine (UA) et des coupes considérables dans l'aide internationale.

PALESTINE

La situation financière de l'UNRWA est "extrêmement dangereuse"

Un responsable de l'Office des Nations Unies pour les réfugiés Palestiniens (UNRWA) a averti samedi que la situation financière de l'UNRWA était "extrêmement dangereuse".

L'agence de l'ONU souffre d'un déficit de plus de 100 millions de dollars pour des services tels que les salaires de ses 28.000 employés dans ses cinq zones d'opération, a déclaré aux journalistes Adnan Abu Hasna, le conseiller en médias de l'UNRWA à Ghaza. "L'agence a fait de grands efforts pour trouver des solutions à la crise, mais la situation semble difficile jusqu'à présent", a indiqué M. Hasna, notant qu'une conférence internatio-

nale des donateurs se tiendra le 16 novembre pour discuter de la question. "J'espère que la conférence aboutira à une nouvelle vision du financement de l'UNRWA et de sa durabilité", a-t-il ajouté. L'UNRWA a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1949 avec pour mandat d'apporter aide et protection à quelque 5,6 millions de réfugiés palestiniens en leur fournissant une éducation, des soins de santé, des secours et des services sociaux.



IRAK

Forte condamnation de la tentative d'assassinat du Premier ministre

De nombreux pays et organisations ont condamné la tentative d'assassinat ayant visé dans la nuit de samedi à dimanche le Premier ministre irakien, Mustafa al-Kazimi, appelant les Irakiens à s'unir pour préserver la stabilité du pays.

Au pouvoir depuis mai 2020, Mustafa al-Kazimi est sorti "indemne" d'une tentative d'assassinat ratée commise au moyen d'un "drone piégé" qui a visé sa résidence dans la Zone verte à Baghdad. Pour le président irakien, Barham Saleh, cette tentative d'assassinat est "un dépassement dangereux et un crime odieux". "Nous nous accepterons pas que l'Irak plonge dans le chaos et le désordre", a-t-il déclaré.

Quant au chef du mouvement sadriste Muqtada al-Sadr, il a déclaré que cet acte "terroriste" vise la sécurité et la stabilité du peuple irakien, et vise également à le renvoyer à "un état de chaos pour que les forces non étatiques les contrôlent". Al-Sadr a appelé l'armée et les forces de sécurité irakiennes à "prendre les choses

en main jusqu'à ce que l'Irak se rétablisse et revienne fort". A son tour, l'ancien Premier ministre Haider al-Abadi a dit : "Je condamne l'attaque sus pectée qui a visé al-Kazemi, et j'appelle à la prudence".

Il a poursuivi : "La vigilance et la retenue sont une nécessité, et le dialogue, la compréhension et la solidarité sont devenus des enjeux existentiels pour l'Etat". De son côté, le général Yahia Rassoul, porte-parole du chef d'état-major irakien, a affirmé qu'"une enquête avait été ouverte pour connaître le point de départ du drone piégé", notant que les services de sécurité et de renseignement s'étaient emparés du dossier. La prise pour cible du chef de l'exécutif irakien a été également condamné au niveau régional. Le président libanais, Michel Aoun, a considéré que cette tentative ne vise pas seulement la personne du Premier ministre irakien, mais vise également "la stabilité et la sécurité en Irak, ainsi que les efforts déployés pour renforcer l'unité nationale, revitaliser l'économie nationale et la vie prospère du peuple irakien frère".

De son côté, le président égyptien Abdel Fattah al-Sisi, qui a à son tour condamné les faits, a appelé les parties irakiennes à "se calmer et à se donner la main afin de préserver la stabilité de l'Etat". Quant au secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, Ahmed Aboul Gheit, il a condamné dans les termes les plus forts la tentative "ignoble" de cibler Al-Kazemi, appelant à "la nécessité pour l'Etat irakien de s'attaquer de manière décisive aux armes incontrôlées et aux groupes hors-la-loi". D'autre part, les Etats-Unis ont dénoncé un "acte apparent de terrorisme". "Nous sommes soulagés d'apprendre que le Premier ministre est indemne. Cet acte apparent de terrorisme, que nous condamnons fortement, visait le cœur de l'Etat irakien", a affirmé dans un communiqué le porte-parole du département d'Etat Ned Price. "Nous sommes en contact étroit avec les forces de sécurité irakiennes chargées de faire respecter la souveraineté et l'indépendance de l'Irak et avons offert notre assistance dans leur enquête sur cette attaque", a-t-il ajouté.

La tentative d'assassinat d'al-Kazimi, menée avec trois drones

La tentative d'assassinat contre le Premier ministre irakien dimanche à Baghdad a été menée par "trois drones, dont deux ont été abattus" par la garde rapprochée de Mustafa al-Kazimi, rapportent des médias, citant deux sources de sécurité.

Les trois appareils "ont été lancés depuis un site proche du pont de la République", avant de se diriger vers la Zone verte où se trouve la résidence du Premier ministre, a indiqué l'une de ces sources, précisant que "deux drones ont été abattus" en vol. Le troi-

sième a pu faire exploser sa charge contre la maison, blessant deux gardes du corps de M. Kazimi.

M. al-Kazimi est sorti "indemne" de la "tentative d'assassinat ratée" commise au moyen d'un "drone piégé" qui a visé sa résidence dans la

Zone verte à Baghdad, avait indiqué plus tôt son bureau. Après l'attaque, les forces de sécurité ont été déployées en nombre à l'intérieur de la Zone verte et aux abords, selon une source sécuritaire. M. Kazimi est au pouvoir en Irak depuis mai 2020.

IRLANDE

Un Britannique arrêté pour avoir menacé de tuer une députée

La police irlandaise a annoncé samedi avoir arrêté un homme de 41 ans, qui aurait selon les médias irlandais menacé de mort une députée britannique quelques jours après le meurtre du député conservateur David Amess. La police de Douglas, dans la banlieue de Cork (sud de l'Irlande), "a perquisitionné ce matin, samedi 6 novembre 2021, une propriété résidentielle", a indiqué la police irlandaise citée par l'AAP. "Au cours de la perquisition, un certain nombre d'objets électroniques ont été saisis et un homme de 41 ans a été arrêté car il est soupçonné d'avoir proféré des menaces à l'encontre d'une personne en dehors de cette juridiction", a-t-il été précisé. Selon le journal The Irish Times, l'homme est "un ressortissant britannique" accusé d'avoir "proféré des menaces de mort à l'encontre d'une députée travailliste" de son pays. "Les policiers ont été alertés par la police britannique", affirme l'Irish Times. "L'incident est survenu après qu'une personne a téléphoné à la députée et a menacé de la tuer le 18 octobre", soit trois jours après la mort de David Amess. Ce député conservateur de 69 ans et

père de cinq enfants a été tué à coups de couteau le 15 octobre alors qu'il s'entretenait avec ses administrés dans une église méthodiste à Leigh-on-Sea, à environ 60 kilomètres à l'est de Londres. Sa mort a bouleversé le Royaume-Uni, réveillant le traumatisme de l'assassinat de la députée travailliste Jo Cox en juin 2016

par un extrémiste de droite. Ali Harbi Ali, 25 ans, a été inculpé pour le meurtre de David Amess, considéré par la police comme un acte terroriste, et sera jugé en mars. L'homme arrêté samedi matin à Douglas "est actuellement détenu pour interrogatoire" dans un poste de Cork, a précisé la police irlandaise.

SYRIE

Sept morts dans l'explosion d'une mine (ONG)

L'explosion d'une mine a fait sept morts, dont un enfant, samedi en Syrie, dans la province centrale de Homs, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). La mine a explosé alors qu'un véhicule roulait sur une route désertique près de la ville historique de Palmyre, a précisé l'ONG.

"Elle a détruit le véhicule et tué tous ses passagers, dont deux femmes, un enfant et quatre hommes", selon la même source. Les explosifs laissés dans les champs, le long des routes ou même dans des bâtiments au cours du conflit syrien ont blessé des milliers de civils et tué des centaines d'autres.

En 2020, 182 victimes d'armes à sous-munitions ont été recensées en Syrie, soit près de la moitié des 360 victimes de ce type enregistrées dans le monde cette même année, selon un récent rapport du Landmine and Cluster Munition Monitor. Ce dernier a fait état d'un total de 4.099 victimes d'armes à sous-munitions en Syrie, dont 2.102 lors d'attaques et 1.997 d'armes à sous-munitions abandonnées. Dans l'ensemble du pays, un tiers de la population pourrait vivre près d'engins explosifs, selon un rapport publié en mars par les Nations unies.

Et une personne sur deux risque d'en être victime, ajoute le rapport. La guerre en Syrie a fait environ 500.000 morts et a déplacé des millions de personnes depuis le déclenchement du conflit en 2011.

FRANCE

Environ 29.000 manifestants anti-pass sanitaire

Un total de 28.920 personnes ont manifesté samedi en France contre le pass sanitaire pour le 17e week-end consécutif de mobilisation, selon le ministère de l'Intérieur, dont plus de 3.000 à Paris. Le ministère a recensé 165 actions sur tout le territoire, avec 3.240 manifestants à Paris où au moins deux cortèges avaient été déclarés à la préfecture de police. La mobilisation, lancée mi-juillet, est en baisse régulière depuis le 7 août qui avait connu un pic de 237.000 manifestants, selon les chiffres des autorités. Le ministère de l'Intérieur avait recensé samedi dernier une nette baisse de la participation avec 25.000 manifestants, dont 3.320 à Paris. La semaine précédente, ils étaient plus de 40.000 selon le ministère et 73.130 selon le collectif militant Le Nombre jaune. Vendredi, le Parlement a autorisé le possible recours au pass sanitaire jusqu'au 31 juillet, après le vote par l'Assemblée nationale dans une ambiance tendue du projet de loi de "vigilance sanitaire", approuvé par 118 voix contre 89 et une abstention. Comme partout en Europe, l'épidémie connaît un rebond en France à l'entrée dans la saison froide et le président Emmanuel Macron doit s'exprimer mardi soir à ce sujet, sans doute dans la foulée d'un Conseil de défense sanitaire. L'Agence nationale de santé publique faisait état vendredi de 8.998 nouveaux cas et d'un taux de positivité de 2,4% sur les sept derniers jours. Une semaine auparavant, ce taux, qui mesure la proportion de cas parmi les personnes testées, n'était que de 1,9%.

GÉORGIE

Manifestation de soutien à Saakachvili en grève de la faim

Plusieurs milliers de Géorgiens se sont rassemblés samedi à Roustavi (sud-est) pour manifester leur soutien à l'ancien président Mikheil Saakachvili qui poursuit depuis plus d'un mois une grève de la faim dans une prison de cette ville où il est détenu, rapportent des médias. Les manifestants qui scandaient le nom de M. Saakachvili, considéré comme le chef de l'opposition en Géorgie, se sont rassemblés devant la prison où il est détenu. Ils se sont engagés à manifester d'une manière permanente tant que M. Saakachvili n'aura pas été transféré dans un hôpital comme le recommandent les médecins. "Il faut sauver la vie de Saakachvili. Nous donnons au gouvernement 24 heures pour le transférer dans un hôpital civil", a déclaré Nika Melia,

devant la foule le président du principal parti d'opposition, le Mouvement national uni (MNU) de l'ancien président. "Si cette demande n'est pas satisfaite, tous les Géorgiens se rassembleront lundi à Tbilissi Place de la Liberté", a-t-il ajouté. Président de la Géorgie de 2004 à 2013, M. Saakachvili a été arrêté le 1er octobre à son retour d'exil en Ukraine et a aussitôt entamé une grève de la faim pour protester contre sa détention, selon lui à caractère "politique". Il est en grève de la faim depuis 37 jours. Dans un communiqué rendu public par ses avocats, M. Saakachvili a révélé que son état de santé s'était considérablement "aggravé" et que des "complications sérieuses" apparaissent.

MUSÉE DU BARDO (ALGER)

Exposition : « L'Ethnographie africaine »

Une exposition-événement sur l'ethnographie africaine (de l'Afrique Sub-Saharienne) se tient jusqu'au mois de mars 2022 au Musée national public Le Bardo.

Par Djamel BOUDAA

Lors de cet événement culturel, organisé à l'occasion de l'annonce de la création du Grand musée Africain à Alger d'une superficie de 11 210 m² (activités accueil et expositions 3270 m², activités spectacles et projection 1790 m², activités administration, gestion et logistiques 3850 m² et activités commerciales 2300 m²), une partie de la collection ethnographique du Musée du Bardo, qui compte mille objets, a été présentée au public.

Les pièces exposées, au nombre de 150 pièces, sont datées entre le 19^{ème} et 20^{ème} siècle et sont originaires du Mali, Nigéria, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Bénin (Afrique de l'Ouest), Cameroun, Gabon, République du Congo, République Démocratique du Congo, Burundi (Afrique centrale), Éthiopie, Rwanda et Madagascar (Afrique de l'Est).

« Les œuvres exposées sont de véritables "documents" historiques qu'il est possible d'analyser et parfois de déchiffrer par rapport à leur milieu spécifique et leur époque », est-il écrit dans le texte de présentation de cette exposition ethnographique qui « permettra de mettre l'accent sur les sociétés qui ont produits des œuvres chargées de sens par leur fonction d'usage et qui illustre par la même occasion la puissance du lien quant à la transmission des valeurs morales, politiques et sociales au travers d'un langage symbolique ».

L'exposition est organisée autour de six thèmes, à savoir : les masques, les sculptures, la vannerie, les armes, les attributs royaux et les instruments de musique.

La partie de l'exposition consacrée aux masques comprend notamment un masque heaume (couvrant le haut du crâne, la face et parfois le cou) « Yoruba » du Mali, un masque coiffe « Dan » et un masque facial « Gouro » de Côte d'Ivoire, un masque facial « Punu » et des masques funéraires « Kota » du Gabon, un masque frontal « Pendé » de la République démocratique du Congo, un masque facial « Lobi » du Burkina Faso, des masques « Ciniers » Bambara du Mali, ces derniers sont portés sur la tête du danseur, fixés par un bonnet en vannerie lors des fêtes agricoles, des réjouissances ou des fêtes annuelles.

La danse se déroule dans les champs et symbolise la fertilité et la fécondité.

« Le masque africain revêt différentes formes et significations », est-il mentionné sur l'affiche de présentation des masques, objets qui revêtent une très grande importance dans les cérémonies d'Afrique, notamment funéraires.

Le mot désigne aussi bien l'objet que la personne qui le porte à l'occasion de ces cérémonies.

Généralement les masques sont fabriqués en bois mais ils peuvent être en laiton ou dans d'autres matières.

En ce qui concerne la collection de statues et statuette, il est à relever qu'elles sont sculptées principalement sur le bois dense (blanc ou rouge) en raison de sa maniabilité.

« Les sculptures africaines ne sont pas des objets d'art, ce sont des ouvrages qui répondent à des besoins », tels que les rites de passage ou d'initiation.



Parmi les statuettes figurent une statue équestre « Sénoufo » Bambara du Mali, une figure de fécondité portant un masque Baoulé, une porteuse de pot et une figurine de maternité de Côte d'Ivoire. Les objets d'utilisation courante sont également sculptés, parmi eux figurent la poule de tissage, des cuillères et des louches, ces deux derniers, est-il précisé, « ne sont pas seulement des objets utilitaires mais revêtent une symbolique forte ».

La cuillère et la louche symbolisent la générosité.

Une louche est accordée par les villageois lors des festivités à une femme particulièrement généreuse et hospitalière.

« L'Art des petites choses est exprimé par le talent et la capacité des artisans forgerons de l'Afrique pour décrire la vie quotidienne à travers des représentations réalistes », est-il mentionné à propos de ces objets usuels qui deviennent ainsi « des supports artistiques ».

La vannerie est également évoquée dans cette exposition qui met en exergue la diversité, la richesse et la beauté de cet art ancestral, fruit du savoir-faire de ces artisans qui travaillent les fibres végétales pour fabriquer des objets utilitaires ou décoratifs « en conservant des traditions artistiques et des savoir-faire locaux enracinés dans le patrimoine ».

« Cette pratique est vivace dans la culture matérielle africaine, pratiquée aussi bien par les hommes que par les femmes, réalisée seule ou en corporation et répondant aux critères de créativité et d'originalité », est-il relevé à propos de cette collection comprenant des paniers à couvercles fabriqués au Rwanda et au Burundi et appelés « Igeséké » ceux de grande dimension et « Agaséké » ceux de petite dimension.

Les premiers servent de contenant ou de transport de la nourriture tandis que les seconds sont utilisés comme écrans à bijoux ou menus objets.

Ils sont fabriqués à partir de papyrus, sorgho ou raphia suivant la technique du spirale inversé ; ces paniers étaient offerts aux invités ou portés le jour de ses noces par la mariée.

La parure, dont la sémantique se traduit dans sa forme générale, le matériau et le décor, constitue une autre section de l'exposition qui présente toute une série de bijoux dont un collier de graines végétales, des pendentifs en ivoire ornés de



motifs punctiformes, des anneaux de cheville, un collier en bronze et un bracelet en ivoire de Côte d'Ivoire, le tout datant du 20^{ème} siècle ainsi qu'un collier de tessons de coquilles taillés du Gabon du 19^{ème} siècle.

« La charge symbolique du bijou met l'individu en situation au sein de son groupe ; il est emblématique des étapes de la vie, symbole d'intimité, de richesse, de charme ou de protection », est-il souligné dans l'affiche de présentation de ces bijoux.

Un aperçu des armes anciennes (datant du 19^{ème} siècle) est aussi donné à travers

une collection comprenant les sabres avec leurs fourreaux de Téké et Fon, du Gabon et du Bénin, des couteaux et faucilles du Gabon, du Cameroun, de la République démocratique du Congo une panoplie de flèches du Rwanda ainsi que tout un lot de têtes d'harpons, de carquois pour flèches.

Les Objets du pouvoir, ensemble d'œuvres symbolisant la royauté ou la gouvernance, constituent un autre volet de l'exposition.

Le tabouret, objet utilitaire au début, est l'un de ces symboles auquel il faut ajouter le spectre ou bâton de commandement.

La dernière partie de l'exposition est consacrée aux instruments de musique.

« Les instruments de musique sont un ensemble d'objets remplissant plusieurs fonctions sociales très importantes.

Associés aux principales étapes du cycle de la vie (naissance, initiation, mariage, mort...).

Ils peuvent être des insignes de pouvoir et de royauté, ou stimulateurs de force dans les travaux agricoles où l'accompagnement par le chant et la musique joue un rôle considérable pour l'exécution de certaines activités.

Ils peuvent être un moyen de communication, objet de divertissement ou tout simplement des objets ludique », est-il écrit à propos de ces instruments consistant en harpe à caisse hémisphérique « Kora » Senoufo d'Afrique de l'ouest, vièle « Massenqo » et instrument à cordes pincées « Begarona » d'Éthiopie.

D.B



PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

WILAYA DE OUARGLA
DAIRA DE HASSI MESSAOUD
COMMUNE DE HASSI MESSAOUD
CODE FISCALE 098430045055810

APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 25/2021

Le président de l'assemblée populaire communale de Hassi Messaoud lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour : Lot 03 : Pont Bascule
L'offre doivent comporter un dossier de candidature, une offre Technique et une offre Financière peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés de la commune de Hassi Messaoud, contre paiement 5000 DA.

L'offre doivent comporter un dossier de candidature, une offre Technique et une offre Financière
1-DOSSIER DE CANDIDATURE : contient les pièces fixées à l'article 13-1 du cahier des charges
2-OFFRE TECHNIQUE : contient les pièces fixées à l'article 13-2 du cahier des charges
3-OFFRE FINANCIERE : contient les pièces fixées à l'article 13-3 du cahier des charges

Les offres doivent être déposées par porteur au secrétariat du président de l'assemblée populaire communale de Hassi Messaoud.

1-Mise le dossier de candidature dans une enveloppe séparée fermée portant la mention suivante :
nom de la société :

appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°/...../2021.....

Lot 03 : Pont Bascule

(DOSSIER DE CANDIDATURE)

1- Mise l'offre technique dans une enveloppe fermée portant la mention suivante :
nom de la société :

appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°/...../2021.....

Lot 03 : Pont Bascule

(L'OFFRE TECHNIQUE)

2- Mise l'offre financière dans une enveloppe fermée portant la mention suivante :
Nom de la société :

appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°/...../2021.....

Lot 03 : Pont Bascule

(L'OFFRE FINANCIERE)

Les trois enveloppes indiquées ci-dessus : doivent être mises à leur tour dans une autre enveloppe fermée, anonyme et portant la mention suivante :

A Monsieur le président de l'Assemblée populaire communale de Hassi Messaoud

« A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »
appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°/...../2021

Lot 03 : Pont Bascule

Le délai de préparation des offres est fixé à 15 jours à partir de la première date de parution dans le BOMOP ou la presse.
Le dépôts des offres aura lieu le dernier jour de la durée du préparation des offres et l'heure limitée de dépôts des offres est fixé à 10 h00, en cas ce jour coïncide avec un jour férié ou week-end, la durée de préparation des offres se prolonge au jour ouvrable qui suit.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance de l'ouverture des plis techniques et financiers aura lieu le même jour à 10h30 au siège de la commune de Hassi Messaoud

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres un délai de préparation des offres augmentée de (03) trois mois

ESPACE

Les astronautes de la 2^e mission habitée de SpaceX attendus sur Terre

Les quatre astronautes de l'équipage Crew-2, la deuxième mission habitée de SpaceX, quitteront la Station spatiale internationale dimanche, et amerriront au large de la Floride "pas plus tôt" que lundi à 12H14 GMT, après avoir passé plus de six mois dans l'espace, a annoncé la Nasa vendredi.

L'équipage, composé du Français Thomas Pesquet, du Japonais Akihiko Hoshide et des Américains Shane Kimbrough et Megan McArthur, rentrera ainsi sur Terre avant l'arrivée à bord de l'ISS des quatre astronautes de Crew-3, dont le décollage a été plusieurs fois retardé notamment à cause de la météo.

"Alors qu'on se prépare à partir, il y a un peu un sentiment doux-amer", avait déclaré plus tôt vendredi Thomas Pesquet lors d'une conférence de presse depuis la station spatiale.

"Il se pourrait qu'on ne revienne jamais voir l'ISS, et c'est vraiment un endroit magique". Après sa vertigineuse descente, la capsule Dragon sera récupérée sur l'un des lieux d'arrivée possibles, au large de la Floride, par un bateau de SpaceX. Crew-2 est la deuxième mission régulière assurée par l'entreprise d'Elon Musk pour le compte de la Nasa.



CHINE

Lancement d'un satellite de sciences de la Terre

La Chine a envoyé vendredi un nouveau satellite de sciences de la Terre dans l'espace depuis le Centre de lancement de satellites de Taiyuan, dans la province du Shanxi (nord), a rapporté la Chine nouvelle. Le satellite, nommé

Guangmu, a été lancé par une fusée porteuse Longue Marche-6 et est entré dans l'orbite prévue, selon la Chine nouvelle.

Il s'agit de la 395^e mission de vol de la série des fusées Longue Marche, selon le centre de lance-

ment. Développé par l'Académie chinoise des sciences, le satellite (SDGSAT-1) est le premier satellite de sciences spatiales dédié au Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies. Le satellite,

équipé de trois charges optiques, est en mesure de fournir des données d'observation de l'espace pour la surveillance, l'évaluation et l'étude des interactions entre l'homme et la nature et le développement durable, selon l'Académie.

CYBERSÉCURITÉ

Nokia ouvre son centre européen en cybersécurité à Lannion

L'équipementier téléphonique finlandais Nokia a annoncé jeudi l'ouverture de son "centre européen d'excellence en cybersécurité" à Lannion (Côtes d'Armor), dans un communiqué.

Le lancement de ce centre est destiné à "accompagner le développement de la 5G et la virtualisation des réseaux", explique le groupe.

Le centre est basé à Lannion, épicerie française de la recherche dans les technologies des télécommunications.

Sa création avait été annoncée par Nokia en octobre 2020, lorsque le groupe avait dévoilé des projets réduisant l'impact de son plan de 1.233 suppressions d'emplois en France.

Un peu plus de 400 postes sur le site de Lannion étaient concernés.

Après une très forte mobilisation des salariés et des élus bretons notamment, Nokia avait réduit ce chiffre, avec "près de 250 postes préservés" essentiellement dans le développement de la 5G (162 à Lannion et 85 à Nozay dans l'Essonne).

"Une centaine de postes (sont) ouverts au recrutement pour renforcer les équipes existantes", a indiqué Nokia jeudi à l'occasion du lancement officiel du centre.

L'établissement doit "permettre à la fois d'améliorer et de sécuriser les réseaux d'infrastructures critiques et les actifs" des clients de Nokia, opérateurs et entreprises, et aussi de les aider à "améliorer leurs capacités de prévention, de détection et de réponse aux menaces".

La ville de Lannion, 20.000 habitants, est l'un des hauts lieux de l'histoire française des télécoms.

En décembre, l'Etat avait participé à la redynamisation du pôle de Lannion en soutenant notamment le projet de l'Institut de recherche technologique (IRT), qui vise à "développer une offre souveraine pour les réseaux 5G privés", via un financement de 30 millions d'euros sur sept ans.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

LA DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU
DE LA WILAYA D'OUARGLA
NIF:099030015051545

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°16/2021

la direction des ressources en eau de la wilaya de Ouargla lance un Avis d'appel d'offres national ouvert pour :

Réalisation d'un forage renforcement d'AEP à hay EL Houria commune de Neza et compris Equipement et Electrification et raccordement au niveau du réseau

Les entreprises qualifiées en hydraulique activité principale catégorie III et plus code (34-303) , peuvent retirer le cahier des charges auprès du secrétariat de la direction des ressources en eau de la wilaya de Ouargla, service de l'administration des moyens (bureau marché) sis Rue Abderrahmane Rouabah BP 12 Ouargla Tel : 029.70.36.53 , Fax : 029.70.36.54.

Les Offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique, et une offre financière :

- 1- Le dossier de candidature : contient les pièces fixées à l'article 08 du cahier des charges.
2- Offre technique : contient les pièces fixées à l'article 08 du cahier des charges.
3- Offre financière : contient les pièces fixées à l'article 08 du cahier des charges.

Les offres doivent être déposées par porteur à l'adresse ci-après de la direction des ressources en eau de la wilaya de Ouargla

Le dossier de candidature mis dans une enveloppe séparé et cacheté portant les mentions suivantes: "Dossier de candidature"

Dénomination de L'entreprise : 1.....

- « Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 16./2021 pour Réalisation d'un forage renforcement d'AEP à hay EL Houria commune de Neza et compris Equipement et Electrification et raccordement au niveau du réseau
- L'offre technique mise dans une enveloppe séparé et cacheté portant les mentions suivantes: "Offre technique"

Dénomination de L'entreprise :

- « Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 16./2021 pour Réalisation d'un forage renforcement d'AEP à hay EL Houria commune de Neza et compris Equipement et Electrification et raccordement au niveau du réseau
- L'offre financière mise dans une enveloppe séparé et cacheté portant les mentions suivantes: "Offre financière"

Dénomination de L'entreprise :

- « Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 16./2021 pour Réalisation d'un forage renforcement d'AEP à hay EL Houria commune de Neza et compris Equipement et Electrification et raccordement au niveau du réseau

Les trois enveloppes (le dossier de candidature, l'offre technique, et l'offre financière) doivent être mises dans une 4^{ème} enveloppe, cachetée et anonyme, portant la mention:

A Monsieur directeur des ressources en eau de la wilaya de Ouargla
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 16./2021 pour: Réalisation d'un forage renforcement d'AEP à hay EL Houria commune de Neza et compris Equipement et Electrification et raccordement au niveau du réseau

- La durée de préparation des offres est fixée à 15 Jours à compter de la date de la 1^{ère} publication dans la presse ou le BOMOP.
- Le dépôt des offres correspond au dernier jour de préparation des offres, et l'heure limite est fixé jusqu'à 14h00. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée au jour ouvrable suivant jusqu'à 14h00.
- Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis prévue le dernier jour de la période de préparation des offres à 14h30 au siège de la direction des ressources en eau d'Ouargla. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée au jour ouvrable suivant jusqu'à 14h30.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres plus 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.
- Dans le cas de l'entreprise attributaire du marché, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un mois supplémentaire.

DK NEWS

Anep : 2130001559 du 08/11/2021

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION
DE LA WILAYA D'ALGER
Numéro d'identification fiscale (NIF) : 408016000016049

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 13 / DSP / 2021

La Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya d'Alger lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale conformément aux dispositions des articles 39, 40, 42 et 44 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public, relatif à: l'Acquisition de deux scanners 16 barrettes au profit des EPH de Rouiba et Bainein.

Les soumissionnaires admis à concourir sont ceux dont les capacités répondent aux critères sous cités :

- 1-Capacité professionnelle : ayant un agrément délivré par les services du Ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme Hospitalière.
- 2-Capacité financière: Ayant une moyenne des chiffres d'affaires des trois dernières années (2018, 2019 et 2020) au minimum de: 50 000 000,00 DA
- 3-Capacité technique: Référence professionnelle : Ayant réalisé une prestation au minimum relative à la livraison des équipements d'imagerie médicale pour le secteur public ou privé durant les cinq dernières années (2016, 2017, 2018, 2019 et 2020). Ces prestations doivent être justifiées par la présentation des attestations de bonne exécution délivrées par des maîtres d'ouvrages publics ou privés (ne sont pas pris en considération les PV de réception (provisoire / définitive), les attestations administratives et les ordres de services).

Les fournisseurs intéressés par le présent avis d'appel d'offre sont appelés à retirer le cahier des charges au près de : Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya d'Alger sise au : 35 chemin Fatma Zohra Melik ex Bobillot, Alger à compter de la première publication du présent avis d'appel d'offre. Les soumissions accompagnées obligatoirement des pièces et document en cours de validité exigées par la réglementation en vigueur, contiendront:

- a) Le dossier de candidature contient : - La déclaration de probité - La déclaration de candidature - L'agrément du ministère de la santé et de la réforme hospitalière
- b) L'offre technique contient : - une déclaration à souscrire- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »
- c) L'offre financière contient: Lettre de soumission. - Le bordereau des prix unitaires. - Le devis quantitatif et estimatif.

Et toutes les pièces citer dans l'article 09 du cahier des charges

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre qui mentionne « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 13 / DSP / 2021

Acquisition de deux scanners 16 barrettes au profit des EPH de Rouiba et Bainein

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

La durée de préparation des offres est fixée à Vingt et Un (21) jours à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou les quotidiens nationaux. La date de dépôt des offres est le dernier jour du délai de préparation des offres. L'heure de dépôt des offres est fixée de 09h00mm à 12h00mm. Les offres doivent être déposées à la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya d'Alger sise au : 35chemin Fatma Zohra Melik ex Bobillot, Alger. Si l'enveloppe extérieure n'est pas cachetée et marquée comme indiqué ci dessus le service contractant ne sera en aucun cas responsable lorsque l'offre est égarée ou qu'elle est ouverte prématurément. Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis, qui aura lieu le jour de dépôt des offres à 13H00mm à la Direction de la Santé et de la Population de la Wilaya d'Alger. Toute offre reçue par le service contractant après la date de dépôt des offres fixée dans l'avis d'appel d'offres sera écartée et renvoyée au soumissionnaire sans qu'elle ne soit ouverte. Aucune offre ne sera retirée ni modifiée après son dépôt. Si le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. L'offre est valable pour toute la durée du contrat.

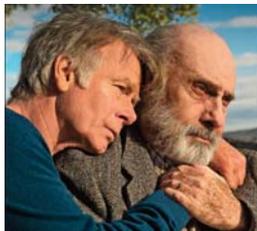
DK NEWS

Anep : 2116019502 du 08/11/2021

Programme de la soirée

TF1 21:05

La dernière partie



Christophe Maquet est un avocat parisien de 50 ans. Absorbé par sa carrière, égocentrique, il s'est coupé de ses proches, notamment de son fils de 13 ans, dont il partage la garde avec son ex-femme. Quand on l'informe qu'il va recevoir la légion d'honneur, il exulte. C'est une consécration pour ce fils d'ouvrier. Mais il apprend dans la foulée que son père, atteint de la maladie de Charcot, a décidé d'en finir. Il a fixé pour date le jour même de la cérémonie. Contrarié, Christophe Maquet lui rend visite à Sète, espérant égoïstement le faire changer d'avis.

france 2 21:05

Le bruit des trousseaux



Alexis Pasquier, ancien conseiller en patrimoine dans une banque, a choisi la maison d'arrêt de Nancy pour son premier poste en tant que professeur de lettres. Alors qu'il entame une histoire d'amour avec Léa, une esthéticienne rencontrée par hasard dans un café, le jeune enseignant découvre au fil des jours la dureté de l'univers carcéral. Parmi les détenues qui assistent à ses cours, Alexis remarque Lise Chartier, une jeune femme de 28 ans, désespérée et taciturne. Il tente de la convaincre de reprendre ses études à la faculté à sa sortie de prison.

france 3 21:05

Tu ne tueras point



En 1929, dans le Montana, le jeune Desmond est élevé par des parents très pieux. Mais son père, vétéran traumatisé par la Première Guerre mondiale, est également un homme alcoolique et violent. Un jour, après une violente bagarre avec son frère, qui laisse celui-ci inconscient, Desmond fait le voeu de ne plus jamais attenter à la vie humaine. Mais il trouve sa vocation, devenir médecin, quelques années plus tard, quand il croise le chemin de Dorothy Schutte, une infirmière dont il tombe amoureux.

CANAL+ 20:05

L'amour flou



Adaptée du film éponyme, cette déclinaison drôle et malicieuse sur le couple est servie avec talent par Philippe Rebbot et Romane Bohringer. Si la série n'évite pas quelques clichés sur l'époque et la société, elle est traversée par cette douce mélancolie qui termine les passions sans espoir. Une sorte de réflexion sur l'âge et le temps qui passe.

6 21:05

L'amour est dans le pré



Hervé, l'agriculteur picard, voit sa complicité avec Stéphanie se développer. Près de Biarritz, le séjour chez Natacha se poursuit. Elle se projette facilement dans un avenir proche aux côtés de Vincent, qui lui doute. Sébastien le lavandiculteur débute son week-end parisien chez Karine sur les chapeaux de roues. Delphine s'apprête, elle, à partir à 700km de chez elle pour séjourner chez Ghislaine. Pour ce week-end, un programme haut en couleur attend Jean-François et Mélanie. Par ailleurs, dans le canton de Berne, Jean-Daniel n'arrive pas à se livrer et ses invitées Zakia et Céline, commencent à se mettre à l'écart

Jeux

Samourai-Sudoku n°2456

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3x3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

4	7	6				8	9	2												
5			8		4			7												
			7																	
		5	9																	
	4			3																
		4	7																	
			2																	
9		7	6			3														
7	5	2				9	8	6		5	1	4							2	8
							6	9												
							7													
							1	4												
4	5					9	2			4	7	1	3			2	8	4		
8						5					9		1	3						6
9													2							
	4	7	6	3								9	5							
		7				5								5						
	9	1	5	8								4	1							
3			6			7							6							
2																				
7	6					5	3													



«Qui aime bien ses lunettes, ménage sa monture.»

Francis Blanche

Mots croisés n°24536

- Horizontalement:**
- 1 - Approvisionnement
 - 2 - Unités qui font grossir - Voie de ville
 - 3 - Grosse bougie - Attires
 - 4 - Indien du chimiste - Voies d'évacuation
 - 5 - Grade de judoka - Garder pour soi - Initiales sportives
 - 6 - Identique - Possessif - Débit de boissons
 - 7 - Glacier de demain - Jour républicain
 - 8 - Se met à table - Très crue
 - 9 - Etreindre
 - 10 - Unis - Omises
- Verticalement:**
- A - Fortuit
 - B - Vêtement chaud - Négation
 - C - Partie d'archipel - Maritime
 - D - Frein de bouche - Haussas
 - E - Chicane - Oui du midi
 - F - Réfutera - Empestes
 - G - Outil de dessin - Intitulera
 - H - Ambitionneral - Mot de choix
 - I - Général sudiste - Colline
 - J - Te dirigeras - Exécute deux fois
 - K - Terme d'accord - Pierre fine
 - L - Hérésiarques

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											



TENNIS - COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS (MESSIEURS ET DAMES) "Aller le plus loin dans la compétition" (DTN)

Les équipes nationales séniors de tennis (messieurs et dames), engagés en Coupe d'Afrique des nations, prévue du 8 au 14 novembre à Tunis (Tunisie), auront comme objectif "d'aller le plus loin dans la compétition", estime le directeur technique national (DTN) de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Abdelkrim Saadallah.

"Lors de ce rendez-vous continental, l'objectif est d'aller le plus loin dans la compétition.

Certes, ce sera très difficile dans le tableau des messieurs en raison du niveau assez relevé attendu des rencontres, mais il est sûr que les nôtres vont se donner à fond dans les deux tableaux et pourquoi pas jouer les play-offs", a indiqué le DTN à l'APS.

L'équipe des messieurs est représentée par Mohamed Nazim Makhlouf, Toufik Sahtali et Mohamed Amine Aissa-Khalifa, tandis que celle des filles, est présente avec Amira Benaissa, Lynda Benkaddour et Yasmine Boujdadi.

"En vue de ce rendez-



vous continental nous avons engagé deux équipes, chacune est composée de trois noms.

Il s'agit d'une compétition par équipes très importante pour nous, car elle

nous servira de repaire et de préparation pour les prochains jeux méditerranéens 2022", a-t-il ajouté.

Outre l'Algérie, les joutes tunisiennes regrouperont onze (11) autres pays, à

savoir, la Tunisie (pays hôte), Burkina Faso, Comores, Egypte, Ethiopie, Kenya, Mali, République Démocratique du Congo (RDC), Libye, Mauritanie et Zimbabwe. Les sélections nationales "messieurs et dames" sont conduites, respectivement, par le directeur des équipes nationales (DEN), Noujeim Hakimi, et le directeur des jeunes talents (DJTS) Wakil Keciba. L'Algérie sera fixée sur ses adversaires ce dimanche en fin journée lors du tirage au sort de la compétition.

Les deux meilleurs résultats en simple et en double devront être déterminants pour l'épreuve par équipes de ce rendez-vous continental.

ATHLÉTISME - MARATHON INTERNATIONAL DE MADGHACEN (11^E ÉDITION) 3 courses au programme



Trois courses sont inscrites au programme de la 11^e édition du Marathon International de Madghacen, prévue le 4 décembre prochain à Batna (Est), et dont l'épreuve principale se déroulera sur une distance réglementaire de 42,195 kilomètres.

Les deux autres courses consisteront en une épreuve de 13 kilomètres, et un Marathon-relais de deux fois 21,1 kilomètres, dont les départs sont prévus devant l'OPOW de Batna, y compris en ce qui concerne le Marathon de 42,195 km.

L'arrivée, par contre, ne se fera pas au même endroit, puisque la course des 13 km se terminera à Fesdis, alors que les deux autres courses se poursuivront jusqu'à Madghacen.

"Le dernier délai pour confirmer les engagements a été fixé au 27 novembre courant" a encore précisé la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) dans un bref communiqué.

CYCLISME - TOUR DU FASO (9^E ÉTAPE) L'Algérien Azzedine Lagab conserve sa 3^e place au classement général individuel

L'Algérien Azzedine Lagab a conservé sa troisième place au classement général individuel du Tour cycliste du Burkina Faso, à l'issue de la neuvième étape, disputée samedi, sur une distance de 124,6 kilomètres, entre les villes de Manga et Ziniaré.

L'Algérien a terminé en 25^e position de cette 9^e étape, à 0:57 secondes du vainqueur, le Camerounais Arthuce Jodele Tella, ayant bouclé la distance en 2 heures, 37 minutes et 38 secondes.

La deuxième place de cette 9^e étape est revenue au Rwandais Samuel Mugisha (avec le même temps), au moment où le Burkinabé Bourreima Nana a complété le podium, également avec le même chrono.

L'Algérien Nassim Saïdi a terminé en quatrième position de cette 9^e étape, avec 0:42 secondes de retard sur le vainqueur, au moment où son compatriote Aymen Merdj est entré en 14^e position, à 0:57 secondes du vainqueur, soit avec le même retard que Lagab et tous les autres concurrents, classés entre la 5^e et 66^e position. Au classement général individuel, c'est toujours l'Allemand Daniel Bichlmann qui caracole en tête, avec un temps de 24 heures, 24 minutes et 53 secondes, devant le Marocain Oussama Khafi (à 0:33) et l'Algérien Azzedine Lagab (à 0:36).

L'autre Algérien à figurer dans le Top 10 de ce classement général individuel, c'est Hamza Mansouri, qui pointe à la huitième position, à 1:17 du leader Allemand.

Dimanche matin aura lieu la dixième et dernière étape de cette 33^e édition du Tour Cycliste du Burkina Faso.

Elle se déroulera sur une distance de 129 kilomètres, entre Kombissiri et Ouagadougou.

Conduite par le Directeur des équipes nationales (DEN), Abdesslam Dahmane, la sélection algérienne participe à cette compétition avec l'intention de préparer d'autres importantes échéances internationales à venir, dont les prochains Championnats arabes, prévus du 12 au 28 novembre 2021 au Caire, ainsi que les Championnats d'Afrique de 2022, et les Jeux méditerranéens de la même année à Oran.

APS

KICKBOXING - ALGÉRIE Arts Martiaux : l'Algérien Rachid Benbahi Abdelkader élu 3^e vice-président de l'Union arabe de Kickboxing

Le président de la Fédération algérienne de kickboxing, Full-Contact et sports assimilés, Rachid Benbahi Abdelkader a été élu troisième vice-président de l'Union arabe de Kickboxing, lors de l'Assemblée générale électorale de l'instance, tenue vendredi dans la capitale jordanienne, Amman.

Une AGE marquée surtout par la réélection du Jordanien Bassel Chaer pour un quatrième mandat consécutif à la tête

de l'instance, alors que le Marocain Abdelkrim Al-Hellal a été élu 1^{er} vice-président, et l'Irakien Kacem Al-Wasiti comme deuxième vice-président.

De leur côté, le Libyen Mohamed Zerrouk, le Palestinien Samir Athamna, le Bahreïni Ahmed Al-Wazzane et la Syrienne Manar Al-Barza ont été élus comme membres du bureau exécutif de l'instance.

EQUITATION - CONCOURS NATIONAL D'ENDURANCE La Garde républicaine d'Alger se distingue à Tiaret

Les cavaliers du club équestre de la Garde républicaine d'Alger se sont distingués au concours national d'endurance des 20 et 40 km, disputé au centre équestre "Emir Abdelkader" de Tiaret, en s'adjugeant les premières places.

Dans l'épreuve des 20 kilomètres, le cavalier Ali Mimoun de la Garde républicaine montant " Djamel El Khayl" s'est imposé devant son coéquipier du

même club Fehd Beyahia enfourchant " Dounia" et Khaled Mazouzi du club Haras El Meskin de Tiaret sur "Kartaja El Mesk".

Dans l'épreuve des 40 km réservée aux chevaux de 5 ans et aux cavaliers de 14 à 25 ans, la première place est revenue au cavalier Hachani Lamri du club équestre Garde républicaine montant " Biskra" qui a totalisé 42,41 points devant Hocine El Fertas de l'ASLEC

de Tiaret sur "Malik Mehareche" avec 40, 90 points et Bilal Chiane de la Garde républicaine montant " Baghdadia" avec 40,48 pts. Cette compétition, organisée par le club équestre l'ASLECT de Tiaret en collaboration avec la Fédération algérienne de cette discipline, a été marquée par la participation d'une trentaine de cavaliers issus de la Garde républicaine, de l'Association

équestre et de loisirs de Tiaret, le Haras "El Meskin" de Tiaret et le club équestre d'Oran.

Ce premier rendez-vous sportif d'endurance relance la compétition après un arrêt de deux ans pour cause de l'épidémie du coronavirus.

Les lauréats de ce concours national ont été récompensés par des coupes et des médailles lors de la cérémonie de clôture.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DE GYMNASTIQUE L'Algérien Sofiane Zahi élu membre du conseil de la FIG

Le président de la Fédération algérienne de gymnastique (FAG), Sofiane Zahi, a été élu samedi, membre du Conseil de la Fédération internationale de Gymnastique, lors du 83^e Congrès de la FIG organisé à Antalya (Turquie).

L'Algérien qui a obtenu 15 voix, a devancé dans l'ordre, la Sud Africaine Elizabeth Smith (14 voix), le Marocain Abdessadeq Bitari (12 voix), l'Égyptienne Hala Salama Youssef (9 voix) et la Namibienne Valereis Geldenhuys-Venter (6 voix).

De son côté, le président sortant de l'instance internationale, le Japonais Morinari Watanabe a été réélu pour la période 2022-2024, par les fédérations de gymnastiques membres réunies pour le congrès de la FIG à Antalya, en Turquie.

M. Watanabe, qui est à la tête de la FIG depuis le 1^{er} janvier 2017, a obtenu 81 voix, contre 47 voix pour

Farid Gayibov (AZE), seul autre candidat à la présidence. "Je tiens à vous remercier du fond du cœur d'avoir cru en moi", a-t-il déclaré. Par ailleurs, l'Algérien, Sid-Ali Zaater, sera candidat à sa propre succession pour un 3^e mandat consécutif à la tête de la Confédération africaine de la Fédération internationale de Gymnastique lors de l'Assemblée électorale qui aura lieu également en Turquie lundi (8 novembre).

Trois autres algériens se sont postulés pour les différents postes de l'instance continentale à savoir Missoum Moudjeb candidat pour un poste de membre de la commission technique de la gymnastique artistique (messieurs), Ouahiba Sebihi candidate à la présidence de la commission technique de la gymnastique artistique (dames) et Khadidja Zerrouk, candidate à la présidence de la commission technique d'Aérobic.

BASKETBALL L'entraîneur Yahia Mohamed rejoint Al-Ahly Benghazi

L'entraîneur algérien de basket-ball, Yahia Mohamed, s'est engagé pour une saison avec Al-Ahly Benghazi, a annoncé vendredi le club libyen de première division.

"C'est avec une grande fierté que nous annonçons l'arrivée de l'entraîneur algérien Yahia Mohamed pour diriger l'équipe première de basket-ball durant la prochaine saison", indique le communiqué d'Al-Ahly Benghazi publié sur la page Facebook du club.

C'est la deuxième expérience du technicien algérien en Libye, après avoir décroché le doublé Coupe-Championnat en 2009 avec Al-Nasr.

Après une riche carrière de joueur au WO Boufarik et des passages dans des clubs tunisiens et saoudiens, Yahia Mohamed (54 ans), a dirigé plusieurs clubs de la Super-Division algérienne, dont le WO Boufarik et le NB Stauouéli, ainsi que les sélections nationales espoir et senior (messieurs).

FOOT-INTER-RÉGIONS (GR.OUEST) Deuxième forfait de suite pour l'OM Arzew qui risque la relégation

L'OM Arzew a déclaré forfait pour son deuxième match de suite dans le cadre du championnat inter-régions de football (Gr.Ouest) s'exposant à une sévère sanction sportive s'il ne se présente pas encore face au WA Mostaganem, ce week-end pour le compte de la 3e journée.

Le club oranais n'est toujours pas parvenu à s'acquitter d'une amende de l'ordre de 3,7 millions de dinars, condition sine qua non pour obtenir les licences de ses joueurs de l'exercice 2021-2022. Relégué en inter-régions à l'issue de la saison passée, la formation de la ville pétrochimique fait face à une crise financière aiguë, rendue encore compliquée par le gel de ses comptes bancaires à cause de ses dettes envers plusieurs opérateurs.

Outre l'aspect financier, le club est également "miné" par des problèmes internes qui se sont répercutés sur son bon fonctionnement, déplore-t-on dans son entourage.

L'OMA, qui a entamé tardivement la préparation d'intersaison, a connu le départ de plusieurs joueurs. L'entraîneur Nacer Benchiha, désigné avant quelques semaines du coup



d'envoi du championnat du troisième palier, n'a tenu dans son poste que l'espace de quelques jours. Face à cette situation, des anciens joueurs de l'équipe, accompagnés par des supporters, ont organisé un sit in au niveau de la place "1er novembre" d'Arzew pour réclamer l'intervention des autorités locales, apprend-on de même source.

Cette action intervient après quelques heures du deuxième forfait de leur équipe qui devait affronter l'IRB El Kerma dans le derby oranais, samedi pour le compte de la deuxième journée. L'équipe avait également perdu sur tapis vert son premier match du championnat qu'elle devait livrer sur le terrain de l'IS Tlemcen.

Une première amende

de l'ordre de 730.000 DA a été déjà honorée par un proche du club, en attendant la deuxième qui devra être payée au courant de cette semaine, soit avant la réception du WA Mostaganem. Un autre forfait exposera l'équipe à une relégation automatique de deux paliers, comme le stipule la réglementation en vigueur, prévient-on dans l'entourage de l'OMA.

FOOT - ELIMINATOIRES MONDIAL-2022
(GR.A)/ALGÉRIE-BURKINA FASO

La CAF autorise la présence de 14.000 spectateurs

La Confédération africaine de football (CAF) a donné son accord pour la présence de 14.000 spectateurs pour le match Algérie-Burkina Faso, prévu le mardi 16 novembre 2021 au stade Mustapha Tchaker de Blida (17h00), comptant pour la 6ème et dernière journée du groupe A des éliminatoires de la Coupe du Monde 2022, indique samedi soir la Fédération algérienne de football (FAF).

Faisant suite aux décisions des autorités publiques, notamment les instructions de Monsieur le Premier Ministre, portant réouverture des enceintes sportives au public et sur demande de la Fédération algérienne de football (FAF), sur la base de l'accord des autorités sanitaires algériennes, la Confédération africaine de football (CAF) a donné son accord pour la présence de 14.000 spectateurs pour le match Algérie-Burkina Faso", lit-on sur le communiqué de la FAF. Pour rappel, et suite à l'expérience des récentes compétitions interclubs de la CAF et des qualifications africaines de la coupe du Monde de la FIFA en matière d'accueil des spectateurs aux stades, la CAF a décidé de mettre en place une nouvelle procédure pour permettre la présence du public dans toutes les compétitions.

En conséquence, toute association membre souhaitant admettre des spectateurs dans les stades lors de ses matchs à domicile devra respecter certaines conditions exigées par la FIFA/CAF et auxquelles a satisfait la FAF avec l'accompagnement des autorités algériennes.

" Dans les prochains jours, la FAF portera à la connaissance du grand public les procédures nécessaires pour l'acquisition des billets d'entrée au stade dans le cadre d'un dispositif adapté aux exigences de l'autorité sanitaire.", conclut la même source.

FOOTBALL - LIGUE 1 FRANÇAISE - OGC NICE

"Je commence à retrouver mon meilleur niveau" (Atal)

Le latéral droit international algérien de l'OGC Nice, Youcef Atal, victime de blessures à répétition l'an dernier, qui avaient considérablement freiné son élan, a indiqué, que ces problèmes de santé sont désormais derrière lui, et qu'il commence même à retrouver son meilleur niveau.

"Connaissant mes capacités, je considère que je ne suis pas encore au top de ma forme, mais ça commence à revenir. J'espère continuer sur cette lancée, pour arriver à mon rendement optimum. En tous cas, je commence à retrouver de bonnes sensations sur le terrain,

et j'enchaîne les matchs sans éprouver de fatigue. Autant de bonnes choses qui me libèrent psychologiquement, et qui me redonnent confiance, et surtout, l'ambition de réaliser une grande saison", a déclaré l'ancien Paciste en conférence de presse.

Depuis son arrivée dans le Sud de la France, et avant le match de ce dimanche contre Montpellier, Atal totalise déjà 75 matchs avec les Aiglons, pendant lesquels il a marqué neuf buts et délivré six passes décisives. Depuis une semaine, il est même au centre du jeu niçois. C'est d'ailleurs lui qui

était à l'origine de la dernière "Remontada" contre l'Olympique lyonnais, qui menait (0-2) jusqu'à la 81e minute de jeu, avant de se faire renverser par "Le Gym", qui a réussi à arracher une victoire inespérée dans les dix dernières minutes (3-2).

L'international algérien a été un des principaux artisans de cet exploit, car ayant marqué un but, et obtenu un penalty qui a été transformé par son compatriote, Andy Delort. De son côté, l'entraîneur des Aiglons Christophe Galtier a analysé avec pragmatisme le retour en forme de son N.20, en

déclarant en conférence de presse "Atal est un garçon que j'apprécie beaucoup, mais il faut vraiment aller le chercher. Je crois qu'il n'est pas tout à fait conscient des qualités qu'il a à ce poste. Il est peut-être contrarié par ses blessures, et inquit sur sa capacité à répéter les matchs, ou à reproduire les efforts à haute intensité, mais il vient de le montrer sur cette semaine à trois matchs. Même s'il a très peu joué contre Lyon, il a eu 20 minutes extraordinaires, et il a été très intéressant à la fois contre Marseille et Angers" a-t-il indiqué.

Après avoir accentué le travail

sur l'aspect défensif avec Atal, Galtier souhaite désormais s'appuyer sur les qualités offensives de l'ancien "missile" de Courtraï. "Il a encore quelques petits défauts sur le plan défensif, mais il les aura toujours. Depuis son entrée face à Lyon, j'ai dit à mon staff qu'il faut jouer sur les points forts des uns et des autres et non pas regarder les points faibles, sinon on ne va pas s'en sortir. Donc, je veux utiliser Youcef sur ses points forts." a-t-il ajouté.

Lors de la 13e journée de Ligue 1, prévue ce dimanche, l'OGC Nice accueillera Montpellier, à partir de 17h00.

MONDIAL 2022 (QUALIF) - BURKINA FASO

Fessal, Songné et Botué forfaits, Dango, Lamine et Cheik arrivent (fédération)

Le sélectionneur national des Etalons du Burkina Faso Kamou Malo a fait appel à Aboubacar Dango Ouattara (FC Lorient), Cheik Djibril Ouattara (Olympic Safi) et Mohamed Lamine Ouattara (As Sonabel) pour palier les absences de trois joueurs blessés, en vue des deux prochains matchs contre le Niger et l'Algérie en qualification à la Coupe du monde 2022, a annoncé la Fédération burkinabé de football. "Suite aux blessures de Yacouba Songné, Abdoul Fessal Tapsoba et Fiakre Botué Kouamé, Kamou Malo a fait appel à Aboubacar Dango Ouattara (FC Lorient), Cheik Djibril Ouattara (Olympic Safi) et Mohamed Lamine Ouattara (As Sonabel)" indique la FBF dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Un peu plus tôt, l'attaquant burkinabé, Abdoul Fessal Tapsoba (Standard de Liège), avait annoncé sur son compte twitter son forfait. "triste d'abandonner mes coéquipiers du Standard et de me payer pour cause de blessure. Je suis de cœur avec vous pour des victoires.



Merci à tous pour vs messages. J'espère revenir plut tôt inshallah". Le Burkina Faso accueille le Niger le 12 novembre à Marrakech (14h00), et affrontera ensuite l'Algérie le 16 novembre à Blida (17h00) pour le compte des deux dernières journées du 2e tour des qualifications au mondial 2022. Au terme de la 4e journée, l'Algérie

et le Burkina Faso occupent conjointement la tête du classement avec 10 points, le Niger suit à la troisième place (3 pts), alors que le Djibouti ferme la marche avec zéro point. Le premier du groupe se qualifiera pour le dernier tour (barrages), prévu en mars 2022.

CHAMPIONNAT DE FRANCE (JOURNÉE)

Boudaoui forfait (lombalgie) contre Montpellier

L'international algérien de l'OGC Nice Hicham Boudaoui souffrant d'une lombalgie, a été contraint de déclarer forfait pour la réception de Montpellier ce dimanche à 17h00 à l'Allianz Riviera, pour le compte de la 13e journée du championnat de France de Ligue 1, a annoncé samedi le club azuréen sur son site officiel.

Le milieu de terrain des

Verts qui souffre de douleurs au dos ne figure pas dans le groupe de 20 joueurs convoqués par l'entraîneur Christophe Galtier, tandis que ses deux compatriotes Youcef Atal et Andy Delort sont présents.

L'OGC Nice n'a pas communiqué la durée d'indisponibilité de son joueur qui avait pris part aux deux derniers matchs de son équipe en championnat comme remplaçant.

Pour rappel, l'ancien joueur de Paradou AC est le grand absent de la liste de Djamel Belmadi dévoilée ce samedi pour les deux derniers matchs des Verts au 2e tour des qualifications du Mondial 2022, contre respectivement Djibouti le 12 novembre au Caire et le Burkina Faso le 15 novembre au stade Mustapha Tchaker de Blida.



FOOT - ELIMINATOIRES MONDIAL-2022 (GR.A)/ALGÉRIE-BURKINA FASO

"Très content du retour de notre public" (Belmadi)

Le sélectionneur de l'équipe algérienne de football, Djamel Belmadi, s'est dit grandement réjoui de voir enfin les supporters algériens revenir dans les gradins, à l'occasion du match Algérie-Burkina Faso, prévu le mardi 16 novembre 2021 au stade Mustapha Tchaker de Blida (17h00), pour le compte de la 6ème et dernière journée du groupe A des éliminatoires de la Coupe du Monde 2022.

"Le retour de notre public au stade de Tchaker, à l'occasion du match décisif face au Burkina Faso, me réjouit bien évidemment. Nous avons toujours œuvré pour ça. Nous remercions les pouvoirs publics et tous les acteurs qui ont contribué en répondant favorable à quelque chose qu'on a toujours souhaité", a indiqué Belmadi dimanche, lors de la conférence de presse au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, consacrée à la préparation de la sélection algérienne pour le match du vendredi prochain au Caire, contre Djibouti, pour le compte de la cinquième journée des qualifications pour la Coupe du monde 2022.

Néanmoins, le coach national souhaite que tout se passe bien, lors de la rencontre décisive contre le Burkina Faso, lançant un appel aux supporters qui vont prendre place sur les gradins du stade de Mustapha Tchaker, pour "être bon élève". "Il faut respecter les équipes devant lesquelles on va jouer. Il faut que ça se passe, vraiment, bien. Ca nous faisait très mal de les voir empêchés d'entrer au stade pour soutenir leur équipe, à cause évidemment de la situation sanitaire (Covid-19). Franchement, leur présence c'est plus que du



soutien. Le fait de les voir près de nous et de prendre de la joie, en encourageant les joueurs et les booster, nous rend heureux et nous donne de la joie de continuer de les procurer des émotions agréables et profondes", a-t-il dit. Rappelant que suite aux décisions des autorités publiques, notamment les instructions de Monsieur le Premier Ministre, portant réouverture des enceintes sportives au public et sur demande de la Fédération algérienne de football (FAF),

sur la base de l'accord des autorités sanitaires algériennes, la Confédération africaine de football (CAF) a donné son accord pour la présence de 14.000 spectateurs pour le match Algérie-Burkina Faso.

La CAF a décidé, entre autres, de mettre en place une nouvelle procédure pour permettre la présence du public dans toutes les compétitions. En conséquence, toute association membre souhaite admettre des spectateurs dans les

stades lors de ses matchs à domicile devra respecter certaines conditions exigées par la FIFA/CAF et auxquelles a satisfait la FAF avec l'accompagnement des autorités algériennes. "Dans les prochains jours, la FAF portera à la connaissance du grand public les procédures nécessaires pour l'acquisition des billets d'entrée au stade dans le cadre d'un dispositif adapté aux exigences de l'autorité sanitaire", conclut la même source.

"Belaili est en période de réathlétisation" (Belmadi)

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, s'est montré rassuré par l'état de santé du milieu offensif Youcef Belaili (Qatar SC), touché à la cheville, à la veille des deux dernières journées (Gr.A) des éliminatoires de la Coupe du monde 2022 au Qatar.

"Belaili a eu une petite entorse de la cheville, il est avec nous en travaillant avec le préparateur physique, il est en période de réathlétisation, ça se passe bien pour lui", a indiqué le coach national, lors d'une conférence de presse tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa.

L'Algérie se déplacera au Caire (Egypte) pour défier vendredi le Djibouti (14h00), avant de recevoir le Burkina Faso, mardi 16 novembre au stade Mustapha-Tchaker de Blida (17h00), pour le compte de la 6e et dernière journée des éliminatoires.

Blessé lors d'un match de championnat avec son club, Belaili sera ménagé face à Djibouti, pour être prêt à 100% face au Burkina Faso, lui qui n'a pas joué les deux derniers matchs de Qatar SC. Outre le défenseur de Genoa (Italie) Mohamed Farès, victime d'une blessure musculaire, l'équipe nationale sera privée des services du milieu de terrain de l'OGC Nice (France) Hicham Boudaoui, qui souffre d'une lombalgie, et dont la période d'indisponibilité est estimée entre 4 et 6 semaines.

"Hicham est blessé depuis un moment déjà, il souffre de douleurs au bas du dos, une blessure qui s'est peut



être amplifiée, j'espère qu'il reviendra vite parmi nous. Je ne suis pas suspicieux, j'ai parlé avec le joueur et j'ai eu même le directeur sportif de l'OGC Nice (Julien Fournier, ndlr) au téléphone hier. C'était inutile pour lui de se déplacer à Alger pour faire constater sa blessure, on n'est pas à ce niveau-là", a expliqué Belmadi.

Non convoqué en équipe nationale depuis mai dernier, à l'occasion des matchs amicaux disputés face à la Mauritanie (4-1), au Mali (1-0), et à la Tunisie (2-0), le milieu défensif Adlène Guedioura (Sheffield United/Angleterre), a été opéré jeudi de la cheville, et sera indisponible pour 8 semaines. Belmadi a tenu à lui souhaiter prompt rétablissement.

"Ca fait longtemps que Guedioura n'est plus convoqué. Nous avons

construit cette équipe pour permettre à tout le monde de s'exprimer, nous ne l'avons pas bâti sur un seul élément seulement. On lui souhaite bon rétablissement, il a encore de l'ambition pour jouer en équipe nationale, mais on doit donner la possibilité à d'autres pour montrer de quoi ils sont capables, à l'image de Ramiz Zerrouki et Adam Zorgane. Le malheur des uns fait le bonheur des autres", a souligné le sélectionneur.

Au terme de la 4e journée, l'Algérie et le Burkina Faso occupent conjointement le fauteuil de leader avec 10 points chacun, devant le Niger (3 pts), alors que le Djibouti ferme la marche avec 0 point. Le premier du groupe se qualifiera pour le dernier tour (barrages), prévu en mars 2022.

DJIBOUTI - ALGÉRIE

«Un rendez-vous préparatoire en vue du match face au Burkina Faso» (Belmadi)

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, a déclaré dimanche que le match face au Djibouti, vendredi au Caire (14h00, algériennes), dans le cadre de la 5e journée (Gr.A) des éliminatoires de la Coupe du monde 2022, constituera "une bonne préparation", en vue de la dernière rencontre décisive face au Burkina Faso, mardi 16 novembre à Blida (17h00).

"L'objectif est de remporter cette rencontre. Certes, l'adversaire n'est pas le plus coriace du groupe, avec 0 point au compteur. Nous allons aborder ce rendez-vous avec sérieux pour le gagner. Ce sera une bonne préparation en vue du dernier match face au Burkina Faso. Il y a des joueurs qui sont sous la menace d'une suspension, il y a d'autres qui ont peu joué récemment, et d'autres qui ont eu un volume de jeu élevé. Nous allons faire en sorte de gérer au mieux l'effectif qu'on a entre les mains", a indiqué Belmadi, lors d'une conférence de presse tenue au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa.

Au terme de la 4e journée, l'Algérie et le Burkina Faso occupent conjointement le fauteuil de leader avec 10 points chacun, devant le Niger (3 pts), alors que le Djibouti ferme la marche avec 0 point. Dans l'autre match de ce groupe, le Burkina Faso recevra le Niger, vendredi au Grand stade de Marrakech (14h00).

En vue de ces deux dernières rencontres des éliminatoires, Belmadi a fait appel à 25 joueurs, avec notamment le retour des défenseurs Mohamed Réda Halaïmia (KFCO Beerschot/ Belgique), Mehdi Tahrat (Al-Gharafa SC/Qatar), ou encore Ayoub Abdellaoui (Al-Ittifaq/Arabie saoudite). En revanche, l'équipe nationale sera privée des services du milieu de terrain de l'OGC Nice (France) Hicham Boudaoui, qui souffre d'une lombalgie et de Mohamed Farès (Genoa/Italie), victime d'une blessure musculaire.

"Il y a la Burkina Faso qui arrive derrière, nous devons bien gérer tous les aspects: cartons et la forme des joueurs", a-t-il ajouté. Face à Djibouti, Belmadi compte aligner une équipe remaniée, une manière de ménager les tailliers de l'équipe en vue du match décisif face aux "Étalons". "Je vais aligner deux équipes compétitives pour gagner ces deux matchs. Ce que je chercherai, c'est le respect de tous nos adversaires, c'est ce qui a fait que nous sommes ce qu'on est aujourd'hui, mais il y aura une grande pensée pour le match du Burkina Faso, c'est une certitude", a-t-il souligné.

Appelé à évoquer son sentiment pour son retour au Caire, deux ans après avoir mené les "Verts" à remporter la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, le coach national n'a pas caché son émotion. "Ca me rappelle les beaux souvenirs de la CAN 2019 que nous avons remporté là-bas. Nous avons décidé de prendre le même hôtel, les joueurs sont heureux de faire ce déplacement, le climat est parfait, nous serons dans des conditions exceptionnelles, notamment la pelouse".

"Content pour le retour des supporters"

Concernant la liste des joueurs établie pour ces deux derniers rendez-vous des éliminatoires, Belmadi a tenu à défendre ses choix, non sans se montrer remonté contre les critiques. "Je ne suis pas là pour construire pour 2030, il y a des joueurs qui sont confrontés à une rude concurrence. On est dans une perpétuelle recherche de performance, à partir de là, je fais mes choix qui peuvent ne pas satisfaire tout le monde. Il n'y a pas un Algérien, qui joue en Europe ou bien en Algérie, qui n'a pas été passé en revue. Il y a des gens qui critiquent mes choix pour critiquer seulement sans se soucier des considérations". Interrogé sur les raisons du départ avancé pour le Caire, prévu lundi via Paris, à quatre jours du match face à Djibouti, Djamel Belmadi a tenu à apporter ses explications. "L'aspect de la récupération sera primordial, indispensable. Nous leur avons fait éviter (les joueurs évoluant en Europe, ndlr) de venir à Alger, on a préféré les rassembler à Paris, pour ensuite s'envoler pour le Caire. Nous allons rallier Alger juste après la fin du match, pour préparer le match face au Burkina Faso. Il y a des joueurs qui ont un excédent de temps de jeu, ils seront ménagés face à Djibouti. Il y aura une gestion de l'état de forme de chaque élément". Enfin, Belmadi s'est dit content par la décision de la Confédération africaine (CAF), d'autoriser la présence de 14.000 supporters, pour le dernier match face au Burkina Faso.

"Nous remercions d'abord les pouvoirs publics, pour avoir accepté d'ouvrir le stade pour nos supporters, il y a eu une demande qui a été faite à la CAF. Si on veut qu'on soit présents aux barrages du Mondial 2022, il faut que ça se passe bien le jour du match face au Burkina Faso. Je demande aux supporters de respecter l'hymne national de l'adversaire, c'est très important, ça va au-delà du football. Il va y avoir ce contrôle sanitaire, il faudra se montrer bon élève, pour avoir plus de chances de voir un stade au grand complet, en prévision du match des barrages (mars 2022, ndlr)", a-t-il conclu.

Accord en vue pour Dusan Vlahovic !

Les Gunners pourrait recruter le jeune serbe cet hiver. Depuis maintenant plusieurs semaines, on sait que la formation d'Arsenal est à la recherche d'un attaquant en vue du prochain mercato d'hiver. Si plusieurs noms ont été évoqués, la priorité des Gunners se nomme Dusan Vlahovic. Lié à la Fiorentina jusqu'en juin 2023, le buteur serbe de 21 ans dispose d'un bon de sortie pour le mois de janvier. Auteur d'une belle première partie de saison où il empile les buts, ce dernier aurait plusieurs touches avec des grands clubs européens comme le Real Madrid, Manchester City, Liverpool ou encore la Juventus Turin.



VINICIUS JR VA TOUCHER LE PACTOLE !

Étincelant sous les couleurs du Real Madrid, Vinicius Jr aurait tapé dans l'œil de Leonardo, le directeur sportif du PSG. Toutefois, l'attaquant brésilien serait plutôt parti pour renouveler son bail avec le club merengue. En effet, Vinicius Jr serait en négociations avancées avec la Maison-Blanche et devrait parapher un bail de six saisons avoisinant les 10M€ annuels. Selon les informations de Nicolò Schira, divulguées sur son compte Twitter, le Real Madrid et Vinicius Jr seraient en négociations avancées pour prolonger leur aventure ensemble. En effet, Carlo Ancelotti aurait déjà préparé un contrat de six saisons, soit jusqu'en 2028, à hauteur de 10M€ annuels pour son attaquant brésilien. Par ailleurs, le coach du Real Madrid compterait bien inclure une clause libératoire d'1 milliard d'euros dans le nouveau bail de Vinicius Jr.

KANE SE RÉJOIT DE L'ARRIVÉE DE CONTE

Harry Kane n'est que l'ombre de lui-même depuis le début de la saison. Mais l'arrivée d'Antonio Conte pourrait tout changer.

Harry Kane est dans le dur depuis le début de la saison. L'international anglais a vécu un été animé. Le buteur s'est incliné en finale de l'Euro 2020 avec les Three Lions face à l'Italie. Annoncé avec insistance du côté de Manchester City, le joueur de 28 ans est finalement resté chez les Spurs. Mais l'arrivée d'Antonio Conte lui redonne le sourire.

« Honnêtement, ça montre une grande ambition. Son CV parle de lui-même. Tout le monde sait à quel point il est apprécié et ce qu'il a fait en tant que manager. Il faut respecter ça. Il travaillera aussi dur que possible pour nous faire progresser. Mais c'est à nous de nous adapter, d'apprendre, d'en faire plus sur le terrain, à l'entraînement et en dehors des terrains. Il faut être sûr de se donner toutes les chances de gagner. Nous avons un manager et un club qui croient en nous, et cette nomination le prouve. C'est un fantastique manager. On n'a pas atteint le niveau que l'on voulait ces dernières années, mais on espère que ce manager nous aidera à inverser la tendance », a déclaré l'avant-centre pour l'Evening Standard.

Eden Hazard intéresse un cadreur de la Serie A

Direction la Serie A italienne pour Eden Hazard lors du prochain mercato d'hiver ?

Arrivé en juillet 2019 en provenance de Chelsea pour près de 115 millions d'euros, l'ailier Eden Hazard a souvent connu l'infirmerie du Real Madrid. Souvent blessé, l'international belge (115 sélections, 33 buts) peine à retrouver le niveau qui était le sien chez les Blues.

Aujourd'hui, ce dernier ne semblerait pas faire partie des plans de Carlo Ancelotti. Si son nom a récemment circulé du côté de Newcastle, le natif de La Louvière aurait également une touche du côté de l'Italie. Selon les informations révélées par El Nacional, l'ancien lillois serait sur les tablettes de la Juventus Turin. En difficultés en championnat, les Bianconeri envisageraient une offre pour le joueur belge. Le club de la Vieille pourrait formuler une offre sous forme de prêt assorti d'une option d'achat. Pour rappel, le joueur de 30 ans dispose d'un contrat jusqu'en juin 2024 avec les Merengues.



ANSU FATI DE NOUVEAU BLESSÉ

Absent des terrains pendant de longs mois avant de faire son grand retour ces dernières semaines, Ansu Fati risque de manquer encore quelques matchs avec le Barça. Titulaire sur la pelouse du Celta Vigo, le jeune ailier a en effet été contraint de céder sa place après avoir été touché à la cuisse. Dans la soirée, le club catalan a communiqué sur son état de santé, annonçant qu'il ne rejoindrait pas la sélection espagnole pendant la trêve internationale. « Les tests réalisés ce soir sur le joueur Ansu Fati ont révélé qu'il s'est blessé au biceps fémoral de la cuisse gauche et sera indisponible pour la sélection jusqu'à sa guérison », ont écrit les Blaugrana. Aucune durée d'indisponibilité n'a pour le moment été évoquée. Ce n'est malheureusement pas Ousmane Dembélé non plus qui se chargera d'animer le couloir.

LEWANDOWSKI ÉGALE MESSI AVEC UN TOTAL DE BUTS HALLUCINANT !

Robert Lewandowski marche sur l'eau ! Le Polonais vient d'égaliser un record de Lionel Messi en marquant face à Fribourg. Robert Lewandowski empile les buts à une vitesse vertigineuse. Le Polonais a déjà inscrit 23 réalisations depuis le début de l'exercice 2021/2022.

Impressionnant ! Le buteur continue sur la même lancée que la saison dernière. En faisant trembler les filets face à Fribourg lors du succès des Bavarois (2-1), le numéro 9 du Bayern Munich a égalé un record de Lionel Messi. Il devient le premier joueur à inscrire 51 buts sur une année civile depuis l'Argentin en 2016. Nul doute que le joueur de 32 ans battra ce record d'ici le 31 décembre. Même si certains rumeurs assurent que La Pulga remportera le Ballon d'Or cette année, Robert Lewandowski est un sérieux concurrent. Le Bayern Munich peut compter sur son arme offensive numéro 1 ! Le club allemand est le leader en Bundesliga, et a remporté tous les matchs de Ligue des Champions. Le Polonais a inscrit un but lors des quatre dernières journées de championnat.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE-ITALIE

"Convergence de vues" sur toutes les questions d'intérêt commun

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a relevé samedi à Alger une "convergence de vues" entre l'Algérie et l'Italie sur toutes les questions d'intérêt commun, affirmant que les relations entre les deux pays sont "fortes" et seront "consolidées dans un futur très proche".

"Nous nous sommes mis d'accord sur tout", a déclaré d'emblée, à la presse, le président de la République à l'issue d'un entretien avec son homologue italien, M. Sergio Mattarella, en visite d'Etat en Algérie. Animant conjointement un point de presse avec M. Mattarella, le président Tebboune a affirmé que les relations entre les deux pays sont "fortes et seront consolidées dans un futur très proche". Il a noté, à cette occasion, une concordance de vues entre l'Algérie et l'Italie en matière de coopération économique, notamment dans le domaine des petites et moyennes entreprises, un tissu

industriel faisant la réputation de l'Italie.

Le président Tebboune a exprimé, à ce propos, son "optimisme" quant à la prochaine réunion du Haut comité algéro-italien de sortir avec des résultats "positifs, applicables sur le terrain".

Concernant le renforcement de l'industrie algérienne notamment celle relative à la petite et moyenne entreprise, il a rappelé que deux ministres délégués se sont déjà rendus, à cet effet, en Italie, en l'occurrence ceux de la petite industrie et des startups.

Le chef de l'Etat s'est félicité, à

cette occasion, des relations d'"amitié fortes et solides" existantes entre les deux pays.

Il a rappelé que ces relations sont "très anciennes" et se sont renforcées durant la guerre de libération nationale, sans oublier les aides de l'Italie à l'Algérie lors de la décennie noire, "un des rares pays à nous avoir soutenu", durant cette époque, a-t-il fait observer.

Le président Tebboune a également indiqué avoir abordé avec son homologue italien les questions régionales et internationales, relevant une "convergence de vues" notamment sur le dossier libyen.



Président italien : la solution au conflit au Sahara occidental doit tenir "dûment compte des droits du peuple sahraoui"

La solution au conflit au Sahara occidental doit tenir "dûment compte des droits du peuple sahraoui", a indiqué le président italien, Sergio Mattarella, exprimant le souhait d'une reprise de négociations directes entre les parties en vue d'une solution "équitable et durable" de la question.

"Nous suivons de très près la question du Sahara occidental. Nous avons toujours soutenu avec conviction le rôle joué par les Nations unies et, à cet égard, nous avons appris avec satisfaction la nomination du diplomate italo-suédois Staffan De Mistura comme envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU", a soutenu le président ita-

lien dans un entretien au quotidien national EL Moudjahid, publié samedi.

M. Mattarella, qui a entamé une visite d'Etat de deux jours en Algérie, a formulé l'espoir que "l'engagement" de M. De Mistura "pourra contribuer, malgré la situation actuelle de tension, à une reprise de négociations directes entre les parties (au

conflit, Maroc et Front Polisario, ndlr) en vue d'une solution équitable et durable de la question, qui tiennent dûment compte des droits du peuple sahraoui".

Le président Mattarella a souligné, dans ce contexte, que l'Italie soutient "le rôle de l'Algérie et son attachement au cadre onusien sur le Sahara occidental".

ALGÉRIE-MAROC Tindouf : transfert des dépouilles des trois ressortissants algériens ciblés d'une agression marocaine

Les dépouilles des trois ressortissants algériens victimes d'une agression des forces d'occupation marocaines sur l'axe routier Ouargla/Nouakchott, ont été transférées dimanche de l'hôpital mixte Si El-Haouès à Tindouf pour les évacuer vers leur wilayas d'origine.

Les corps des trois victimes ont été ainsi transportés à l'aéroport Commandant Farradj de Tindouf pour être acheminés vers leurs wilayas d'origine pour y être inhumés.

Les trois ressortissants algériens avaient été assassinés dans un bombardement barbare de leurs camions, alors qu'ils faisaient la liaison Nouakchott-Ouargla, dans un mouvement naturel d'échanges commerciaux entre les peuples de la région.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'HEBDOMADAIRE ALLEMAND DER SPIEGEL Le Président Tebboune qualifie de "très graves" les propos de Macron sur l'Algérie

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a qualifié, dans une interview accordée à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, de "très graves" les propos du Président français, Emmanuel Macron, sur l'Algérie. "Quand un chef d'Etat déclare que l'Algérie n'était pas une nation à part entière, cela devient très grave", a indiqué le Président Tebboune dans cette interview, soulignant qu'il "ne s'agit pas d'un problème personnel (avec Macron), mais d'un problème national".

"L'on ne touche pas à l'Histoire d'un peuple et on n'offense pas les Algériens", a-t-il dit, qualifiant les propos de Macron de "vieille haine". "Macron a relancé complètement et inutilement une vieille querelle", a précisé le chef de l'Etat, faisant observer que "si le journaliste d'extrême

droite Eric Zemmour tenait de tels propos, personne n'y prêterait attention, mais quand un chef d'Etat déclare que l'Algérie n'était pas une nation à part entière, cela devient très grave".

Toutefois, pour le Président Tebboune, "Macron est loin de penser ainsi", estimant que ses propos sont motivés par des "raisons électorales", estimant qu'avec cette déclaration, Macron "s'est rangé du côté de ceux qui justifient la colonisation". Interrogé sur la question de la Mémoire, le président de la République a indiqué que "l'Algérie n'a pas besoin d'excuses de la part de Macron pour des événements qui se sont déroulés en 1830 ou en 1840, mais exige une reconnaissance pleine et entière des crimes commis par les Français". "Macron l'a déjà fait quand, en 2017,

il avait déclaré publiquement que la colonisation était un crime contre l'humanité", a ajouté le Chef de l'Etat, relevant que "les Allemands ont détruit un village entier à Oradour-sur-Glane en 1944 et que ce massacre est encore commémoré à ce jour". Pour M. Tebboune, "il y a des dizaines d'Oradour-sur-Glane en Algérie où les Français avaient amené les habitants de nombreux villages dans des grottes et y ont mis le feu pour les asphyxier". A une question sur une éventuelle réouverture de l'espace aérien aux avions militaires français, il a répondu en affirmant: "Non, si les Français veulent aller au Mali ou au Niger, désormais ils devront voler 9 heures au lieu de 4. Toutefois, nous sommes disposés à faire une exception pour secourir les blessés".

"L'Algérie pourrait approvisionner l'Europe en énergie solaire"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis en exergue le "potentiel" existant dans la coopération en matière d'énergies renouvelables entre l'Algérie et l'Allemagne, un potentiel qui pourrait permettre d'approvisionner l'Europe en énergie solaire. "Il y a (...) beaucoup de potentiel dans les énergies renouvela-

bles. Avec l'aide de l'Allemagne, nous pourrions approvisionner l'Europe en énergie solaire", a affirmé le président Tebboune, dans un entretien à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. A une question sur ses attentes par rapport au prochain gouvernement allemand dans le domaine de la coopération bilatérale, le chef de l'Etat a déclaré: "tout ce qui

est possible", affirmant que "l'Allemagne est un modèle pour nous à bien des égards". Evoquant les secteurs de coopération pouvant être développés, il a cité, à titre d'exemple, celui de la santé. "Je voudrais que nous construisions ensemble un grand hôpital à Alger. Un établissement qui couvre toutes les spécialités de la médecine", a-t-il précisé,

soulignant que l'Algérie serait disposée à financer une "grande partie" de ce projet. Le président Tebboune s'est félicité de la qualité des relations politiques entre les deux pays. "Les Allemands nous ont toujours traités avec respect, ils ne nous ont jamais traités avec arrogance, et il n'y a jamais eu de désaccord sur la politique étrangère", a-t-il souligné.

M. Tebboune réaffirme la volonté de l'Etat de poursuivre la lutte contre la corruption

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé la volonté de l'Etat de poursuivre la lutte contre la corruption à travers la moralisation de la vie publique et la consolidation de la bonne gouvernance, ainsi que la consécration de la transparence et de l'intégrité dans la gestion des deniers publics. "Notre priorité est de moraliser l'administration et le monde des affaires", a-t-il déclaré à l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, précisant que les autorités du pays "luttent, depuis deux ans, contre ce fléau". Le chef de l'Etat, a réitéré la volonté de la récupération de l'argent public détourné et placé à l'étranger, af-

firmant que "Ce qui s'est passé au niveau du plus haut sommet de l'Etat était une dilapidation impardonnable des richesses du pays", et que cela était "nuisible pour les citoyens". Il a souligné, dans ce contexte, que la stratégie de lutte contre la corruption adoptée, depuis son accession à la présidence de la République, repose sur "la lutte contre l'argent sale", rappelant que l'Algérie a adopté "une nouvelle Constitution qui donne plus de droits aux citoyens" et procède, actuellement, à "la réorganisation de la Cour des Comptes". Evoquant les mesures prises pour améliorer le pouvoir d'achat des citoyens, le président Tebboune a

rappelé qu'il avait décidé d'exonérer les salaires inférieurs à 30.000 de DA de l'impôt sur le revenu global (IRG) et d'augmenter le salaire national minimum garanti (SNMG), faisant remarquer qu'un "intérêt particulier" est accordé aux zones rurales, jusque-là oubliées, pour améliorer les conditions de vie des citoyens. Sur un autre registre, le président de la République a affirmé également que la liberté de la presse est garantie en Algérie, relevant, toutefois, que cette liberté ne donne pas le droit de diffuser de fausses informations ou de dénigrer son pays. Interrogé sur la réforme de la Constitution ouvrant la voie à un

possible déploiement de l'armée algérienne à l'étranger, le président de la République a affirmé que l'ONU pourra désormais solliciter l'Algérie pour participer aux opérations de maintien de la paix, précisant, néanmoins, qu'il n'enverrait pas les soldats algériens à la mort pour défendre les intérêts des autres. Concernant le Mali, M. Tebboune, a affirmé que "l'Algérie n'acceptera jamais une partition" de ce pays. Le chef de l'Etat a également réitéré l'attachement de l'Algérie à l'exercice par le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination.